

L'ORGANISATION ACTUELLE
DU MARCHÉ DU BOIS
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 14 Décembre 1938, à 14 heures

PAR

Jean RUSSÉRY

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

Président : M. OUALID, Professeur.

Suffragants { MM. PERROUX, Professeur.
DOLLEANS, Professeur.

IMPRIMERIE LES PRESSES MODERNES
96, Galeries Beaujolais
PARIS -- 1^{er} --

—
1938

L'ORGANISATION ACTUELLE
DU MARCHÉ DU BOIS EN FRANCE

L'ORGANISATION ACTUELLE
DU MARCHÉ DU BOIS
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 14 Décembre 1938, à 14 heures

PAR

Jean RUSSÉRY

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

Président : M. OUALID, Professeur.

Suffragants { MM. PERROUX, Professeur.
DOLLEANS, Professeur.

IMPRIMERIE LES PRESSES MODERNES

96, Galeries Beaujolais

PARIS -- 1^{er}

—
1938

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs



INTRODUCTION

Selon le point de vue auquel on se place, le bois peut être classé de plusieurs manières différentes.

Au point de vue forestier, on a la classification par essences et l'on distinguera les essences résineuses (pin, sapin, épicéa qui forment de 70 à 75 % des forêts du Nord de l'Europe) ; les essences feuillues qui prennent de l'importance à mesure que l'on descend vers le Midi ; les bois exotiques, produits par les forêts d'autres continents que l'Europe. On parlera aussi de bois dur et tendre et comme pratiquement tout le bois résineux est tendre et tout le bois feuillu dur, les expressions résineux et bois tendres, feuillus et bois durs deviendront synonymes.

Au point de vue de l'utilisation, on distinguera les bois de feu et le bois d'œuvre, le premier servant comme combustible et le second possédant des qualités lui permettant d'être affecté comme matière première industrielle à des usages mécaniques ou chimiques.

Le bois d'œuvre donne naissance à deux séries d'utilisation. Les utilisations industrielles sont celles où le bois d'œuvre subit une transformation (sciage du bois, industrie du papier et de la pâte de bois) et les utilisations non industrielles où le bois ne subit qu'une légère

préparation (étais de mines, traverses de chemin de fer, poteaux télégraphiques).

Quant au bois de feu, il est employé comme combustible surtout pour le chauffage domestique et dans certains pays il sert à la fabrication du charbon de bois.

*
**

Le bois est une matière première d'une importance économique considérable et la politique forestière est intimement liée à tous nos grands problèmes nationaux, politiques ou militaires. Il convient de décrire très brièvement les diverses industries auxquelles il a donné naissance. On peut citer (1) :

1° Les industries des petits débits de bois qui comprennent les perches, les pieux, les tuteurs, les piquets, les manches, les échalas, les cercles, les garrots et cales pour chemin de fer, les articles de fumeurs et divers articles de tabletterie et de tournerie, les chapelets de buis, les jouets de bois.

2° La fabrication des étais de mines, des poteaux télégraphiques, des supports pour conducteurs électriques, des traverses de chemin de fer, des pavés de bois.

3° Les industries des bois de fente (fabrication de bardeaux, des lattes, des avirons, des merrains, de la tonnellerie).

4° Les industries du placage et du déroulage du bois.

5° Les industries mécaniques utilisant les débits obtenus dans les scieries pour la charpente, la menui-

(1) Voir Razous, *Aide-mémoire des Industries du Bois*, Paris 1924.

serie, le parquetage, le treillage, la fabrication des wagons, la fabrication des caisses, des pianos, l'obtention des chaises, des galoches, des sabots de bois, des bois de brosses, des formes de chaussures.

6° Les industries du tournage et de la sculpture des bois, liées intimement avec la fabrication des meubles.

7° Les industries physico-chimiques du bois (écorçage des bois, fabrication de la pâte de bois, carbonisation et distillation des bois, fabrication des résines, des essences de térébenthine, de l'alcool de bois, linoleum).

8° Quelques industries particulières (fabrication des meubles, bois courbés, fibres de bois, utilisation des sous-produits et déchets).

Le bois est d'une importance capitale pour la défense nationale, fabrication de matériel de guerre, logement, protection, communication. « C'est grâce à la cellulose de bois nitrée que l'Allemagne a pu, de 1914 à 1918, assurer la fabrication de ses explosifs, en l'absence de toute importation de coton rendue impossible par le blocus » (2).

D'autre part, comme on l'a écrit : « Le bois joue un rôle de régulateur indispensable du régime des eaux... La conservation des forêts est en même temps la conservation des sources et des cours d'eau existants..., c'est la seule défense que l'homme puisse opposer à la sécheresse du climat... La conservation et l'extension des surfaces boisées est une question suprême pour l'Algérie... Sécheresses et inondations, tel est le résultat de la rage de déforestation criminelle et imbécile... » (3).

(2) Crespel, *Le marché du bois et son organisation internationale*, Paris 1933.

(3) Barris du Penner (*La Dépêche de Constantine*).

Enfin, à un autre point de vue, l'industrie et le commerce du bois font vivre un personnel considérable ; le chiffre d'affaires traité par cette branche de l'économie est énorme dans la plupart des pays du monde.

Le bois est donc un capital précieux pour notre vie économique et un élément sérieux pour notre sécurité en temps de guerre. « Un livre entier ne suffirait pas s'il fallait citer tout ce qui a été dit à propos de l'arbre et des bienfaits qu'il nous dispense lorsqu'on sait l'utiliser sagement » (4).

*
**

On se propose dans cette étude de déterminer l'organisation actuelle du marché du bois en France. Une première partie, purement descriptive, détaillera le marché français : besoins, production nationale, diverses sources d'importation, exportations. Une seconde partie s'occupera de l'organisation de ce marché ; on traitera de l'organisation syndicale des industriels et commerçants du bois et du rôle de ces organisations ; de l'intervention de l'Etat sur le marché du bois ; et enfin de l'organisation internationale de ce marché. On pourra alors, en manière de conclusion, placer exactement le bois dans l'économie nationale.

Puisse ce modeste travail contribuer à faire mieux connaître ce splendide matériau que la Nature nous a donné : le bois des forêts.

(4) Crespel, op. cit., p. 11.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE DESCRIPTIVE DU MARCHÉ

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE DESCRIPTIVE DU MARCHÉ

LE PROBLÈME DU BOIS EN FRANCE.

En 1913, malgré un taux de boisement assez élevé (19 % de la surface totale), la France, par suite de la mauvaise composition de sa forêt par classes d'âges et essences, ne pouvait couvrir par sa production propre que 78 % de ses besoins et 53 % même pour les bois d'œuvre. La France souffrait d'un déficit de 5 millions de mètres cubes pour ses bois d'œuvre et pour certaines autres catégories avait un excédent de 2,7 millions de mètres cubes. On peut classer ces principales données dans le tableau suivant :

	Millions de m3			% de chaque poste en face des besoins		
	Bois d'œuvre	Bois de feu	Total	Bois d'œuvre	Bois de feu	Total
Production	7.80	17.40	25.20	53	100	78
Importation :						
<i>a</i>) bois	5.12	—	5.12	35	—	16
<i>b</i>) pâte de papier	1.78	—	1.78	12	—	6
Besoins	14.70	17.40	32.10	100	100	100

	Millions de m3			% de chaque poste en face des besoins		
	Bois d'œuvre	Bois de feu	Total	Bois d'œuvre	Bois de feu	Total
Exportations :						
a) bois	2.69	—	2.69	18	—	8
b) pâte de papier	0.21	—	0.21	1	—	1
Consommation effective	11.80	17.40	29.20	81	100	91
et par habitant	0.30	0.44	0.74			
Bois utilisé	10.23			70		

A remarquer que la France produit tout son bois de chauffage.

Les emplois du bois d'œuvre étaient les suivants : construction (55,1 %), papeteries (19,2), mines (8,5), communications (6,8), autres (10,4). On remarquera que la France envoyait à l'étranger 2,69 millions de mètres cubes : il s'agit là d'une véritable exportation. Car la France produisait beaucoup plus de bois pour étais de mines qu'elle n'en consommait ; d'autre part, le Nord utilise surtout le bois d'œuvre, alors que les forêts sont souvent dans le Midi ; or le transport par chemin de fer à l'inverse du trafic maritime était très coûteux : il était plus intéressant d'expédier le bois du Midi en Angleterre et de recevoir de l'étranger les bois nécessaires du Nord. En 1913, la plupart des pays producteurs fournissaient la France dans les proportions suivantes : Finlande 29 %, Suède 25 %, Russie 20 %, Allemagne 5 %, Autriche-Hongrie 4 %, Colonies 12 %, Norvège, Belgique, Suisse, Italie, Roumanie, chacun 1 %.

Les exportations étaient surtout destinées aux pays voisins (Grande-Bretagne 60 %, Belgique 21 %, Suisse

2 %, Allemagne 2 %, Espagne 3 %, Italie 3 %, divers 9 %) (1).

Le traité de Versailles contribua incontestablement à augmenter la production de bois de la France, le retour de l'Alsace-Lorraine apportant 2 millions de mètres cubes dont 700.000 mètres cubes de bois d'œuvre. Mais bien des forêts avaient été détruites et des coupes successives avaient été pratiquées pendant la guerre : aussi le rendement normal n'en fut-il pas accru ; il se maintint autour du chiffre de 1913, semble-t-il, avec 26 millions de mètres cubes.

Pendant quelques années, la production effective dépassa ensuite la production normale, et en 1928, le Congrès National du Bois estima que la production effective française dépassait l'accroissement annuel de 1 million m³ 26. En 1929, l'augmentation de production était par rapport à 1913 de 19 % pour les bois d'œuvre, de 4 % pour le bois de feu, et de 8 % pour la production totale (au surplus durant l'occupation de la Ruhr, les autorités françaises firent couper environ 2,5 millions de mètres cubes).

On peut dresser le tableau suivant représentant la production, le commerce et la consommation des bois d'œuvre en 1928-1929 (2).

(1) Voir sur l'ensemble de la question E. Glésinger, *Le Bois en Europe*. Daubrée : statistique et atlas des forêts de la France, Paris 1912 ; Annuaire statistique de la France et le tableau général du commerce et de la navigation.

(2) Voir Egon Glesinger, *op. cit.*, p. 314.

	Millions de m ³		Différence	% de chaque poste en face des besoins	
Production	7,80	9,26	1,46	53	55
Importation des bois	5,12	4,87	0,25		
Réparations en nature	—	0,18	0,18	—	1
Importation de pâtes à papier	1,78	2,68	0,90	100	100
Besoins	14,70	16,99	2,29	100	100
Exportations de bois	2,69	3,50	0,81	18	21
et de pâte de papier	0,21	0,33	0,12	81	77
Consommation effective	11,80	13,16	1,36	81	77
et en m ³ par habitant	0,30	0,32	0,02		
Bois utilisé comme tel	10,23	10,81	0,58	70	64

Si l'on poursuit la comparaison pour les principales utilisations de bois d'œuvre, on arrive au tableau suivant (3) :

	Millions m ³ sur pied			% de chaque poste en face de la consommation effective totale	
	1913	23-29	Différences + —	1913	23-29
Papeteries	2,27	3,08	0,81	19,2	23,4
Mines	1,00	1,31	0,31	8,5	10
Constructions	6,50			55,1	
		8,77	0,23		66,6
Autres	2,03				
Consommation effective totale	11,80	13,16	1,36	100	100

De l'examen de ces deux tableaux on peut tirer les constatations suivantes : en chiffres absolus la consommation accuse un accroissement général. Bien que l'indice du bâtiment et la production industrielle soient en accroissement depuis 1913 (100 pour 1913, 131 en 1929 pour le bâtiment, 139 en 1929 pour la production).

Ces quantités de bois employées ont légèrement dimi-

(1) Egon Glesinger, op. cit., p. 315.

nué, par contre les quantités employées dans les mines et pour l'industrie de la papeterie sont en augmentation. On constate une faible diminution des importations de bois qui ne couvrent plus maintenant que 30 % de la consommation.

On va maintenant étudier sommairement le commerce extérieur de 1913 à 1929, et il faut signaler tout de suite que pour la période de 1913 à 1929, la France a importé moins de bois qu'avant la guerre, ce qu'il faut attribuer aux coupes excessives faites dans le pays.

Tableaux relatifs au mouvement du commerce extérieur du bois de 1913 à 1929 (4).

I. — *Mouvement quantitatif*

		1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chiffres	Importations .	5,12	3,21	2,82	4,50	4,52	4,81	4,62	4,71	4,45	4,57	5,17
	Réparations en nature	—	—	—	—	—	—	0,13	0,19	0,39	0,21	0,5
Chiffres absolus en m³	Importations totales	5,13	3,21	2,82	4,50	4,52	4,81	7,75	4,90	4,84	4,78	5,32
	Exportations .	2,69	2,66	2,69	3,37	4,21	4,31	4,37	3,65	3,65	3,75	3,24
	Excédent des Importations	2,43	0,55	0,13	1,13	0,31	0,50	0,38	1,25	1,19	1,03	2,08
Indices	Importations .	100	63	55	88	88	94	71	92	87	89	101
	Rép. en nature .							2	4	8	4	3
	Imp. totales ..	100	63	55	88	88	94	73	96	95	93	104
	Exportations .	100	99	100	125	157	160	163	136	136	140	120
	Excédent des Importations	100	23	5	47	13	21	16	52	49	42	86

(4) Egon Glesinger, op. cit., p. 317 et 318.

II. — *Mouvement qualitatif (en % des volumes)*

	1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bois bruts	6	8	13	8	10	11	10	11	11	9	11
Bois pour étais de mines	6	3	2	3	5	0	7	12	27	17	15
Bois paie	7	1	1	2	3	3	4	4	3	5	5
Bois ouvré	81	88	84	87	82	80	79	73	58	69	69
Volume tot. importé. (indice du)	100	63	55	88	88	94	71	92	87	89	101

III. — *Détail de provenance des divers pays (en %)*

	1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Russie	20	1	—	1	1	1	3	3	2	5	7
Lettonie	—	—	—	—	4	1	1	4	5	7	—
Finlande	29	18	23	19	20	22	24	22	22	21	—
Suède	25	24	20	30	20	20	19	13	10	17	16
Norvège	1	1	1	2	1	—	—	1	—	—	—
Pologne	—	—	1	3	6	6	4	10	13	4	4
Tchécoslovaquie	—	2	5	14	9	3	3	1	1	—	—
Autriche	—	1	2	4	11	18	12	11	11	11	—
Allemagne	5	19	28	7	11	15	9	21	21	17	20
Sarre	—	3	2	2	1	1	—	—	—	—	—
Belgique - Luxemb.	1	8	5	5	6	3	2	4	5	5	5
Suisse	1	9	3	3	2	1	1	1	1	1	1
Yougoslavie	—	2	1	2	3	3	4	1	2	2	—
Roumanie	1	—	—	1	1	1	1	1	—	—	—
Italie	1	—	—	1	1	1	1	1	—	—	—
Etats-Unis	8	1	3	3	3	3	3	2	2	3	3
Colonies	4	2	7	5	4	3	2	—	2	3	—

Les importations de bois ouvré ont nettement diminué depuis la guerre (accroissement général de la capa-

cité des scieries du pays). Les arrivages de bois russes ont presque cessé durant la période envisagée et les exportations de bois des pays nordiques à destination de la France ont fortement diminué : la compensation s'est établie au profit des bois de l'Europe Centrale : donc dans cette période, le centre d'approvisionnement de la France s'est déplacé. Cependant vers la fin de cette période les importations s'accroissent de nouveau et en 1929 le niveau de 1913 est légèrement dépassé.

Les exportations, on l'a vu, s'étaient élevées à 2,9 millions en 1913.

Depuis 1922, une certaine expansion a eu lieu (mars 1925 : 4,37 millions de mètres cubes), ensuite on trouve une diminution progressive (3,24 millions de mètres cubes en 1929). Donc, pendant toute cette période, la France a vendu plus de bois à l'étranger qu'avant la guerre. On peut dresser les tableaux suivants représentant l'importance de nos divers clients et la composition qualitative durant la période envisagée.

I. — *Exportations par pays de provenance*

	1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Grande-Bretagne ...	60	63	54	62	58	47	45	28	45	45	48
Allemagne	2	—	—	—	—	1	3	2	4	5	3
Belgique - Luxemb.	21	8	15	15	12	24	26	29	22	23	21
Suisse	2	11	10	7	8	7	8	8	6	6	6
Espagne	3	4	7	5	5	6	7	11	9	10	9
Italie	3	—	2	1	2	2	6	14	9	6	8
Autres pays	9	12	8	18	7	6	5	8	5	5	4

II. — *Composition qualitative des exportations*

	1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bois bruts	14	9	12	10	12	15	16	20	13	14	13
Etais de mines	67	64	57	66	65	60	54	38	57	56	57
Bois tendres sciés ..	6	13	12	7	7	8	8	8	9	10	8
Autres bois ouvrés.	13	14	19	17	16	17	22	34	21	20	22

L'excédent pur et simple des importations ne signifie rien en France, étant donné la composition très différente des importations et des exportations. Par suite de la réduction des importations et de l'accroissement des exportations, l'excédent fut réduit à très peu. La conséquence en fut la dévastation de certaines forêts françaises. Il est normal dans ces conditions que l'excédent des importations aille en augmentant ; ce serait en tout cas le résultat obligatoire d'une politique rationnelle d'exploitation.

EVOLUTION RÉCENTE DU COMMERCE DES BOIS (5)

I. — *Tableau général du commerce pour les bois communs*
1932-1935

	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—
Importations	1.384.263	1.492.060	1.378.674	1.006.337
Exportations	443.874	341.981	351.645	508.014
Excédent des importations	940.389	1.150.079	1.026.029	0.498.323

(5) Les chiffres que l'on va citer étant extraits du Tableau Général du Commerce et de la Navigation seront donnés en tonnes métriques ; pour la conversion on a :

1 tonne bois brut	= 1 67 m ³
1 » » ouvré	= 2 78 m ³
1 » » étais mines	= 2 00 m ³
1 » » dur	= 2 43 m ³
1 » » scié	= 2 08 m ³

Il faut signaler que la politique des contingentements a donné son plein effet à partir de 1932, aggravée par la politique des licences d'importation.

II. — *Détail de nos importations*
(pays de provenance bois communs)

	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—
Allemagne	298.903	237.821	215.829	20.193
Autriche	121.491	80.747	59.365	24.923
Belgique - Luxemb... ..	43.401	26.489	16.943	23.260
Canada	854	879	3.195	11.398
Espagne	5.783	4.139	3.982	1.354
Esthonie	2.967	7.906	5.195	2.388
Etats-Unis	39.853	33.511	28.386	24.643
Finlande	225.097	342.688	382.241	379.726
Grande-Bretagne	4.148	1.816	1.635	1.590
Grèce	160	336	403	247
Hongrie	225	42	22	51
Italie	3.394	4.843	4.322	3.296
Japon	1.171	635	417	459
Lettonie	45.153	76.773	40.031	28.066
Lithuanie	1.844	2.712	7.327	9.859
Norvège	1.771	1.662	433	77
Pays-Bas	4.771	738	336	127
Pologne	99.009	89.301	75.328	31.690
Roumanie	54.136	40.026	39.147	19.798
Russie	155.368	226.378	254.417	209.168
Suède	194.646	217.522	151.735	137.605
Suisse	2.789	1.688	2.874	5.400
Tchécoslovaquie	8.506	7.468	3.007	2.355
Turquie	336	684	500	530
Yougoslavie	24.995	20.845	15.833	10.886
Autres pays	1.083	6.213	10.919	11.484
Algérie	4.040	11.895	15.258	11.056
A.E.F.	23.692	26.898	21.672	12.420

	1932	1933	1934	1935
A.O.F.	5.312	6.916	6.988	5.028
Cameroun	4.749	7.141	5.531	3.394
Guyane	—	—	—	—
Indochine	645	774	926	284
Madagascar	138	57	90	167
Maroc	832	3.280	3.710	1.653
Tunisie	—	1.238	673	1.491
Autres Colonies	1	1	1	—
Total	1.384.263	1.492.060	1.378.674	1.006.337

III. — *Détail de nos importations (par qualité)*

	1932	1933	1934	1935
Chênes	35.558	9.530	5.787	5.573
Noyers	3.748	5.048	4.065	3.195
Bois à construire	904.267	843.731	693.551	529.428
Merrains	23.771	22.731	20.124	17.728
Bois en éclisse	4.123	3.324	2.705	1.589
Bois feuillards	862	902	481	383
Poteaux de mines	198.353	238.659	258.631	105.789
Perches, étauçons	20.680	25.678	13.822	7.719
Lièges bruts	11.517	21.295	23.590	16.723
Bûches	18.205	14.164	10.511	10.698
Essense résineuse	159.458	300.575	332.078	296.870
Charbons de bois	2.288	4.938	7.948	10.362
Paille de bois	604	1.396	265	142
Divers	103	21	—	—

Il faut signaler la réapparition de la Russie sur le marché français : les exportations russes sont passées de 26.416 en 1931 à 254.417 en 1933. Certains ont parlé d'une menace de dumping. Il y a là certainement un

phénomène à surveiller : ce qui caractérise le marché russe c'est l'absence de souci touchant au prix de revient. Au surplus, chacun sait les misères et les tortures des bagnards employés à la coupe des bois dans les régions glacées. Le dumping russe n'est pas encore un fait : il pourrait peut-être le devenir.

Du reste ces toutes dernières années, les importations ont subi une chute verticale tenant au marasme de toutes les industries françaises et c'est plutôt l'excès de restrictions qu'il faut craindre.

On va poursuivre ces considérations sur le marché français par l'énoncé de quelques considérations touchant à la production de bois proprement française.

La production de bois provient des exploitations forestières et des scieries métropolitaines. Elle dépend de la quantité de bois que mettent en vente l'Administration des forêts et les particuliers. Les exportations mises à part, la production en ce qui concerne les bois en grumes (sauf quelques rares emplois en bois ronds), est absorbée par les scieries. Les compagnies houillères utilisent les bois de mines, les fabricants de pâte à papier les bois de papeterie et la consommation domestique les bois de feu (6).

L'Etat vend ses coupes fin août, commencement septembre et début octobre, les particuliers durant toute l'année (mais les marchands de bois achètent à la même époque en général). Aussi la production d'une année dépend de la vente des coupes de l'année précédente.

Il n'existe aucune statistique représentant le mon-

(6) Voir le rapport présenté par la Fédération Nationale du Bois au 7^{me} Comité Technique chargé de l'enquête sur la production.

tant des ventes de bois réalisées en France : l'Administration des Eaux et Forêts seule fait le total du nombre de mètres cubes de bois d'œuvre feuillus et résineux et le nombre de stères de chauffage que d'après ses estimations elle a mis dans le commerce chaque année.

Du reste, on ne possède sur les forêts des particuliers que des renseignements approximatifs : la propriété forestière est très morcelée. Cependant on peut faire état des chiffres suivants :

Bois de moins de 10 hectares	2.370.000 ha
Bois de 10 à 50 hectares	1.420.000 ha
Bois de plus de 50 hectares	2.910.000 ha
Forêts domaniales	1.450.000 ha
Forêts communales	2.200.000 ha
Estimation totale	10.350.000 ha

Donc les particuliers possèdent en France les deux tiers de la superficie boisée et il est fort regrettable que des chiffres approximatifs ne permettent pas de déterminer exactement les réserves de bois de la forêt française (indispensable à connaître pour la défense nationale). Chaque exploitation forestière, chaque scierie devrait donner le nombre de mètres cubes qu'elles ont sur pied ou qu'elles ont débités avec l'indication de la destination. La profession étant très artisanale, ces renseignements ne pourront jamais être obtenus à l'amiable : aussi la Fédération a demandé depuis longtemps les pouvoirs nécessaires pour être à même de procéder à cette évaluation.

Si l'on essaie de serrer la vérité du plus près possible, on peut évaluer ainsi la production moyenne des forêts françaises et des plantations :

7.300.000 m3	{	7.000.000 arbres forestiers prop. dits dont
		300.000 bois de plantation (peupliers)
		2.500.000 m3 bois durs
		4.500.000 m3 bois tendres (surtout résineux)

Une très petite partie de cette production en grumes est exportée actuellement (39.721 tonnes en 1936, 53.066 tonnes en 1937 (6 premiers mois) ; 10 % de cette quantité est livrée directement à diverses administrations publiques et le reste est scié par l'industrie particulière française.

Quant aux bois de feu, leur production est chiffrée à 28.000.000 de stères, soit 18.400.000 mètres cubes environ. Sur cette quantité, il y en a chaque année 1 million et demi à 2 millions pour les bois de mine et 450.000 mètres cubes pour les bois de pâte à papier. Enfin le reste est du bois de chauffage proprement dit.

Il faut signaler enfin 300.000 tonnes annuelles de charbon de bois.

Nos exportations se sont élevées ces dernières années à :

	1936	1937 (6 premiers mois)
Bois mines	357.031 T.	255.981 T.
Bois chauffage	25.520 T.	16.438 T.
Charbon de bois	3.713 T.	400 T.

Le volume du trafic général en France en 1937 a diminué d'un tiers son rapport à celui de 1935. Le trafic avec la clientèle entrepreneur proprement dit a diminué dans la proportion plus considérable de 50 %.

Le chiffre d'affaires total a diminué par rapport à 1929 de 50 %. Malgré cette chute, les scieries ont autant

de peine à faire face aux demandes qu'en 1929. Il faut donc évaluer la diminution de capacité des scieries françaises à 50 % : ce qui provient outre le fait de la fermeture de nombreuses scieries de l'application sans discernement suffisant des lois nouvelles et notamment de la loi de 40 heures (les délais d'exécution des commandes ne sont pas tenus régulièrement et souvent le producteur est incapable de spécifier un délai ferme). C'est la conséquence normale d'une législation conçue superficiellement et hâtivement.

Pour la destination des commandes en cours à l'heure actuelle, on peut dire que la proportion destinée à l'exportation est tombée à quasi rien.

De toutes façons se pose le problème urgent d'une politique de revalorisation de la forêt française et de la reprise des exportations.

L'examen du marché du bois en France auquel nous venons de nous livrer va nous permettre de poser les conditions suivantes :

I. — La France qui possède une assez grande superficie boisée est incapable de faire face à tous les besoins en bois, notamment en ce qui concerne les bois d'œuvre. La qualité de ses essences ne lui permet pas de se passer de l'étranger. Elle doit donc pratiquer une politique continue d'importations.

II. — Quoiqu'on en ait écrit, les importations n'ont jamais retrouvé leur niveau de 1913, sauf passagèrement en 1929. Depuis, leur montant a subi une baisse catastrophique. Le marasme de l'industrie du bâtiment rend la politique des contingentements supportable. Mais si les affaires se ranimaient, il faudrait choisir entre une

politique de restrictions (qui dériverait l'industrie vers d'autres matières premières) ou une politique d'importation de bois rendue indispensable par leur qualité. La France possède trois catégories de fournisseurs :

a) *Les Pays du Nord*. La guerre avait changé en partie le centre d'approvisionnement de la France et l'avait déplacé du Nord au centre de l'Europe. La réapparition de la Russie sur le marché français et l'abstention actuelle de l'Autriche semblent devoir remettre en vigueur l'ancien état de choses. Les bois du Nord sont de la première qualité et leur présence sur le marché français ne peut être que favorable à l'avenir du bois en général. En 1935, les bois du Nord constituaient à eux seuls (Estonie, Finlande, Norvège, Russie, Suède, Lituanie) près des quatre cinquièmes de nos importations.

b) *Les Pays de l'Europe Centrale* (Autriche, Allemagne, Pologne, Roumanie, Yougoslavie). Ils nous envoient en général des bois durs qui nous sont moins indispensables que les bois du Nord. En 1935, ils comptaient un peu plus de un dixième de nos importations. On peut envisager d'essayer certaines essences coloniales à leur place.

Les autres pays européens ne nous envoient que des quantités négligeables.

c) *Les colonies*. Notre commerce en bois communs avec nos colonies est extrêmement restreint, moins de un vingtième en 1935. Les colonies nous envoient également des bois exotiques proprement dits (bois fins, bois de teinture...). Ce compartiment même, par suite de la crise, a subi presque une catastrophe. Il y aurait peut-être lieu de développer les industries de luxe à base

de bois exotiques. Mais jamais les colonies ne pourront nous fournir les bois d'œuvre qui nous manquent car elles en sont elles-mêmes démunies.

III. — Après la guerre, les exportations françaises ont pris un certain développement, au détriment semble-t-il d'une exploitation rationnelle. La crise persistante les a réduites à presque rien et nos prix de revient excessifs nous handicaperont encore longtemps.

En partant de ces considérations, on va procéder à une étude du marché français. Cette étude *sera purement descriptive*, on réserve les explications économiques pour la seconde partie de ce travail. On suivra le plan suivant :

CHAPITRE I. — *La Forêt française.*

Section I. — Les problèmes de la Forêt.

Section II. — Le régime juridique de la forêt française.

Section III. — Les diverses essences de la forêt française.

Section IV. — L'exploitation.

Section V. — Les divers marchés du bois en France.

Section VI. — Le rôle des bois français sur le marché.

Section VII. — Les forêts de la région landaise.

CHAPITRE II. — *Les Bois du Nord.*

Section I. — Le problème de l'importation.

Section II. — Considérations générales sur les bois du Nord.

Section III. — D'où arrivent en France les bois du Nord.

Section IV. — La réalisation des importations.

Section V. — Les ports et les maisons d'importations.

Section VI. — Le rôle des bois du Nord sur le marché français.

CHAPITRE III. — *Les Bois Coloniaux.*

Section I. — Les ressources coloniales forestières.

Section II. — Les ports français recevant les bois coloniaux.

Section III. — Le rôle des bois coloniaux sur le marché français.

Section IV. — L'avenir des bois coloniaux.

CHAPITRE IV. — *Les Pays de l'Europe Centrale et les Pays de faible importation en France.*

Section I. — Les Pays de l'Europe Centrale.

Section II. — Les Pays méditerranéens.

Section III. — Les autres Pays.

CHAPITRE V. — *Les exportations françaises.*

La Balance du Commerce des Bois.

L'interprétation de l'équilibre.

CHAPITRE I

LA FORÊT FRANÇAISE

« La Gaule était couverte de forêts », écrivait César et d'après ce que l'on peut déduire de ses commentaires, il est vraisemblable que les deux tiers de la Gaule étaient boisés, ce qui aurait représenté 50 millions d'hectares de forêts (au N.E. s'étendait la Forêt Charbonnière dont la forêt de l'Argonne n'est qu'un vestige ; on rencontrait au-delà de la Champagne les forêts de Bellovaques, des Meldes, des Sylvanectes au nord et à l'est du Paris actuel et à l'ouest de la forêt des Carnutes ; ces forêts comportaient probablement comme aujourd'hui en feuillus des chênes, des hêtres et des bouleaux, et en résineux des pins, des sapins et des ifs.

Notre pays a donc subi une déforestation énorme ; l'exploitation des forêts de l'Etat certes est généralement à peu près parfaite, mais les bois communaux sont déjà plus malmenés. Certes des hommes dévoués luttent dans le Massif Central, dans les Landes, un peu partout ; les résultats y sont satisfaisants. Mais à côté, si l'on examine les forêts privées, « la situation devient lamentable ».

« Nos forêts particulières sont mal conduites et cela risque de nous mener aux pires catastrophes. Colbert ne prophétisait-il pas que la France périrait faute de bois et pourtant nous n'étions pas au XVII^me siècle au point angoissant où nous sommes parvenus ». Les causes sont bien connues : énormité des impôts, paiement des droits de succession, imprévision et besoins d'argent. Aussi avant d'envisager les divers problèmes de la forêt française, poserons-nous même brièvement le problème de la forêt dans sa généralité.

SECTION I

Le problème de la forêt

« La forêt, écrit Charles Gide (1), est la dernière catégorie de biens qui ait été englobée par la propriété privée et encore aujourd'hui ne l'est-elle nulle part complètement. C'est sous la forme de forêt que survit presque partout l'antique propriété commune et là où la forêt est appropriée, elle ne l'a été généralement qu'à la suite d'usurpations que la prescription seule a légitimé. Mais tandis que pour la terre cultivable, cet envahissement progressif de la propriété n'a eu que des résultats bienfaisants conformes à l'utilité sociale, cette appropriation a eu pour la forêt des conséquences néfastes contre lesquelles partout on s'est efforcé de réagir ».

Et M. Gide poursuit en faisant remarquer que les deux titres qui légitiment la propriété — le travail, l'utilité publique — font défaut ici. « La propriété privée paraît mal qualifiée pour exercer la fonction de l'arbre.

(1) Ch. Gide, Cours d'Economie Politique, t. II, 211, 215.

Le plus souvent elle l'a tuée... ». « Soit par la réalisation d'un défrichement ou d'une coupe blanche... soit en demandant à des coupes exagérées des revenus qui dépassent les possibilités de la forêt » (2).

Évidemment, à première vue, il n'y a pas de raison pour que la production du bois soit régie par des principes différents de la production des autres matières premières ; la production du bois doit être laissée à la libre initiative des propriétaires dont le seul souci est de se procurer le rendement maximum. On peut soutenir également que si de tels procédés conduisent au déboisement, on trouvera bien d'autres matières premières pour remplacer le bois. Au surplus, ce défrichement des terrains n'a-t-il pas été l'une des conditions essentielles du progrès humain. Le terrain occupé par les forêts ne peut-il être mieux employé qu'à l'heure actuelle ?

Mais l'intérêt d'une exploitation rationnelle peut se prouver par des arguments convaincants. Les forêts exercent une influence certaine sur les conditions naturelles des régions qu'elles occupent, sur le climat et le sol. Elles sont une protection contre les tempêtes et les inondations. Le déboisement d'une région constituera donc souvent un mal en soi. De plus le mal accompli, il est difficile de le réparer en raison de la lente reproduction des arbres.

D'autre part rien ne permet d'affirmer que le bois soit condamné à être remplacé par d'autres matières premières ; quant au rendement financier des forêts d'Europe, il paraît être satisfaisant. Donc on ne doit pas hésiter à engager le capital nécessaire à ce but, si la nécessité d'un reboisement se fait sentir.

(2) Egon Glesinger, *Le Bois en Europe*, p. 9, 15.

Si dans un pays les coupes dépassant pendant un certain nombre d'années le rendement normal des forêts il viendra un moment où, par la force des choses, une réduction s'imposera. Le commerce, l'industrie du bois du pays considéré seront obligés de demander à l'importation le complément nécessaire de la production sur lesquels ils avaient l'habitude de compter ; d'où peut-être chômage et en tout cas bouleversement de l'organisation du commerce international du bois. Donc ces coupes excessives sont un élément de trouble économique et social. Il peut y avoir à propos des forêts un conflit certain entre l'intérêt particulier et passager et l'intérêt national permanent. Aussi dans presque tous les pays — même dans ceux de tradition libérale — de nombreuses mesures ont été prises tendant soit à développer le patrimoine forestier national, soit à limiter sérieusement les droits des propriétaires particuliers. Les mesures prises sont donc de deux sortes et concernent :

- a) L'extension du domaine forestier.
- b) La préservation du domaine forestier.

Le premier point concerne le reboisement qui peut être effectué soit par l'Etat ou les communes (forêts des Landes en France), soit par les individus auxquels on consentira dans ce but des exemptions fiscales.

La préservation du domaine forestier s'exerce par un contrôle accordé à l'Etat sur les forêts des particuliers. Le contrôle peut être plus ou moins rigoureux. Tantôt il ne comporte que des exigences assez lâches et laisse intact les droits du propriétaire. Tantôt il empiète fortement sur la propriété (certaines lois fédérales autrichiennes interdisent, sauf autorisation forestière, toute coupe dépassant les besoins normaux du ménage).

En Finlande, des lois de 1917 et 1928 ont institué des commissions de surveillance à qui doivent être demandées les autorisations de coupes. En Pologne, un organisme de contrôle relevant du ministère de l'agriculture contrôle les coupes qui doivent être strictement adaptées à l'accroissement et en certains cas être réduites et mises à un niveau qualitatif et quantitatif déterminé. De même en Roumanie, des lois restreignent les droits des propriétaires quant aux coupes.

En France, en principe, l'exploitation et le défrichement, sauf quelques exceptions, sont libres ; l'emprise de l'Etat se réduit à des mesures particulières de police applicables à toutes les forêts. Mais l'exercice des droits de l'Etat — fort restreints au surplus — est exercé avec modération.

D'autre part, l'Etat propriétaire du tiers des forêts avec les communes, applique le régime forestier et les principes de l'exploitation rationnelle. Le problème n'est pas actuel, vu le marasme du commerce des bois. Mais une prospérité généralisée pourrait comme vers 1925-26 amener des coupes excessives. Des mesures devraient alors être prises et des pouvoirs nouveaux accordés à l'Administration des Eaux et Forêts.

Nous allons étudier maintenant le régime juridique de la forêt française.

SECTION II

Le régime juridique de la forêt française

La forêt française est régie par le Code forestier promulgué le 31 juillet 1827. Une seule loi importante

est venue le compléter depuis, celle du 4 avril 1882 modifiée par la loi du 16 août 1913 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne. Elle permet à l'Etat d'effectuer des travaux pour la régularisation du régime des eaux et elle étend aux reboisements effectués en exécution de ses prescriptions le bénéfice d'exemption d'impôts.

Une loi du 28 avril 1922 complétée par un décret en forme de règlement d'administration publique du 2 août 1923 s'occupe des forêts de protection pour soumettre à un régime spécial celles dont la conservation est nécessaire au maintien des terres sur les montagnes.

Une loi du 19 juillet 1932 modifie l'art. 224 du Code forestier et fixe les règles auxquelles est soumis le défrichement des bois particuliers. Tout propriétaire devra préalablement au défrichement faire une déclaration qui provoquera une enquête de l'Administration et le ministère de l'Agriculture signifiera à l'intéressé soit son opposition, soit son acquiescement.

Le régime forestier est l'ensemble des dispositions applicables aux bois et forêts de l'Etat, des départements et des communes, des établissements publics. Les bois particuliers n'y sont pas soumis sauf ceux sur lesquels les personnes publiques ont des droits de propriété indivis avec les particuliers. Le régime forestier s'applique enfin aux bois et forêts des associations reconnues d'utilité publique et sociétés de secours mutuels approuvées.

Le Code forestier comprend trois sortes de dispositions :

1°) Les unes applicables à toutes les forêts soumises ou non au régime forestier.

2°) Les autres applicables aux forêts soumises au régime forestier.

3°) D'autres applicables aux forêts non soumises au régime forestier (3).

I. — BOIS ET FORÊTS APPARTENANT A L'ÉTAT.

Il existe des règles spéciales sur le bornage des forêts de l'Etat (Qui peut demander le bornage. — Comment s'effectue le bornage. — Règles pour la délimitation générale des forêts). Quant aux droits des particuliers dans les bois de l'Etat, ils sont réglementés de façon plus restrictive qu'autrefois, qu'il s'agisse des droits aux bois, en principe abrogés, ou des droits dans les bois (droit au fourrage, au pâturage, glandée).

L'exercice de ces droits pourra toujours être réduit par l'Administration et ils ne peuvent être exercés que selon des conditions assez rigoureuses.

Tous les bois et forêts de l'Etat sont soumis à un aménagement (art. 15 Code forestier) et toutes les ventes des bois de l'Etat doivent être faites par voie d'adjudication publique (d'après le règlement du 26 novembre 1836 soit par adjudication aux enchères et à l'extinction des feux, soit par adjudication au rabais, soit par adjudication sur soumission cachetée).

L'exploitation des coupes par l'adjudicataire est soumise à des règles très précises et à l'achèvement de la coupe des opérations de vérification doivent être faites comportant le réarpentage et le recolement, après

(3) Cours de M. Gilbert, Professeur à l'Ecole d'Agriculture et de Sylviculture de Sainte-Maure de Touraine.

quoi décharge d'exploitation est délivrée à l'adjudicataire par le préfet.

II. — BOIS DES COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.

Des règles spéciales sont édictées quant au bornage, au défrichement, au partage des forêts. Les ventes de coupes et l'affouage sont longuement prévus (partage par feu, par chef de famille ou par tête d'habitant). L'article 110 du Code forestier s'occupe de l'admission des animaux dans les forêts des communes et des établissements publics et y prohibe l'introduction de chèvres, brebis, moutons.

III. — BOIS DES PARTICULIERS.

L'article 117 prévoit que les propriétaires qui veulent avoir pour la conservation de leurs forêts des gardes particuliers doivent les faire agréer par le sous-préfet de l'arrondissement.

Des règles particulières sont instaurées notamment sur les procès-verbaux dressés par ces gardes.

Sont également précisés les droits d'usage en bois dans les forêts des particuliers, les droits de pâturage, parcours, paccage et glandée. Enfin des encouragements et des exemptions fiscales sont instituées pour favoriser le reboisement.

IV. — POLICE ET CONSERVATION DES BOIS.

Certaines dispositions sont applicables à tous les bois et forêts en général. Elles concernent l'extraction

et l'enlèvement des matériaux dans les bois et forêts, l'extraction des matériaux pour l'exécution des travaux publics, l'interdiction de circuler dans les bois et forêts, les mesures à prendre pour éviter et combattre les incendies de forêt (interdiction d'allumer du feu à proximité des forêts, formation d'une association syndicale, élagage des lisières des bois et forêts).

D'autres dispositions concernent seulement les forêts soumises au régime forestier (distance à observer pour l'installation ou la construction d'établissements comme four à chaux, briqueterie, scierie, ateliers à façonner le bois, etc...).

Il y a un régime de dérogations et une condition particulière pour les établissements autorisés. Il existe toute une administration générale des Eaux et Forêts qui dépend de la Direction des Forêts à Paris et dont les agents locaux répartis en 32 conservations effectuent les vérifications et les surveillances (4).

SECTION III

Les principales essences de la forêt française

On étudiera successivement les bois durs, les bois tendres, les bois résineux, les bois précieux.

I. — BOIS DURS.

1.^o *Chêne*. — Le chêne croît habituellement dans les

(4) Voir notamment Ch. Guyot, *Manuel de droit forestier*, Paris 1921. Buger-Levrault.

pays de plaines et de coteaux. Il pousse un peu partout en France et en Algérie.

Les variétés les plus estimées sont les chênes de Bourgogne, de Champagne, du Doubs, de Fontainebleau, de Lorraine, des Vosges ; le chêne yeuse, le chêne kermès, le chêne tauzin, le chêne liège, le chêne zeen, le chêne vert. Il constitue le bois par excellence pour les constructions civiles et navales, les traverses de chemin de fer, le matériel roulant, les instruments agricoles.

2°) *Chataignier*. — Il se trouve en abondance dans les Cévennes, l'Auvergne, le Dauphiné, les Vosges, la Bretagne et la Corse ; c'est surtout un bois de fente qui sert à faire des échalas, des lattes et treillages, des pieux solides pour clôture, des perches et étais de mine, des échelles.

3°) *Noyer*. — On le rencontre en Savoie, en Isère, en Auvergne, en Charente, en Corse. Il permet la fabrication des pièces cintrées pour wagons et panneaux courbés pour voitures et sert dans l'ébénisterie, la menuiserie d'église, la marqueterie.

4°) *Hêtre*. — On le trouve dans les Vosges, le Jura, les Alpes, l'Oix (Villers-Cotterets), etc. Malgré sa faible résistance au retrait et aux gerçures de dessiccation, il est employé comme bois de travail à un grand nombre d'ouvrages (charronnage, lutherie...).

5°) *Frêne*. — Qui existe dans les plaines basses, les vallées à sol frais et fertile, est suivant ses dimensions, tantôt à l'état de perches, tantôt pour le charronnage (rais, brancards, timons...), tantôt enfin pour la carrosserie, l'ébénisterie. C'est un bois souple et tenace. On l'utilise en aviation.

6°) *Orme*. — Qui est commun dans les forêts françaises où il existe en faible partie, possède sous la variété de l'orme champêtre aux feuilles petites et au bois rouge, de nombreuses destinations : escaliers, brouettes de wagons, membrures de meubles, tables de cuisine...

7°) *Charme*. — Excellent comme bois de chauffage, on l'emploie à défaut d'autres bois mieux appropriés pour différents objets de tour et autres articles (rabots, varlope, dents d'engrenage). Il peut donner des placages utilisés en marqueterie.

8°) *Micocoulier*. — Bois très simple, élastique et tenace, on l'emploie à la fabrication des manches de fouet, des aiguillons à bestiaux, des manches divers, des chevilles...

9°) *Acacia*. — Excellent bois de fente qui, durcissant en vieillissant, s'emploie principalement en charronage et en carrosserie.

10°) Citons encore le sorbier, l'amandier, le pêcher, le cerisier, le pommier, le poirier sauvage, l'alisier, le cornouiller, le buis, le houx, l'olivier.

II. — BOIS TENDRES.

1°) *Peuplier*. — Il vient sur les terrains humides ou frais, dans les sols légers, au bord des cours d'eau. On le trouve en Seine-Inférieure, en Somme, Aisne, Marne, etc. Il comprend deux variétés : le peuplier blanc et grisard (panneaux de portes, parquets, charpente et carrosserie légère) ; peuplier tremble (fonds tombeaux, wagons, bateaux) ; le peuplier noir (charpente

légère) ; le peuplier du Canada (menuiserie commune) ; le peuplier d'Italie (caisses d'emballages).

2°) *Aulne*. — Utilisé pour la menuiserie mécanique.

3°) *Bouleau*. — Pièce de charpente, bobines de filature.

4°) *Le Saule*. — Cercles, échelas, perches à houblons.

5°) Citons encore le tilleul, l'érable, le platane et le marronnier d'Inde.

III. — BOIS RÉSINEUX.

1°) *Sapin du pays* (Vosges, Jura, Doubs, Pyrénées, Auvergne, Nièvre...), fournit des pièces de charpente de grandes dimensions et des masses de sciage, planches et lambris. Certaines variétés peuvent servir à la confection des mâtures et des poteaux télégraphiques.

2°) *Epicea*. — Le Jura et les Vosges en contiennent beaucoup. Il est inférieur au sapin comme charpente, mais supérieur comme sciage. Il donne des lambris de choix.

3°) *Pin Sylvestre*. — Le pin français ne vaut pas le sapin rouge du Nord. Il fournit des perches à houblons, des poteaux télégraphiques, de gros poteaux ou chevrons, de la charpente légère, des sciages communs et aussi de la pâte à papier.

4°) *Pin maritime*. — Il donne des étais de mine, des traverses de chemin de fer, des bois de charpente et de sciage commun. Les bois de pin gemmés donnent de très bons pilotis et des pièces excellentes pour travaux maritimes.

5°) *Pins d'Alep*. — Planches d'emballage.

6°) *Mélèze*. — Très estimé pour la charpente, il sert aussi à la construction navale, à la fabrication de tonneaux.

7°) *Pitchpin*. — Il est employé pour la charpente et la menuiserie de luxe, portes, lambris, escaliers, parquets).

IV. — BOIS PRÉCIEUX.

On les trouve principalement dans les colonies et on les décrira dans le chapitre consacré à la forêt coloniale. Citons pour l'instant l'acajou (meubles de luxe, marqueterie), l'okoumé, le gaiac (coussinets, garniture de tubes lance-torpilles, boules et quilles, plancher de ponts), le cèdre (bois de crayons, ébénisterie), l'ébène, le citronnier (meubles et marqueterie), palissandre, if, teck, tulipier (ébénisterie, contre-placage, pianos).

SECTION IV

L'exploitation

L'exploitation et la production du bois sont fonction de la reproduction naturelle des arbres. Un arbre d'essence résineuse met en Europe 60 à 140 ans pour mourir. Pendant cette période, il augmente chaque année de volume : cet accroissement annuel diminue avec l'âge des arbres pour s'arrêter lorsque l'arbre a atteint sa maturité. On appelle accroissement moyen à l'hec-

tare l'accroissement annuel total divisé par le nombre d'hectares. L'accroissement annuel total représente le rendement de la forêt et le capital ligneux consiste dans le volume sur pied total des arbres composant une forêt. Les trois données, capital ligneux, rendement normal, accroissement moyen à l'hectare, règlent tout régime d'exploitation rationnelle visant par la limitation des coupes, à l'accroissement normal, à conserver intact le capital ligneux.

Tout système d'exploitation rationnelle doit respecter les règles :

a) limitation des coupes annuelles au rendement normal ;

b) reboisement immédiat des espaces où les coupes ont été effectuées.

La production effective ne sera jamais du reste une quantité invariable, car elle dépend :

1°) de changements dans les conditions naturelles ;

2°) de modification dans la durée des périodes de roulement des forêts ;

3°) d'irrégularités dans l'exploitation des forêts et des changements qu'elles provoquent dans le capital ligneux. D'où il suit que la production effective tantôt sera en-dessus, tantôt en-dessous du rendement normal : il existe de multiples facteurs de variation de la production effective dont certains sont malsains (on coupe plus de bois que ne le permet le rendement normal).

L'estimation des coupes peut se faire de diverses manières ; on citera :

a) l'estimation de futaies (on estime chaque arbre ou plutôt chaque catégorie d'arbres d'un diamètre déterminé, car les prix varient beaucoup selon leur grosseur) ;

b) L'estimation d'un taillis sous futaie (on ne fait l'estimation des arbres à abattre qu'après les deux opérations du balivage (marquage des arbres réservés) et du martelage où l'on indique les arbres à couper) ;

c) Estimation d'un taillis simple : on évalue un ensemble, soit en tenant compte des résultats de la coupe précédente, soit de ceux fournis par les coupes voisines de qualité analogue.

Les exploitations forestières comportent diverses opérations que l'on va sommairement décrire :

1° Délimitation des coupes : c'est la division de la forêt en coupes régulières, exploitées à un âge basé d'après les produits à obtenir [une méthode intéressante comporte des coupes périodiques de taillis (tous les 14 à 30 ans) et une exploitation partielle des futaies au même moment] : le taillis fournit des bois de chauffage et la futaie du bois d'œuvre. Les coupes doivent être délimitées suivant la forme la plus régulière possible, et dans les montagnes elles seront dirigées de bas en haut. Leur importance se mesure par la méthode de la contenance (pour les forêts ayant la même végétation sur toute leur surface), et par la méthode du volume (on retire chaque année du massif le nombre de mètres cubes représentant l'accroissement moyen).

2° L'ébranchage qui se fait le plus souvent avant l'abatage, lequel s'exécute soit par la scie ou la cognée, soit à coups de mines.

3° Vient ensuite le façonnage des parties destinées au chauffage, l'écorçage pour certains arbres contenant du tanin (et qui se pratique soit sur pied, soit après abatage).

4° Estimation des bois abattus : pour les bois d'œu-

vre, cubage des grumes, billes ou troncs, et pour le premier débitage en forêt, cubage des bois équarris ; pour le bois de chauffage, estimation du nombre de stères de bois et dénombrement des fagots...

Il faut maintenant donner quelques notions sur l'établissement du prix de revient des bois de pays. Il faut d'abord compter le prix des coupes (auquel on ajoutera les frais d'adjudication s'il y a lieu, les frais d'estimation de ces coupes, etc...). On ajoutera le prix de l'abatage, le transport jusqu'à la gare, le chargement en gare, le transport par voie de fer, la manutention, le sciage en plot. On imputera ensuite les frais généraux, selon le procédé que l'on aura déterminé.

Dans un cas d'exploitation forestière montagnaise, il faudra compter le débûchage par mulet et transport à la tête du câble, les frais de mise en place du câble, le transport par câble, le tronçonnage à la base du câble, la surveillance, la réception.

Naturellement il faudra passer tous les amortissements nécessaires du matériel dont on se servira.

(Les bois en grume, les bois de charpente ont un tarif spécial sur les chemins de fer, tarif du reste dégressif).

Enfin parfois il faudra faire état des droits d'octroi.

On voit quelle est la complexité de ces éléments et les calculs minutieux qu'il y a lieu de faire pour établir un prix de revient serrant de près la réalité. Une comptabilité détaillée serait certes nécessaire, mais on ne la trouve pas toujours. Dans le processus de la production, l'établissement des prix de revient est une des tâches les plus délicates : le plus souvent les résultats sont approximatifs. (« Le prix de revient est un mythe », disait M. Detœuf). La difficulté est considérable dans le cas

d'une exploitation forestière : cependant un effort sérieux dans ce sens éviterait bien des mécomptes et empêcherait parfois de faire de « mauvaises affaires ».

SECTION V

Les principaux marchés des bois en France

Les principales places sur lesquelles s'établissent les cours du bois sont les suivantes (5) :

1° Place de Paris pour les bois du Nord, les chênes d'Autriche et de Slavonie, les chênes de pays.

2° Place de Villers-Cotterets (bois d'œuvre chêne, bois d'industrie chêne et pin, étais de mine, chauffage, boulange, charbon).

3° Place d'Orléans, mêmes qualités que la place de Villers-Cotterets.

4° Port de Clamecy (bois d'œuvre et d'industrie : chêne, hêtre ; bois de feu ; charbons de bois ; écorces).

5° Place de Moulins (chêne, petit bois chêne, traverses, bois de feu, charbons de bois, sciages, fourneaux ; peupliers, frênes, ormeau, acacia).

6° Place de St-Dié (charpentes ; pièces d'équarrissage ; sapins sciages de constructions).

7° Place de Salins d'Arbois (charpente, sciages, bois de fente, écorces, étais de mine).

8° Place de Pontarlier (charpente, sciages bruts,

(5) Voir la *Revue des Eaux et Forêts* et les principaux journaux corporatifs : *Le Bois*, *L'Echo Forestier*, *Bois et Scieries*, *Le Moniteur des Scieries*, *La France Forestière et Industrielle*, *La Revue Industrielle du Bois et de l'Ameublement*, *Menuiserie*, *Le Courrier des Bois*, *Bois et Résineux*.

sciages alignés, bois de fente, bois de mine, bois de feu).

9° Place de Raon l'Etape (planches ; madriers chons ; chons, poteaux de mines, charpentes d'équarris, chevrons de bois).

10° Place de Bordeaux.

(Merrains de Bosnie et Résines, pâte de térébenthine ; gemme).

SECTION VI

Rôle des bois sur le marché

On a marqué avec force que la production française était incapable de satisfaire en qualité à elle seule la demande de bois. Il faut maintenant aller plus loin et dire que dans certains cas, l'afflux de certaines essences a créé sur le marché une surproduction sans remède car elles ne peuvent s'écouler pour la consommation intérieure (« le chêne commun ne peut remplacer certains chênes d'importation et les résineux des Landes les bois rouges du Nord ») (6) et ils manquent de débouchée à l'exportation. Si l'on étudie les exportations françaises de chêne, on constate qu'elles ont diminué entre 1929 et 1932, dans des proportions considérables vers la Belgique, la Suisse, l'Espagne. Par conséquent, à moins qu'une politique de propagande monstre, pour l'emploi du bois, ne donne des résultats inespérés, il y a certaines essences dont il faudra, dans les circonstances actuelles

(6) J. F. Chalos in *Revue Internationale du Bois*, février 1934. Voir aussi Marcel Grouard : « Le véritable problème du Bois », dans *La France Forestière et Industrielle*, mars 1934.

nationales et internationales, réduire la production. Le rôle des bois français est de fournir la consommation intérieure dans la mesure où leur qualité rend leur emploi désirable. Une production développée amènerait une surproduction sans écoulement possible. De ce que le rôle des bois français est limité, il ne faut point conclure à leur disparition. Les bois français ont encore de nombreux usages et peuvent jouer un grand rôle dans l'économie du pays. Vouloir leur réserver le marché national serait une funeste erreur. La France n'est pas prête à employer la politique des ersatz : que chaque catégorie de bois conserve sur le marché français son utilité et ses débouchés naturels.

SECTION VII

Les forêts de la Région landaise

On se propose d'étudier ici, en manière d'exemple, les forêts de la Région Landaise. Faute de pouvoir détailler les diverses régions forestières de la France, on se bornera à décrire les forêts des Landes qui sont un important élément de notre patrimoine national. La forêt landaise proprement dite, la forêt en pins maritimes mélangée de chênes médiocres, forme un vaste triangle de 1.200.000 hectares d'étendue, ayant pour base la côte de l'Océan, et entrecoupé de cultures, de prairies et de villages. Sur cette superficie, on trouve environ 843.000 hectares complètement boisés que l'on peut ainsi classer par département :

	DUNES	LANDES	
	<i>Pins maritimes</i>	<i>Chênes</i>	<i>Pins maritimes</i>
Gironde	52.000	39.300	263.800
Landes	48.000	22.000	382.000
Lot-et-Garonne .		5.100	30.000
	<u>100.000</u>	<u>66.400</u>	<u>675.800</u>

L'Etat possède 48.773 hectares ainsi répartis :

	DUNES	LANDES
Gironde	20.414	845
Landes	25.902	749
Lot-et-Garonne		863
	<u>46.316</u>	<u>2.457</u>

Les communes possèdent 80.000 hectares de pins maritimes. La forêt des Landes est une création récente. Vers 1780, il n'existait que dix massifs un peu importants de pins maritimes, presque tous situés au bord d'étangs ou de cours d'eau. Le surplus du pays était à l'état de lande rase plus ou moins marécageuse ou embroussaillée et tout au long de la côte se dressaient ces dunes que le vent d'ouest poussait vers l'intérieur du pays et qui ensevelissaient les cultures et les maisons. La loi du 19 juin 1857, en conclusion de longues études sur les moyens d'arrêter ces sables dévastateurs, obligea les communes à boiser certaines parties de leur lande et ce mouvement de mise en valeur par les semis de pins maritimes se propagea chez les particuliers: ainsi naquit la forêt landaise.

Cette création a eu une influence climatique et hydro-

logique considérable (climat adouci, pluviosité augmentée, plan d'eau du sous-sol abaissé, sol assaini). Le pays a été transformé au point de vue sanitaire, économique et social. Le terrain en lande rase (valant jadis 910 frs l'hectare) a valu 1.500 frs en 1923 et vaut encore environ 400 frs. L'hectare boisé se vend de 800 à 1.500 frs. De nombreuses communes ont vu ainsi leur budget se solder par des excédents appréciables.

La production annuelle du sud-ouest, dont la presque totalité vient de la région landaise, a pu produire jusqu'ici 3 millions de mètres cubes de bois (bois de sciage 1.913.000 ; poteaux de mines bruts 700.000 ; poteaux de mines pelés 73.000 ; poteaux télégraphiques 9.000 mètres cubes ; bois de chauffage 300.000 mètres cubes).

La production moyenne en gemme de la forêt landaise est évaluée à 125 millions de litres et fournit 180.000 tonnes de résineux. L'industrie landaise du bois alimente 780 scieries occupant 10.000 ouvriers environ ; l'industrie résineuse compte 18.000 résinières.

Très peu de forêts particulières ou communales sont aménagées au sens technique du terme. Les exploitations y sont en général faites au hasard suivant les besoins pécuniaires du propriétaire ou l'inspiration des résiniers. Seules les forêts soumises au régime forestier et spécialement celles de l'Etat sont aménagées : les exploitations y sont réglées d'une manière méthodique ; on coupe à la fin de chaque période une quantité égale d'arbres, ce qui assure un rendement régulier et donne aux résiniers et aux ouvriers un travail constant. A la base de l'aménagement est le choix de l'âge d'exploitabilité auquel on fera la coupe définitive (l'Etat

propriétaire impérissable, choisit des révolutions de 72 ans en général réduites pour les peuplements au bord de la mer ; les particuliers adoptent au contraire une révolution courte, 50, 40 et même 35 ans, suivant la situation de la forêt).

La forêt de pin maritime a un ennemi terrible : le feu, et depuis 25 ans, des progrès considérables ont été réalisés contre le feu pour la protection des forêts. Le plus marquant de ces progrès a été l'emploi de l'eau dans la lutte contre le feu (tonnes-pompes sur camions ou sur charrettes, barriques ou charrettes, pompes à mains, etc.). De même, il faut citer la constitution d'associations de défense, recommandées, imposées même par la loi du 26 mars 1924, sous la forme syndicale libre ou autorisée : leur rayon d'action s'étend sur une ou plusieurs communes, sous la direction d'un chef connaissant la topographie locale et ayant, en cas de sinistre déclaré, le commandement d'équipes constituées d'avance, ayant leur consigne définie et le matériel nécessaire.

On peut citer parmi les grandes exploitations forestières remarquablement montées : 1° La Société d'exploitation forestière du Bassin d'Arcachon ; 2° La Société Forestière du Flamand ; 3° La Société Forestière de Saussouze ; 4° Les forêts domaniales d'Hourtins, Carcans et Lancanau.

Parmi les buts multiples, ces sociétés mènent une lutte sévère contre les cryptogames et les insectes, causes de maladies redoutables pour les arbres.

La forêt landaise qui traverse actuellement une crise économique sévère, possède un grand avenir et les exploitants doivent essayer d'utiliser économiquement une

quantité considérable de menus bois et déchets, qui se perdent actuellement, faute d'un traitement approprié (transformation par carbonisation qui pourrait donner un excellent carburant pour les tracteurs et les moteurs des exploitations forestières). De même, des efforts doivent être tentés pour perfectionner le procédé de récolte de la gemme, améliorer le produit récolté et réduire les frais de main-d'œuvre et aussi pour utiliser et transformer sur place, par distillation et traitement chimique, une grande partie des bois et des produits résineux.

On va maintenant passer en revue quelques industries nées de la forêt landaise.

I. — LES BOIS BRUTS ET SEMI-OUVRÉS.

L'industrie du sciage, du parquet, de la caisserie et de la fibre de bois.

L'industrie de la scierie est pratiquée dans la région landaise par des établissements mobiles, installés en forêts, suivant les besoins de l'exploitation et par des établissements fixes dont le plus grand nombre possède un outillage perfectionné. Le pin maritime peut donner des bois de charpente et de menuiserie : la fabrication de la planche est un compartiment très actif de la scierie landaise : 500.000 à 600.000 mètres cubes y sont utilisés chaque année. La fabrication de la traverse de chemin de fer et du madrier soutiennent avec succès la renommée du pin maritime. Quant à la production de la caisserie, elle est utilisée dans toute la France (on fabrique tous les modèles, depuis la caissette utilisée pour le colis postal de 200 grammes, jusqu'à la monumentale caisse

d'avion de 1.000 kilos). Dans le même domaine, il faut citer la fabrication des fûts d'emballage, des cageots, de la fibre de bois. Enfin la forêt landaise fournit des lames de parquet, dont l'aspect rappelle le pitchpin et présente une gamme très étendue de teintes séduisantes et des moulures pour installations électriques, particulièrement isolantes. Dans le compartiment des bois ronds, les forêts des Landes exploitent les poteaux de mines, soit bruts, soit pelés, ainsi que les poteaux télégraphiques qui exigent des bois d'une qualité exceptionnelle.

Quant aux bois de chauffage (déchets de sciages et parties de l'arbre qui sont sans utilisation dès l'abatage, cîmes, branches, parties échauffées...), ils peuvent approvisionner largement le chauffage industriel et le chauffage domestique, mais c'est là un débouché d'ordre secondaire, le prix de vente ne compensant pas le coût.

II. — L'INDUSTRIE DES PRODUITS RÉSINEUX.

Elle consiste à distiller la gemme brute extraite du pin maritime à partir de laquelle on obtient par une série de distillations et de traitements chimiques l'essence de térébenthine, les colophanes et les brais. La France exporte de l'essence de térébenthine dans tous les pays d'Europe, car elle ne consomme que 50 % de sa production (entre 22 et 25 millions de kilos). Quant aux colophanes et aux brais, extraits secs de la distillation de la gemme, après évaporation de l'essence de térébenthine, la France en exporte vers l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie, car elle ne consomme que 50 % de sa production.

III. — INDUSTRIE DE LA PÂTE A PAPIER.

Le bois de pin maritime convient à la fabrication d'une pâte chimique à la soude, dite kraft, dont l'emploi est limité au papier d'emballage et de pliage. Cinq usines, installées dans le sud-ouest, assurent avec 20.000 tonnes de pâte kraft, une grande partie de la consommation nationale.

Ainsi, on vient de le voir par cet aperçu rapide, la forêt landaise a donné naissance à un grand nombre d'industries dérivées du bois. « Le pin maritime a été appelé l'arbre d'or. Il mérite ce nom, car c'est grâce à lui qu'une région jadis sauvage, désertique, misérable, a pu se civiliser, se peupler, a connu la prospérité. Les mauvais jours sont venus, ceux qui vivent du pin ont vu s'affaiblir leurs ressources. Mais le pin est toujours là, droit et vigoureux. Il peut encore pourvoir aux besoins de la vaste région forestière, il peut encore alimenter de nombreuses industries. Il faut, pour le défendre, lui faire obtenir les moyens nécessaires à l'extension des emplois auxquels il se prête si entièrement (7).

CONCLUSION

Incontestablement, la forêt landaise subit une crise et le problème angoissant de la nécessité d'accroître rapidement la consommation du bois se pose avec acuité. Nous aurons l'occasion de revenir longuement sur ce

(7) Paul Dubosq dans *La France Forestière et Industrielle*, janvier 1933. Voir l'ensemble du numéro et notamment les articles de MM. Pierre Buffault, Léon Monnet, Etienne Mesplède.

point, dans la deuxième partie de cette étude. Signalons cependant dès maintenant comme moyen susceptible de réduire la crise :

1° Mise en train, à l'exemple de l'Angleterre, d'une vaste politique de construction.

2° Organisation des marchés d'exportation et développement de l'exportation.

3° Formation d'architectes en vue d'une plus grande utilisation du bois dans la construction.

4° Création de bureaux chargés de fournir toutes données en vue d'une utilisation plus scientifique et plus rationnelle des bois, comme cela existe pour le fer.

Il faut sauver la forêt française.

CHAPITRE II

LES BOIS DU NORD

L'importation des bois du Nord est une vieille industrie dont l'importance économique et sociale est grande. Cependant, ces dernières années, elle a dû se défendre énergiquement contre des assauts répétés. Les producteurs nationaux prenant prétexte du déficit de la balance commerciale, se sont efforcés par l'arme hypocrite et néfaste des contingentements de réduire les importations de bois. Ils prennent l'intérêt national comme prétexte, mais leur seul souci est de se réserver un marché sur lequel ils règneront en maîtres : à l'abri de la concurrence ils pourront imposer leur prix. Peu leur importe que l'importation des bois du Nord soit indispensable à notre pays ; peu leur importe les qualités exceptionnelles de ces essences. Le consommateur se contentera de la production nationale, même si elle ne lui convient pas. La doctrine autarcique n'a jamais rien affirmé d'autre.

Aussi commencera-t-on dans ce chapitre par poser le problème de l'importation des bois du Nord. On pour-

rait certes s'en dispenser. Le consommateur est le maître du marché et le consommateur réclame les bois du Nord. Voilà la meilleure justification des importations. Mais les théories nouvelles, sous le couvert de la sauvegarde de l'intérêt national veulent faire du producteur national le maître du marché et lui épargner les bienfaites rigueurs de la concurrence. Il faut donc défendre l'importation des bois du Nord.

L'intérêt national n'est pas de fermer les frontières aux produits étrangers. Nous pouvons goûter les fruits de l'économie dirigée et de l'antarcie. Ces fruits sont amers. Que la question que nous allons étudier nous permette de montrer les bienfaits d'une économie et d'un commerce international libre, grâce auquel en somme notre civilisation commerciale et financière a pu se fonder.

SECTION I

Le problème de l'importation

Le 2 décembre 1937, M. le Sous-Secrétaire d'Etat Liautey affirmait à la tribune du Sénat « qu'il est possible de trouver en France métropolitaine à peu près toutes les qualités de bois qui nous sont nécessaires, les essences coloniales mises à part. En ce qui concerne les bois du Nord, on ne peut dire qu'il ne soit impossible de trouver en France des bois de qualité égale, nos bois résineux de montagnes possédant des accroissements aussi fins, des formes aussi satisfaisantes. Il n'est que de savoir les choisir et les classer. Les forêts de haute

montagne produisent 700.000 mètres cubes de résineux pouvant être mis en parallèle avec les bois de la Baltique » (1).

Il s'agit cependant de savoir si d'une part nos forêts produisent les bois rouges réclamés impérieusement par la clientèle et si la quantité de 700.000 mètres cubes est une quantité susceptible d'être produite annuellement. Si, en effet, l'importation des bois du Nord se fait depuis le début du XIX^{me} siècle sur des quantités très importantes, c'est pour répondre à la volonté formelle des consommateurs. Si les importateurs pouvaient trouver en France des bois de qualité égale aux bois du Nord, ils n'accepteraient pas les risques énormes de l'importation (paiement contre documents ; obligation de libérer les vapeurs au rythme de 4 à 500 mètres cubes par jour ; obligation de stocker pendant des mois et d'avoir des chantiers importants, un matériel coûteux et un personnel spécialisé). Au surplus, il suffit de parcourir l'exposé fait au nom de la 9^{me} section du Congrès de la Technique du Bois tenu à Paris en juillet 1937 :

« L'importation des bois étrangers en France qui remonte à une époque déjà ancienne n'a pas été seulement le résultat d'une production indigène insuffisante, mais d'une longue pratique qui a prouvé que les bois étrangers qui pouvaient arriver en France en quantités très importantes, possédaient en plus des qualités qu'il était impossible de trouver dans les bois français... Les bois d'importation sont un complément nécessaire et indispensable à la production nationale... S'il est vrai qu'en France on peut trouver dans certaines régions

(1) *J. O.*, p. 1007, colonne 3.

montagneuses des conditions qui permettent à nos résineux d'acquérir des qualités sensiblement comparables à celles des bois du Nord, ces qualités ne se rencontrent que sur des arbres privilégiés ou dans des massifs de contenance trop restreinte pour permettre à ces peuplements d'acquérir la valeur des bois du Nord...

« ...Il ne sera jamais possible de produire en France ces qualités de bois nécessaires à la consommation nationale et devant répondre à des conditions spéciales...

« ...L'importation des bois étrangers est donc indispensable et loin d'entraver l'emploi des bois français, les bois d'importation, de par leur qualité spéciale en provoquaient l'emploi ».

Tels sont les termes absolument formels de ce rapport : les bois du Nord complètent la production française. Ils sont absolument indispensables : l'Angleterre malgré les accords d'Ottawa, et l'Allemagne malgré sa politique autarcique et ses ressources forestières considérables, en importent respectivement pour 8.500.000 mètres cubes et 1.200.000 mètres cubes. La Belgique, la Hollande en reçoivent des quantités massives. C'est donc que ces bois possèdent des qualités universellement reconnues.

L'aspect général du problème ainsi dégagé on se dispensera d'insister davantage pour le moment : on retrouvera la question et on l'étudiera dans ses multiples détails à propos de l'intervention de l'Etat sur le Marché du Bois (droits de douane, contingents...). On y verra l'absurdité de l'action de l'Etat, qui, se refusant systématiquement à comprendre que le seul remède à la crise du bois consiste dans un accroissement général de la consommation, n'est arrivé qu'à rétrécir un marché

déjà passablement anémié. La pression des intérêts particuliers explique pas mal de choses : la corruption parlementaire et électorale, dont parlaient les libéraux à propos du protectionisme semble devenir une vivante réalité (2).

SECTION II

Considérations générales sur les bois du Nord (3)

Ces bois sont en général du pin et de l'épicéa, essences qui se trouvent dans tous les pays d'Europe ; mais ces essences n'ont droit au titre de bois du Nord que si elles poussent sous un certain climat : la longueur et la rigueur des hivers, le gel prolongé leur assurent une croissance lente d'où résulte la finesse de grain et la lourdeur de la densité. Ces arbres sont abattus pendant un arrêt absolu de la sève et acheminés vers les scieries par un long flottage (aucun parasite animal ou végétal ne subsiste plus sous l'écorce ni dans l'aubier). Ces circonstances ne se rencontrent que dans le Nord et le 57° de latitude Nord marque la limite des bois du Nord. Mais les douanes classent les bois par pays, ne pouvant se préoccuper pour les bois d'un même pays de savoir s'ils proviennent d'une région située au-dessus ou au-dessous du 57°. Donc on appelle bois du Nord les bois provenant de Suède, Norvège, Finlande, Russie, Esthonie, Lettonie, Lithuanie.

(2) Voir le Rapport présenté le 10 février 1933 par la Fédération Nationale des Importateurs de Bois du Nord des ports français au groupe forestier interparlementaire.

(3) Voir deux ouvrages de Ch. La Marche : *Le commerce des Bois du Nord en France* et *Une grande industrie nationale*, Paris.

Cette classification manque de rigueur, mais les importateurs connaissent chaque district des pays de provenance et ne s'intéressent qu'aux bois ayant réellement poussé au Nord du 57° parallèle.

La supériorité des bois du Nord consiste dans la finesse de leur grain, dans leur résistance aux changements de température et à rupture : supériorité en qualité, solidité, durée. Cela provient de la lenteur de leur croissance. Ils poussent dans des régions où l'hiver est très long et la température très basse : leur cœur y possède un tissu sensiblement plus serré, un sol particulièrement favorable leur confère des qualités techniques remarquables. Ils ne rompent jamais brusquement : l'épicéa du Nord offre une résistance à la rupture de 43 % supérieure à celle des résineux des régions tempérées.

A poids égal le bois du Nord est aussi fort que le fer forgé et beaucoup plus fort que la fonte. Comme le chêne il résiste dans les incendies plus longtemps à la chaleur que les poutres de fer.

D'autre part, les bois du Nord sont exploités dans des conditions excellentes : ils sont abattus au cours de l'hiver dans un froid rigoureux alors que la sève est complètement arrêtée ; ainsi sont-ils parfaitement placés pour la conservation et la durée.

Du parterre de coupe ils sont acheminés aux scieries par un long flottage, qui dure des mois et ne permet à aucun parasite animal ou végétal de subsister. Ce flottage débarrasse le bois de toutes les matières pouvant favoriser la pourriture. Les troncs passent ensuite directement de l'eau sur les bancs de scierie sans avoir séjourné à terre avant le sciage, ce qui risque d'échauf-

fer et de détériorer le bois. Débités et sciés, ils sont l'objet d'un classement méticuleux, et ensuite ils sont parfois séchés à la vapeur et toujours soigneusement exposés à l'air dans de savants empilages pourvus de toit. Souvent ils arrivent en France parfaitement secs.

Ces conditions d'exploitation sont particulièrement irréalisables en France. Or, elles sont indispensables pour la conservation des bois employés en menuiserie et surtout de tous les bois utilisés dans les régions humides en particulier au bord de la mer ; dans ces régions les bois abattus sans que la rigueur de l'hiver n'ait totalement arrêté la sève sont condamnés à s'échauffer rapidement et à pourrir. Ainsi, la population du littoral fait appel aux bois du Nord parce que les intempéries de la Manche et de l'Atlantique constituent de détestables conditions pour l'utilisation des bois indigènes qui sont placés en état de moindre résistance par leur rapidité de croissance, leur abatage en sève et leur défaut général de siccité.

SECTION III

D'où arrivent en France les bois du Nord

L'exportation des bois du Nord vers les ports de l'Europe occidentale est pratiquée par les pays scandinaves depuis des siècles. La Norvège s'y adonna la première sans réussir à en avoir le monopole. Une société suédoise possède une charte du roi Magnus Erikson lui confirmant les privilèges pour l'exportation des bois.

Du XIV^{me} au milieu du XVI^{me} siècle, la ligne hanséa-

tique fit du commerce des bois du Nord un des éléments de son activité : ses voiliers apportaient à Dieppe, Saint-Malo, Nantes, Bordeaux des cargaisons de troncs destinés aux constructeurs de navires. Le blocus continental arrêta le commerce des bois et à la chute de l'Empire se constituèrent en France d'importantes maisons d'importations.

Vers 1850, l'exportation des bois prit chez les Scandinaves son plein essor quand la machine à vapeur remplaça l'eau dans les scieries comme force motrice. Les bois du Nord qui jusqu'alors avaient été exportés bruts ou équarris vont être de plus en plus débités et exportés sous forme de sciages. Actuellement les scieries scandinaves ont une telle importance et leurs sciages ont auprès des spécialistes une telle réputation que parler de bois du Nord équivaut à parler de bois sciés.

En 1860, l'Angleterre inaugure sa politique de libre échange. La France l'imité en ce qui concerne les matières premières : le commerce des bois du Nord se généralise et s'installe dans tous les ports de France, même les plus petits. Une grande industrie nationale est née.

Les principaux fournisseurs de la France sont : l'Esthonie, la Finlande, la Lettonie, la Lithuanie, la Norvège, la Suède, l'U.R.S.S. On présentera quelques observations sur chacun de ces pays (4).

Finlande. — En peu d'années, depuis son accession définitive à l'indépendance, la Finlande est parvenue à équilibrer et à stabiliser la balance de son commerce extérieur, dont un des principaux débouchés est l'industrie du bois. Jusque vers 1850, les forêts finlandai-

(4) Voir surtout E. Glesinger, *Le Bois en Europe*, Paris 1932, Recueil Sirey.

ses étaient restées inexploitées. Cependant avec le développement de l'industrie du bois et du papier, on se rendit compte qu'elles constituaient de formidables richesses et l'Etat en favorisa l'exploitation rationnelle ; il fit venir des spécialistes, promulgua une loi sur l'administration des forêts de l'Etat, créa un institut de Sylviculture, une direction des forêts, des chaires d'enseignement supérieur, cinq écoles forestières, une station d'essais.

Les propriétaires privés ayant commis des déprédations dans leurs forêts, des lois vinrent restreindre leurs droits, des commissions de surveillance furent instituées pour statuer sur l'octroi ou le refus d'autorisation de couper : aussi l'accroissement annuel est-il de 44.000.000 de mètres cubes alors que l'abatage est de 40.000.000 de mètres cubes seulement.

Les forêts s'étendent sur une superficie de 25 millions 263.000 hectares, soit près de 74 % de la surface totale du pays. Le taux de boisement est de 7,77 hectares par habitant, le taux le plus élevé du monde. L'Etat est propriétaire des deux cinquièmes des forêts.

En 1929, les industries du bois, de la pâte à papier, etc..., groupaient 1.164 établissements dont 579 scieries occupant 71.078 ouvriers. En plus du débitage des troncs en poutres, planches, planchettes, la Finlande vend des bobines à l'Angleterre et se livre à l'industrie du contre-plaqué, à la production de la pâte de bois mécanique.

Pour faciliter et coordonner le commerce d'exportation, de nombreuses industries ont constitué des cartels chargés de recevoir les commandes et de les répartir entre les membres : l'exportation du bois proprement

dit est libre, mais les syndicats cherchent une politique de prix commune à tous les adhérents. Une sage politique qui donne d'excellents résultats.

Les principaux clients de la Finlande sont la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Danemark, la Suède, l'Espagne, l'Egypte, etc...

Suède. — La Suède possède 23.181.000 hectares de forêts qui couvrent 56,5 % de sa superficie, soit 3,98 hectares par habitant. Les forêts composées surtout de pins et de sapins constituent une des principales ressources du monde pour la production du bois et de la pâte de bois. L'administration réglemente strictement les coupes pour éviter les abus.

Dans le Nord, l'exploitation est facilitée par des quantités de rivières qui descendent vers le golfe de Bothnie et traversant les forêts avec leurs affluents, ont été aménagées comme canaux de flottage (27.000 kilomètres). Les exportations portent principalement sur la pâte de bois, carton papier et leurs applications, les bois mi-ouvrés, les allumettes.

Les exportateurs de bois suédois sont groupés en associations, mais il n'y a pas de bureau de vente unique pour l'étranger : les prix sont librement discutés par chaque adhérent. Le syndicat a constitué un office de documentation et de statistique.

Toutes les ventes de bois sont déclarées par les membres et publiées chaque semaine avec l'indication de la provenance, de la quantité et du prix (on ne mentionne ni l'acheteur, ni le vendeur).

Les allumettes occupent une place importante : en

1930, la Suède en exportait annuellement cinq milliards de boîtes provenant de 17 usines occupant 6.000 ouvriers. C'est la seule industrie qui, en Suède, soit nettement cartelliste ; dans les autres branches, de puissants syndicats se sont constitués sans dominer le marché et agir par la contrainte.

Les principaux clients de la Suède sont : la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Danemark, la Norvège, l'Espagne, etc...

Norvège. — La Norvège possède d'importantes ressources forestières. Cependant son rôle comme fournisseur de bois a diminué. Cette décroissance est due à des exploitations abusives : réserve d'arbres adultes fortement réduite. Actuellement on observe une phase de prudente gestion.

La Norvège possède 7.499.503 hectares de forêts, soit 24,2 % de la superficie totale et un taux de boisement de 4,85 hectares par tête d'habitant. Les forêts consistent principalement en conifères (70 %), les arbres feuillus occupent une surface de 2.248.916 hectares.

On distingue :

a) Les forêts situées au Nord du cercle Polaire dont la plupart sont propriété de l'Etat et qui se composent surtout de pins.

b) Les forêts de districts côtiers de l'Ouest dans lesquelles on s'efforce de reconstituer des massifs de sapin.

c) Les forêts de l'intérieur, les plus importantes, et où les bois sont le plus facilement exploitables.

Les forêts publiques (14,15 %) se divisent à peu près également entre résineux et feuillus. Elles appartiennent à l'Etat et aux grands établissements publics com-

prenant les fonds de l'Instruction Publique. Elles sont administrées par le service des forêts. Les forêts semi-publiques (communales et des communautés régionales) constituent 5,35 % et les forêts privées appartiennent à un grand nombre de propriétaires.

Il existe de nombreuses écoles forestières, un service de recherches et d'expériences, etc. De nombreux groupements s'occupent des divers problèmes du bois.

Une loi de 1932 a organisé les divers services chargés du contrôle et de l'exploitation. Elle fixe les conditions dans lesquelles les coupes pourront avoir lieu et confère aux comités régionaux le droit d'établir des interdictions d'exploitation au cas d'abus précédents. Ils peuvent ordonner des travaux de reboisement.

Estonie. — L'étendue forestière couvre 953.800 hectares, c'est-à-dire 19 % de la superficie totale (0,81 hectare par habitant).

Les 82,5 % des forêts appartiennent à l'Etat et sont gérées par une direction générale, les forêts privées étant régies par une loi qui les met sous le contrôle gouvernemental.

Les forêts de l'Etat comprennent : le sapin (42 %), le pin (21 %), le bouleau (15 %), le tremble (10 %), divers (12 %) ; l'exploitation s'effectue suivant un plan bien établi et l'accroissement annuel est de 3 mètres cubes par hectare.

30 à 40 % de la production, en temps normal, est destiné à l'exportation, les principaux clients étant l'Angleterre et la Belgique.

Lettonie. — La superficie boisée comprend 1 million 639.223 hectares, soit 26,8 % de la superficie totale.

L'Etat possède 83,6 % des forêts et les principales essences sont le sapin, le pin, le bouleau avec prédominance des hautes futaies. Toutes les forêts dépassant 50 hectares sont soumises au contrôle gouvernemental et il faut une autorisation pour les couper. Les exportations comportent les produits forestiers proprement dits (bois sciés, placages...), des matières pour la fabrication du papier, des allumettes. Les principaux clients sont la Grande-Bretagne et les Pays-Bas.

Lithuanie. — Les forêts s'étendent sur 1.029.414 hectares, soit 18,49 % de la superficie totale ; l'Etat possède 80 % des forêts qu'il exploite lui-même et dont les principales essences sont le sapin, le pin, le tremble, le bouleau, l'aulne, le chêne... Les coupes sont très inférieures à l'accroissement annuel. La proportion du bois d'œuvre est de 65 %, le reste constituant du bois de chauffage. L'exportation se fait presque exclusivement par le port de Klaipéda et s'est beaucoup développée depuis la guerre : il existe environ 350 scieries. Le bois constitue du reste l'objet principal des exportations lithuaniennes. Il existe à Klaipéda une organisation syndicale de vente.

U.R.S.S. — C'est un énorme réservoir de bois : ses forêts recouvrent plus de 900.000.000 hectares ce qui représente 21 % de toutes les réserves du monde et 44 % de la superficie de l'Union. Mais ces forêts ne sont pas toutes exploitables et celles qui le sont réellement s'élèvent à 150 millions d'hectares pour la Russie d'Europe et à 265 millions pour la Russie d'Asie.

Les principales essences sont le pin 27 %, l'épicéa 25 %, le mélèze 20 %, le bouleau 9,1 %, le tremble 5 %.

Les ressources forestières n'ont commencé à être exploitées qu'à partir du premier plan quinquennal. Un décret de 1931 réorganisa l'Administration des forêts pour organiser de grands trusts forestiers. Il est impossible, s'agissant de la Russie soviétique, d'utiliser les statistiques officielles fournies. Cependant, il semble que l'exportation s'y fasse au détriment de la consommation. La consommation de bois d'œuvre est tombée de 0,85 mètre cube en 1913 à 0,34 mètre cube en 1929 (Suède 1,83 mètre cube par habitant). Il en est de même pour le bois de feu. Il y a trois grands centres d'exportation. Le premier, celui de la Mer Blanche, représente 60 % de la production de la Russie d'Europe. Les bois sont embarqués à Arkhangelsk et à Onega. Ce sont de très beaux bois d'une haute réputation. Le second centre est celui des ports du Golfe de Finlande : Cronstad et Leningrad ; les bois proviennent de la Caretie et s'apparentent à ceux de la Finlande ; ils entrent pour 35 % dans la production de la Russie d'Europe.

Enfin le troisième centre, Novorossik, sur la Mer Noire, est le moins important et représente 5 % de l'exportation russe ; il est approvisionné en bois blancs, en épicéas provenant des Monts Ourals, et ils sont embarqués à destination des ports de la Méditerranée et du Maroc.

SECTION IV

La réalisation des importations

Dans chaque pays se trouvent des agents, des exploitants forestiers de l'Europe septentrionale qui sont

chargés de vendre des bois du Nord. Les agents font connaître aux acquéreurs éventuels d'un ou plusieurs lots les quantités et dimensions des bois disponibles et les prix demandés par les vendeurs.

L'acheteur ayant offert un prix convenable, l'agent télégraphie à la maison qu'il représente les offres faites. Ces offres peuvent alors être acceptées.

Si l'accord se fait, on rédige en trois exemplaires un contrat de vente-achat stipulant les principales conventions de l'opération : 1) Description précise des quantités vendues ; 2) Stipulation que les bois sont livrés franco le long d'un navire suivant les usages du port de charge, en bon état et conformément aux expéditions habituelles de la production ; 3) L'obligation de l'expéditeur de charger ne pourra commencer que lorsque les livraisons des chantiers et des quais ne seront plus entravés par la glace, etc... ; 4) Le paiement s'effectue en échange de documents d'expédition par acceptation de traites à quatre mois de la date de connaissance ; 5) L'assurance contre l'incendie est faite pour l'acheteur et à ses frais par le vendeur ; 6) Stipulations diverses concernant les cas d'incendie, de force majeure, grève, lock-out, guerre européenne. Tels sont les divers points sur lesquels doit porter le contrat.

Outre le mode de vente franco du bord, il peut y avoir pour les bois du Nord soit la vente fob (franco sur le bateau à son port d'embarquement), soit la vente caf (franco au port de débarquement).

Dans les trois cas, ce sont les acheteurs qui ont à faire le déchargement au port français et ce déchargement, sous peine de surestaries, doit être effectué dans un temps donné.

Habituellement, il est passé entre l'importateur et l'armateur, par l'intermédiaire du courtier maritime, une charte-partie fixant les conditions du transport (5). Cette charte mentionnera en général les points suivants :

- 1° Noms et qualités des parties ;
- 2° Obligation in contractu : le bateau devra se rendre à..... charger..... se rendre à (port d'arrivée), de livrer ;
- 3° Mode de règlement du frêt ;
- 4° Engagements et responsabilité de chacun :
 - a) Au départ : obligation de charger aussi vite que possible, cas où la glace empêche le navire de rentrer au port d'embarquement, etc...
 - b) En voyage, en mer : détermination des cas de force majeure ; possibilité de remorquage, etc...
 - c) A l'arrivée : déchargement par des hommes du quai rémunérés par le capitaine ; stévedore ; prime en cas de rapidité au déchargement ;
- 5° Cas de pertes, avaries ;
- 6° Signature de l'affrêteur, du courtier maritime et de l'armateur (6).

SECTION V

Les ports et les maisons d'importation

Certaines maisons d'importation sont très anciennes : la doyenne semble être une maison fondée à Landerneau en 1792 et dirigée depuis par la même famille.

(5) Voir *La France forestière et industrielle* du 1^{er} novembre 1921, qui a étudié les conditions du commerce du bois du Nord et a donné des modèles de contrats achat-vente et de charte-partie.

(6) Voir Paul Razous, *Aide-mémoire du commerce du Bois*, Paris 1924.

Beaucoup de ces établissements ont plus de cent ans ou sont à la veille de fêter leur centenaire.

Actuellement, les importateurs de bois du Nord occupent dans chaque port une place considérable et possèdent de vastes chantiers. De puissantes scieries y sont adjointes dont certaines sont équipées électriquement. Leur importance économique et sociale est considérable.

Si nous étudions les ports français en suivant la direction Nord, Nord-Ouest, Ouest, etc..., nous trouvons d'abord le groupe régional du Nord (7) (départements Nord, Pas-de-Calais, Somme). Les principaux ports sont Dunkerque, Calais, Gravelines, Boulogne-sur-Mer, Abbeville.

Le groupe normand (8) utilise les ports de Dieppe, Fécamp, Le Havre, Cherbourg et Granville, tandis que le groupe breton (9) utilise les ports de Saint-Malo, Binic, Paimpol, Fregnier, Morlaix, Quimper, Nantes, La Rochelle.

De nombreuses maisons d'importation ont leur siège à Bordeaux (10). Les importateurs de la Méditerranée se partagent en deux groupes : l'un, dont le siège est à Sète (11), groupant les maisons établies à Sète. La Nouvelle, et Port-Vendres et le Syndicat Méridional des Importateurs de Bois (12), dont le siège est à Marseille

(7) Principales maisons : Trystram, Pagniez, Crouy, Bertrand, Lorel.

(8) Principales maisons : Flamand, Porte, Ch. Humbert, Flemy, Le Bourgeois et Fils, Montreuil, Société des Scieries et Chantiers Rouennais, Duchesne, Savane et C^{ie}, Société Granvilloise des Bois du Nord.

(9) Gueguen, Société d'Importation des Pays du Nord, Verry de Lisle, Guezenec, Hailanet et Gutzeit, Morch fils et C^{ie}.

(10) Aucanne, Société Tous les Bois, Société G. Carde, Société des Bois, Georges Morvan, Eyquem et C^{ie}, Videau et fils, Louis Monier, A. Girardeau.

(11) Maisons Bassères, Bouland et fils, Bouvet, Fournet, Vetter fils, Gaillard.

(12) Deluy et Fascio, Ciccoli, Mandhuit fils, Jean, Russéry et C^{ie}, Boyer, P. Roques et C^{ie}, Rival et fils, Union Commerciale et Industrielle des Bois.

et groupe les importateurs des autres ports de la Méditerranée (Toulon, Saint-Raphaël, Cannes, Nice).

Enfin quelques maisons (13) sont établies au port d'Alger. Il faut signaler que deux grosses maisons (14) sont spécialisées dans l'importation des bois ronds et poteaux de mines dont la consommation annuelle est en France de 2.000.000 de mètres cubes sur lesquels sont importés 800.000 mètres cubes dont 600.000 proviennent des pays baltiques et scandinaves. Leur importation se fait par les ports de Calais et de Dunkerque.

Nous retrouverons ces différentes maisons lorsque nous étudierons dans la deuxième partie de ce travail l'organisation syndicale des industriels et commerçants du bois. Nous montrerons alors le rôle essentiel que jouent les importateurs de bois du Nord sur le marché national et international et combien est déplorable la politique des licences d'importation qui tend à déposer des maisons sérieuses et honorables de leur activité légitime au profit de spéculateurs et d'importateurs en chambre.

SECTION VI

Le rôle des bois du Nord sur le marché français

La France, depuis la guerre, surtout depuis le régime des contingents, est pour les bois du Nord un acheteur modeste.

En 1913, ses importations en bois du Nord étaient de 1.312.500.

(13) Chantiers Warrot entre autres.

(14) Maison Rager Demon et C^{ie}, Société les Fils de H. Sonolet.

Le tableau ci-dessous indique les importations en 1930 avant le régime des contingents et sous ce régime, en 1935, en tonnes (15) :

	Bois sciés		Bois ronds et sciés	
	1930	1935	1930	1935
Esthonie	10.745	2.385	10.763	2.385
Finlande	264.465	106.585	276.647	174.175
Lettonie	66.688	16.619	82.936	27.707
Lithuanie	4.453	9.859	4.918	9.859
Norvège	2.226	22	2.690	66
Suède	347.416	136.369	348.133	136.634
U.R.S.S.	41.103	106.227	67.669	122.959

Importation totale des bois du Nord

1930, 793.756 sur une imp. totale 1.927.942

1935, 473.835 » 628.259

Le prix des bois français est sans aucune influence sur celui des bois du Nord. Le marché des bois du Nord est international. Il dépend avant tout des achats de l'Angleterre qui en est le plus gros client, de ceux du Danemark, de la Belgique, de la Hollande, démunies de bois d'œuvre. Il dépend également du change, en particulier du cours de la livre sterling.

*
**

Dans tous les ports où ils sont installés, les importateurs servent de régulateurs au marché des bois. Ils

(15) Statistique officielle de la Direction Générale des Douanes pour 1930 et du Comité interprofessionnel des importateurs de bois pour 1935.

emmagasinent et classent les cargaisons qu'ils reçoivent. « Utilisant l'entrepôt fictif, c'est-à-dire la faculté de laisser les bois entreposés dans leurs chantiers sous le contrôle de la douane et de ne les dédouaner qu'au fur et à mesure de leurs besoins, ils ne les répandent dans la clientèle que lentement et grevés de frais généraux. Imagine-t-on le désordre que causerait au marché l'avalanche des bois du Nord, des bois russes par exemple, importés massivement pendant le délai si court où la navigation demeure libre dans la Mer Blanche et le fond de la Baltique, puis répandue brusquement à travers le territoire ? Le marché des bois, de tous les bois risquerait de s'effondrer et la spéculation règnerait en maîtresse, entraînant à la ruine tous les négociants qui dépendent du cours des bois. Les importateurs de bois du Nord par suite de leurs méthodes, par la technique de leur métier, constituent une sorte de palier de sécurité...

Les importateurs ne sont et ne peuvent être pour le marché du bois et pour la vie économique du pays que des éléments d'ordre et d'organisation... » (16).

(16) Ch. La Maché; *Le Commerce des Bois du Nord* in *Revue Internationale du Bois*.

CHAPITRE III

LES BOIS COLONIAUX

L'énormité du déficit de la balance commerciale doit conduire la France à pratiquer une politique active d'échanges avec ses colonies. Notre pays, on l'a vu, est obligé d'importer chaque année une quantité considérable de bois : l'application brutale de la loi des quarantes heures, diminuant la capacité de production des scieries, peut rendre la situation plus grave encore. Dans ces conditions, il est urgent de recenser les ressources exactes de nos forêts coloniales. Cependant, il faut souligner que les bois coloniaux ne sont pas d'une qualité telle qu'ils permettent jamais de remplacer les bois du Nord. Comme bois d'œuvre, les essences coloniales sont d'une qualité insuffisante. Le recours à la forêt coloniale ne peut être que partiel.

SECTION I

Les ressources coloniales forestières

On se propose d'étudier dans l'ordre suivant l'Afri-

que du Nord, la Côte Occidentale d'Afrique, Madagascar et l'Indochine.

Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Maroc).

Les forêts algériennes s'étendent sur près de 3 millions d'hectares ; d'après M. Beauverie dans son livre sur le « Bois », elles comprennent les superficies suivantes par essences :

Pins d'Alep	811.000 Hectares
Chêne liège	455.000 »
Chêne vert	738.000 »
Chêne zeen	33.000 »
Thuya	158.000 »
Cèdre	38.000 »
Olivier sauvage	35.000 »
Essences diverses	714.000 »

C'est en Kroumirie que se trouvent les forêts les plus riches de Tunisie (chênes lièges et chênes zéens).

La Tunisie possède les superficies suivantes :

Pins d'Alep	180.000 Hectares
Chêne liège	116.000 »
Chêne vert	36.000 »
Chêne zeen	10.000 »
Chêne Kermès	42.000 »
Sommier	35.000 »
Thuya	25.000 »
Divers	156.000 »
Total	606.000 »

Le Maroc (1) possède enfin une superficie boisée de 1.500.000 hectares. Sur la côte on trouve 250.000 hecta-

(1) *L'Economiste Colonial Illustré* du 12 septembre 1932.

res de chênes-lièges (comprenant le Mamora, 137.000 hectares, la plus vaste forêt de chêne-lièges du monde). Dans le moyen Atlas, il y a 300.000 hectares de cèdres, 250.000 hectares de chênes et de pins d'Alep. Au sud de Mogador, arganiers, thuyas et genévriers couvrent 700.000 hectares.

Côte Occidentale Française (Gabon, Côte d'Ivoire, Cameroun).

Les forêts de ces colonies couvrent environ 57 millions d'hectares, ainsi répartis :

Côte d'Ivoire....	12 millions d'hectares
Gabon	30 millions d'hectares
Cameroun	15 millions d'hectares

C'est vers 1850 que fut commencée avec des moyens rudimentaires l'exploitation de la forêt équatoriale. Aux pionniers, simples bûcherons aidés de quelques indigènes, succèdent les petits coupeurs qui, munis d'une meilleure instruction, perfectionnèrent sensiblement les méthodes d'exploitation. Le marché des bois coloniaux se créa vers la fin du XIX^{me} siècle dans des conditions assez dures pour l'exploitant.

L'après-guerre vit se multiplier les demandes de permis en coupe, les licences d'abatage des arbres : « La forêt équatoriale va subir un long martyre. Exploitée irrationnellement, elle livre toutes les essences qui la peuplent... Sans s'inquiéter des besoins métropolitains, l'Africain achète sans discernement rails et tracteurs » (2).

(2) Jean Bazire, *Les Bois Coloniaux*, Paris 1931.

C'est l'époque d'une demande intensive : l'industrie du placage demande des « bois figurés » ; les commandes affluent de partout, de France, d'Angleterre, d'Allemagne, des Etats-Unis. Des missions envoyées en Afrique concluent à des ressources forestières inépuisables. De nombreuses sociétés financières, sans base réelle, se créent dans la métropole. Le mouvement s'étend à l'ensemble des colonies françaises ; leurs exportations de bois étaient de près de 200.000 tonnes en 1913 : elles s'élèvent à 577.331 tonnes en 1930. « Le ralentissement de la consommation fera découvrir la surproduction en même temps que l'épuisement des essences d'ébénisterie spécialement exploitées parce que plus rémunératrices » (3).

La richesse forestière africaine comprend trois classes d'essences :

- 1) L'okoumé, matière première de l'industrie du contre-plaqué, exclusivement gabonais ;
- 2) Acajous et assimilés ;
- 3) Bois communs (4).

La Forêt Guyannaise.

Elle se présente avec l'apparence d'une forêt doma-

(3) Jean Bazire, op. cit.

(4) D'après un tableau de M. Bertin (*Revue Colonies et Marine* du 15 janvier 1930) on peut classer ainsi les essences les plus abondantes de nos colonies d'Afrique :

- 1° le fromager qui peut remplacer le peuplier et le tulipier ;
- 2° le bahia (Côte d'Ivoire) et l'okoumé (Gabon) qui peuvent remplacer le pin et le sapin ;
- 3° le dabema et le tali (Côte d'Ivoire), le bokombolo (Cameroun), qui peuvent remplacer le chêne et le teck ;
- 4° le rikio qui peut remplacer le hêtre et le charme ;
- 5° l'ossimiale et le miama remplaçant l'orme, le frêne ;
- 6° l'azobé, l'alep utilisables pour traverses, wagons, mines ;
- 7° le bilinga, le niové, l'avino, bois d'ébénisterie et de placage.

niale métropolitaine et se compose d'arbres très longs mais de faible diamètre ; s'étend sur une superficie d'environ cinq millions d'hectares. Le sous-bois plus touffu permet une exploitation facile et le climat est parfaitement supportable. Mais le principal obstacle est le facteur agronomique : faible diamètre des arbres. Les deux principaux obstacles à une exploitation rationnelle sont l'absence totale d'une main-d'œuvre qualifiée et l'extrême difficulté des transports (longtemps la Compagnie Générale Transatlantique n'acceptait que cent tonnes de bois par bateau). Une des essences les plus intéressantes est l'Angélique qui se présente en fûts de 18 à 20 mètres de hauteur à la première branche et de 50 à 80 centimètres de diamètre : il est principalement utilisé dans la tonnellerie et la construction de bateaux et de wagons.

La Forêt Malgache.

Le taux de boisement de Madagascar est très inférieur à celui de tous les pays européens : en quarante ans, un déboisement catastrophique s'est poursuivi. Les agronomes évaluent le domaine boisé à 40 % de ce qu'il était vers 1890. L'appauvrissement des forêts est dû à l'action du feu voulu par l'homme pour libérer de grandes étendues, régénérer les pâturages par des feux de brousse et permettre une culture vivrière sur les cendres d'arbres. Du reste, 80 % des essences de la forêt malgache son inutilisables.

Les produits de la forêt comprennent :

a) les essences précieuses : palissandre, ébène, bois

de rose, nato, exportations suivies en France (lutherie, canoës...) ;

b) bois communs répondant aux besoins de l'île avec quelques exportations sur l'Afrique du Sud ; l'éloignement de l'île interdit tout espoir d'emploi en France.

Madagascar doit tomber sous la tutelle des agronomes, le reboisement de l'île s'impose.

La Forêt Indo-chinoise.

« Elle est multiple et révèle d'in vraisemblables variations au fur et à mesure qu'on la pénètre. Elle est unique lorsqu'on prétend analyser les possibilités qu'elle offre à l'exploitation. Une altitude variant de 0 à 3.500 mètres, des vents qui influencent la végétation, la présence de tribus montagnardes qui la rançonnent, infligent au domaine forestier indo-chinois une division plus géographique qu'agronomique » (5).

Les causes de déboisement qui ont appauvri Madagascar jouent également pour l'Indo-Chine. L'exploitation de la forêt est surtout entre les mains des indigènes. Le commerce des bois en Indo-Chine s'inspire des méthodes, des tractations métropolitaines. Les besoins locaux sont très importants. La Chine achète du reste la presque totalité des bois exportés.

Les exportations vers l'Europe, étant donné le prix du fret extrêmement élevé, sont à peine de 4 à 5 % de la production totale, proportion fournie presque totalement par le teck, indispensable pour les revêtements, bordées, parquets.

(5) Jean Bazire, op. cit.

Telles sont sommairement décrites les principales richesses forestières de notre Empire Colonial (6).

SECTION II

Les ports français recevant les bois coloniaux

Les ports français d'importation des bois coloniaux sont, par ordre d'importance décroissante : Le Havre, Bordeaux, Rouen, Marseille, Dunkerque.

Le Havre. — C'est le grand marché des bois coloniaux.

« Les feuilles commerciales et maritimes du Havre » nous montrent que Le Havre fut à l'origine des importations de bois exotiques. Il reçut les ébènes, les bois

(6) Tableau des exportations de bois pour les principales colonies françaises en 1913 et de 1919 à 1929 (en tonnes) :

	1913	1919	1920	1922	1924	1925
Côte d'Ivoire	42.652	24.616	46.014	59.600	100.911	92.782
Gabon	150.685	6.932	47.478	112.136	198.893	219.727
Cameroun	»	818	567	13.008	21.636	28.180
Indochine	161	1.500	10.841	19.005	21.145	16.207
Guyane	170	75	1.635	1.673	6.938	6.329
Madagascar	4.857	2.197	6.286	4.419	3.276	5.311
Autres Colonies	909	»	2.202	23	894	5.487
TOTAL	199.434	36.138	115.023	197.923	353.653	374.030
	1926	1927	1928	1929	1930	
Côte d'Ivoire	107.332	127.505	109.993	89.758	89.686	
Gabon	241.855	241.855	335.454	308.807	396.405	
Cameroun	39.678	48.328	50.217	59.029	49.200	
Indochine	19.345	19.345	19.506	27.916	28.000	
Guyane	7.844	6.005	3.413	5.552	5.500	
Madagascar	3.279	2.953	4.148	3.977	4.000	
Autres Colonies	5.144	5.664	662	4.846	4.500	
TOTAL	424.477	545.415	555.069	499.885	577.291	

Extrait du *Figaro Illustré*, août-septembre 1931.

de violette, les bois de rose... què l'on emploie dans la fabrication des meubles aux XVII^m et XVIII^m siècles, les acajous, les palissandres, etc., qui furent importés régulièrement à partir de 1870 : Le Havre qui importait 34.000 tonnes de bois des Iles en 1910, dépassait 60.000 tonnes en 1913.

1915 marque le point de départ d'une nouvelle époque : développement des bois coloniaux dans la clientèle françaises ; les importations sont régularisées, l'outillage est perfectionné. Désormais la constitution des stocks importants et variés va être possible. Les essences anciennes et nouvelles ont été l'objet d'un classement minutieux et précis. De nombreux débouchés se sont créés (placage pour l'ébénisterie et la décoration ; industrie du contre-plaqué, menuiserie, lutherie, coutellerie, reconstitution des régions dévastées). Le port du Havre s'est outillé spécialement (Quai de Gironde). « Le déchargement est assuré par des grues puissantes qui prennent les grumes dans les cales du navire et les déposent sur des wagonnets à traction électrique ou animale. Aussitôt les bois sont marqués, pesés et groupés en lots dans les cinq travées parallèles de 250 mètres de longueur toutes desservies par des ponts roulants électriques qui réduisent la main-d'œuvre au minimum. La réexpédition par wagons peut être assurée immédiatement par les voies ferrées nombreuses qui traversent le terre-plein » (7).

En 1913, Le Havre recevait 61.000 tonnes de bois exotiques dont 21.706 des colonies françaises ; en 1926, il en a importé 150.000 tonnes dont 120.000 coloniaux.

(7) A. Charles, Le Havre in *Les Bois Coloniaux*, Paris 1931.

En fait, il reçoit à l'heure actuelle les trois quarts des envois de nos possessions et les neuf dixièmes des bois fins ou des les importés en France.

Un stock important de bois débités a été créé ; toutes les essences courantes sont ainsi présentées en plateaux ou en feuillets débités aux épaisseurs classiques.

Bordeaux. — Le port de Bordeaux était depuis longtemps préparé au commerce des bois exotiques. En 1924 s'est constitué le Syndicat des Importateurs en bois coloniaux, puis la Chambre Syndicale des producteurs de bois coloniaux. La Chambre de Commerce créée en 1925 une commission de conditionnement des bois coloniaux qui commença à fonctionner et dès 1928, un inspecteur classeur fut nommé qui, dès l'arrivée du navire, effectue le classement des bois et délivre au propriétaire un certificat de première inspection. C'est une bonne garantie de sincérité des transactions commerciales. D'autre part existe une Commission de la Côte comprenant les représentants de la production et du commerce et qui constate périodiquement les cours des bois coloniaux.

De 1857 à 1900, l'importation des bois coloniaux par Bordeaux variait entre 1.000 et 7.000 tonnes par an. En 1913, elle était de 12.000 tonnes, atteignait 24.875 tonnes en 1926, 28.321 en 1929, 36.790 en 1930. Ce qui classe Bordeaux au deuxième rang de l'importation avec un cinquième de la quantité totale (principales essences : okoumé, acajou, iroko, makoré, sapelli, dibeton, evino, ayous, avodiré, azobé).

« Bordeaux a su comprendre tout l'intérêt qu'il y avait au point de vue national à ce que la métropole recherche à s'approvisionner d'abord sur le prolonge-

ment de son territoire, c'est-à-dire dans ses colonies » (8).

Rouen. — Le port de Rouen est peu important pour le marché des bois coloniaux. En 1929, il a cependant importé 7.240 tonnes dont 2.000 ont été réexpédiées par mer, et en 1930, 14.240 tonnes. « En développant le marché de Rouen, on ne pourra que réduire les frais généraux d'importation » (9).

Marseille. — Le grand port méditerranéen joue un rôle très secondaire en matière de bois coloniaux ; pour la période 1926-1929, les importations décroissent à Marseille, où les statistiques donnent 19.043 tonnes en 1926, 12.295 en 1929, et 9.458 en 1930. Marseille qui souffrait de l'absence d'un parc à bois voit désormais cette lacune comblée. Mais vis-à-vis des bois coloniaux, ce port a été longtemps en état d'infériorité par suite de taux de frêts élevés et de tarifs de transports ferroviaires élevés (tonne kilométrique acajou en 1930 : Le Havre-Paris (230 km.) : frs 47,60 ; Marseille-Paris (850 km.) : frs 408) (10).

Dunkerque. — « Jusqu'en 1928, l'importation des bois coloniaux à Dunkerque était inexistante : en 1930, le tonnage importé a été d'environ 6.500 tonnes. Il devrait augmenter rapidement et dans de notables proportions (11).

Mais il ne possède encore aucun aménagement spécial avec quais réservés au débarquement, classement,

(8) Aubry, Bordeaux in *Les Bois Coloniaux*.

(9) Rouen, par J. Gervais, in *Les Bois Coloniaux*.

(10) Marseille, par A. Jousset, in *Les Bois Coloniaux*.

(11) M. Fontvieille, Dunkerque.

stockage des bois coloniaux. D'autre part, les tarifs ferroviaires appliqués au départ sont encore trop élevés. Cependant le port de Dunkerque permet le débit sur place des bois coloniaux avant expéditions.

Maintenant que nous avons vu comment les bois coloniaux sont introduits en France, nous allons étudier la place qu'ils occupent sur le marché.

SECTION III

Le rôle des bois coloniaux sur le marché

Si nous prenons les chiffres des importations en France des bois coloniaux, nous pouvons dresser les tableaux suivants (12) :

TABLEAU N° 1. — *Bois Communs (Chênes, Noyers, Merrains...)*

EN TONNES	1932	1933	1934	1935
Algérie	4.040	11.895	15.258	11.050
A. E. F.	23.692	26.898	21.672	12.420
A. O. F.	5.312	6.916	6.988	5.026
Cameroun	4.749	7.141	5.531	3.394
Guyane	—	—	3	—
Indochine	645	774	926	284
Madagascar	138	57	90	167
Maroc	832	3.280	673	1.491
Tunisie	—	1.238	3.710	1.653
Autres Colonies	1	1	1	—
Total	39.409	58.193	54.852	35.485

(12) Chiffres extraits de *Bois*, Revue Française de la production nationale et internationale.

TABLEAU N° 2. — *Bois exotiques*

EN TONNES	1932	1933	1934	1935
Algérie	916	860	1.530	1.210
A. E. F.	50.210	104.400	110.145	133.312
A. O. F.	22.577	20.630	22.922	19.547
Cameroun	10.004	15.720	23.842	14.810
Guyane	110	27	84	156
Indochine	890	2.024	1.928	1.025
Madagascar	386	126	224	228
Maroc	1.047	17	13	167
Tunisie	113	61	79	117
Autres Colonies	223	30,5	22	17
Total	86.467	143.895,5	157.736	169.279

Si l'on se reporte aux chiffres que l'on a donnés plus haut comme étant ceux de la consommation en bois de la France, et à ceux représentant le volume annuel des importations de bois, on constate que la part des bois coloniaux sur le marché français est extrêmement faible. A cet état de choses, il y a des raisons importantes que l'on peut classer ainsi :

- 1° Les prix de vente sont normalement trop élevés.
- 2° La présentation ne se fait pas sous la forme usuelle commode pour l'usager.
- 3° Les essences offertes aux consommateurs sont trop variées, peu connues et mal sélectionnées.
- 4° Les stocks en bois secs débités aux épaisseurs commerciales usuelles sont insuffisants.
- 5° Les références comme bois d'œuvre sont à peu près inexistantes.

« Voilà pourquoi les bois coloniaux sont peu employés comme bois d'œuvre et pourquoi ils tardent à prendre dans cette industrie une place que, dans un

esprit d'économie nationale, nous souhaiterions tous plus importante » (13).

La pénétration des bois coloniaux dans le domaine de la construction s'avère en effet délicate ; ils se présentent le plus souvent sous la forme de plots et à des prix très élevés. Il semble qu'il faille donc envisager le débit à la colonie. Enfin un gros effort est nécessaire du côté de la constitution de stocks en bois secs débités aux épaisseurs commerciales usuelles et suffisamment abondants pour entreprendre un ouvrage important et avoir la certitude que l'œuvre commencée pourra être continuée dans la même essence sans retard. Des centres d'approvisionnement judicieusement répartis seraient peut-être à créer.

A ces conditions, l'emploi des bois coloniaux pourrait être dans une certaine mesure développé.

Il faut souligner que pour l'industrie du parquetage, « il existe dans nos colonies des essences merveilleuses, lesquelles employées seules ou avec notre beau chêne de France, permettent d'exécuter des parquets splendides, résistants, doux et chauds à l'œil et à la marche, d'un entretien facile et peu coûteux » (14).

Enfin les bois coloniaux depuis 1920 sont employés à la fabrication des canots et « 80 % des canots de fabrication française sont de provenance coloniale » (15). Les essences suivantes ont été retenues : acajou de la Côte d'Ivoire et du Gabon, avodiré de la Côte d'Ivoire, ayous du Cameroun, cèdre de la Guyane.

(13) Marcel Blondel, *Le Bois dans la Construction Moderne*.

(14) *L'emploi des bois coloniaux dans le Parquetage*, E. Guérin.

(15) *Les bois coloniaux dans la fabrication des canots*, G. Seyler.

On peut résumer les divers emplois des bois coloniaux dans le tableau suivant :

I. — *Menuiserie lourde et Charpente.*

Azobé, makoré, hoko, kombala, angélique, wacapou, manil, saint-martin, hintsy, lim teck.

II. — *Parquets.*

Avodiré, acajou, niangou, tiama, abondikron, amarante, donka, teck.

III. — *Menuiserie légère et Ebénisterie.*

Pebeton, ayous, okoumé.

IV. — *Petite ébénisterie et boissellerie.*

Acajou, avodiré, okoumé.

V. — *Bois de déroulage.*

Avodiré, ayous.

VI. — *Constructions navales.*

Kombala, hintsy, iroko, angélique.

VII. — *Bois luxe* (placage, marqueterie, lutherie).

Zingana, lubinga, ébène, palissandre, trac (16).

SECTION IV

L'avenir des bois coloniaux

Les possibilités de développement du marché des bois coloniaux dépendent de la réalisation des conditions (étude scientifique des bois, exploitation rationnelle, présentation, organisation commerciale, crédit forestier)

(16) Voir le *Figaro Illustré*, août-septembre 1931, p. 38.

à propos desquelles on voudrait présenter quelques brèves considérations.

I. — ETUDE SCIENTIFIQUE DES BOIS COLONIAUX.

« Les essences forestières européennes dont le nombre est assez limité nous sont connues par une expérience séculaire et l'industrie sait les utiliser au mieux de leur propriété » (17).

En France l'étude des bois coloniaux commencée pendant la guerre était poursuivie au Museum National d'Histoire Naturelle, au Ministère des Colonies, au Service Technique de l'Aéronautique, etc... Cette action fut coordonnée dès 1926 par l'Association Colonies-France, puis par le Comité National des Bois Coloniaux.

Une première difficulté était de constituer un inventaire des diverses essences en nombre considérable (plusieurs milliers). Une fois établi « l'état-civil des essences coloniales, il est apparu nécessaire de les faire entrer dans une classification générale au sein de laquelle on pourrait discerner les bois susceptibles d'intéresser le consommateur » (18).

Cette classification devait être basée sur la dureté et la densité : ainsi, mis à part les bois d'ébénisterie, on pouvait étudier les seules essences dont la dureté et la densité restent dans les conditions optima d'emploi (élimination des bois mous ou trop légers ou trop lourds).

On a choisi la méthode d'essai de M. Monnin qui permet de suivre toutes les propriétés physiques et mé-

(17) Collardet, *Etude scientifique des bois coloniaux*.

(18) Id.

caniques des bois suivant l'humidité... Ainsi on a soumis aux essais physiques et mécaniques plus de 300 espèces coloniales.

Ces efforts doivent être poursuivis en concordance avec l'analyse chimique qui décèle les substances intéressant l'industrie (résines, matières tannantes et tinctoriales) et avec l'étude des procédés de carbonisation et de distillation (sous-produits).

II. — AMÉNAGEMENT RATIONNEL DE L'EXPLOITATION.

Pendant très longtemps, les indigènes seuls se livrèrent au travail du bois et ne disposèrent que de moyens rudimentaires : ils se contentèrent d'abattre les arbres les plus gros ou les plus proches des lieux d'évacuation. « Ce fut une véritable mutilation de la forêts » (19). D'où une réaction sévère ; les gouverneurs des colonies interdirent la coupe des bois précieux sauf permis de coupe ; les premiers exploitants portèrent leurs efforts sur les points voisins des lagunes ou rivières ; ainsi la distance à parcourir était faible. Un solide chariot et quelques crics constituaient l'outillage.

Tout est modifié aujourd'hui : les essences rares, les plus rémunératrices, sont souvent très éloignées des fleuves et routes. La main-d'œuvre est de plus en plus rare et le tirage à bras difficilement imposable. D'où nécessité d'adopter pour l'évacuation des moyens mécaniques. (Il y a la question de la force motrice à employer). L'emploi d'appareils coûteux pose le problème compliqué de leur amortissement). Parfois il faudra adop-

(19) Julliard, *L'exploitation forestière coloniale*.

ter le rail (il conviendra alors de déterminer l'écartement optimum). Les wagons devront être choisis soigneusement. Mais, auparavant, il sera nécessaire d'organiser l'abatage et la préparation des grumes pour l'exportation. Comme on le voit par les quelques questions que l'on vient de soulever, la période de l'empirisme est terminée. Le prix de revient domine tous les marchés. Qu'il s'agisse de l'exploitation ou de l'évacuation, de la main-d'œuvre ou de la force motrice, l'entreprise forestière doit être organisée scientifiquement par des spécialistes. Il y a énormément de travail à accomplir. Presque tout est à reprendre. Mais l'effort vaut d'être tenté.

III. — EFFORT DE PRÉSENTATION.

Le menuisier étant habitué à acheter des chênes de dimension standard, il a basé leur usinage sur leurs mesures : le premier effort consiste donc à lui présenter les bois africains de manière semblable, condition essentielle pour lui permettre une comparaison à leur avantage : la présentation de la matière première doit être reformée.

IV. — ORGANISATION COMMERCIALE.

Avant la guerre le prix de revient de l'exploitation pouvait être établi par l'égalité : Prix de revient à l'embarquement de x tonnes, traitement mensuel de x indigènes. Le nègre gagnait 6 francs par mois, le frêt était de 26 francs par tonne, les frais divers au port d'arrivée 5 francs : total 37 francs. En 1930 :

Exploitation	200 francs
Frêt	220 francs
Frais port d'arrivée	60 francs
	480 francs

Donc le coefficient d'augmentation est de 12,97 : dans ce sens un gros effort des compagnies de navigation doit être nécessaire. Des facilités d'embarquement et de débarquement devront être accordées. Une coopération étroite devra réunir producteurs et importateurs.

Une organisation commerciale devra être mise sur pied, permettant notamment en cas de mévente d'éviter un afflux de bois préjudiciable au marché.

V. — PROBLÈMES DU CRÉDIT.

Le problème du crédit se pose à un triple stade :

1° Constitution de l'exploitation ;

2° Trésorerie ;

3° Crédit documentaire, l'importateur n'étant plus un consignataire mais un acheteur ferme et le colonial pouvant récupérer les prix de sa marchandise dès l'embarquement. Actuellement, les forestiers ne jouissent pas d'un bon crédit et les établissements bancaires ne désirent pas traiter avec eux. Aussi a-t-on préconisé la création d'un Office financier ayant pour but la distribution du crédit. C'est oublier l'existence de banques coloniales d'émission, qui ne sont que des banques d'affaires jouissant du privilège de l'émission et qui dès lors peuvent s'intéresser aux affaires qui le méritent. Il ne faut pas distribuer le crédit à tort et à travers, comme

le ferait un Office d'Etat. Dans le cadre des banques existantes, il y a suffisamment de possibilités pour les affaires solides et sérieuses. La solution doit être cherchée auprès des Banques coloniales d'émission.

*
**

Tels sont les différents problèmes que l'on voulait envisager à propos des bois coloniaux. Le développement de la forêt coloniale est souhaitable. Mais il ne suffira pas à résoudre tous les problèmes du bois. Les bois coloniaux ont un magnifique avenir dans les industries de luxe et d'ornement. Mais il ne faut pas les mettre en compétition avec les solides bois du Nord. Chaque essence a son domaine propre. Une politique impériale ne peut suffire à tout.

CHAPITRE IV

LES PAYS DE FAIBLE IMPORTATION EN FRANCE

On se propose d'étudier une série de pays dont les bois alimentent dans une certaine mesure la consommation française. Leur importance est du reste assez faible sur le marché. Si l'on met à part le groupe de l'Europe Centrale qui nous envoie des quantités d'une certaine importance, les autres pays ne comptent dans nos exportations que pour quelques milliers de tonnes. On ne les mentionnera que par souci d'être complet sans dissimuler leur rôle tout à fait secondaire : les chiffres que l'on citera établiront nettement ce point.

SECTION I

Les pays de l'Europe Centrale (1)

On étudiera successivement l'Autriche, l'Allemagne, la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie.

(1) Voir E. Glesinger, *Le Bois en Europe*, op. cit., et Crespel, *Le marché du bois*, Paris 1932.

Autriche. — Malgré les amputations subies à la suite de la guerre, l'Autriche est restée grosse productrice et grosse exportatrice de bois. Sa superficie boisée est de 3.138.181 hectares, soit 37,4 % de la surface totale (0,48 hectares par habitant). 24,1 % des forêts appartiennent à l'Etat, 83,7 % des forêts est occupé par les résineux, et 16,3 % par les feuillus. La proportion des essences est de 58 % pour l'épicéa, 10 % pour le hêtre, 7 % pour le sapin, 7 % pour le mélèze. L'accroissement est de 3,03 mètre cube à l'hectare par an. La production annuelle de 9.523.000 mètres cubes dont 3.371.000 mètres cubes disponibles pour l'exportation.

L'exercice de la propriété est soumis à des limitations légales avec des restrictions très importantes concernant les coupes.

L'exportation des bois est pour l'Autriche un des rares postes de la balance commerciale actif. Il n'existe ni cartels de vente, ni ententes sur les prix, une organisation se heurterait au fait que parmi les 5.500 scieries, il y a un très grand nombre de petites entreprises. Cependant certains accords régionaux fonctionnent, limités il est vrai à l'exportation sur le marché hongrois. Le total des exportations autrichiennes vers la France s'est monté :

en 1932 à	131.491 tonnes
en 1933 à	80,747 »
en 1934 à	59.365 »
en 1935 à	24.923 »

dont voici le détail pour 1935 : chêne franc, 32 tonnes ; bois à construire, 24.441 tonnes ; bois à église, 274 tonnes ; perches, 156 tonnes ; laine de bois, 20 tonnes.

A la veille de l'Anschluss, on pouvait établir le

tableau suivant représentant les exportations de bois autrichiennes (2) :

	1928	1929	1930	1931	1934	1936	1937
	—	—	—	—	—	—	—
<i>Bois brut</i>							
<i>Exp. totale</i>							
en quantité (10009)	7.783	6.181	4.308	2.010	3.008	3.417	4.648
en valeur (mil. schil.)	47,9	38,4	26,8	9,8	13,5	14,1	21,4
<i>Vers l'Allemagne</i>							
quantité	5.067	2.541	1.711	629	1.181	2.009	2.181
valeur	31,1	15,8	9,6	2,3	4,4	8,3	10,1
<i>Vers l'Italie</i>							
quantité	365	463	551	248	204	377	1.042
valeur	2,2	2,7	3,7	1,1	1	1,5	4,6
<i>Bois taillé mais non travaillé</i>							
<i>Exp. totale</i>							
en quantité	11.951	10.435	8.798	7.070	5.764	5.136	7.219
en valeur	156,2	146,9	132,8	78,8	37	51,6	81,3

Cependant dans ce domaine comme dans les banques, l'industrie, le commerce, l'union de l'Autriche à l'Allemagne entraînera des changements considérables (3). L'Autriche participait à l'ensemble de l'exportation européenne du bois tendre pour 8 %. La part de la Yougoslavie était de 2,9 %, celle de la Roumanie 3,9 %, celle de la Tchécoslovaquie 4,9 %, Pologne 6,8 %. En 1937, l'Autriche exporta plus de 3 millions de mètres cubes de bois. L'industrie allemande absorbera toute

(2) *Commercio, Rivista della Confederazione fascista dei commercianti*, avril 1938-XVI.

(3) Gaston Gasteran, Répercussions sur le commerce des bois, *Le Temps* (mars 1938).

cette quantité car l'Allemagne a importé en 1937 plus de 6.900.000 mètres cubes de bois, dont seulement 822.000 venant de l'Autriche.

Ce sont les exportateurs yougoslaves qui vont probablement recueillir la succession de l'Autriche dans ce domaine. L'exportation autrichienne de bois tendre en Italie fut en 1937 de 716.000 mètres cubes.

L'Italie ne pouvant plus compter sur l'Autriche se tournera vraisemblablement vers la Yougoslavie. De même la Hongrie qui importait en 1937 500.000 mètres cubes de bois autrichiens, devra chercher un autre fournisseur.

Allemagne. — Les exportations allemandes vers la France se sont élevées :

en 1932 à	298.903 tonnes
en 1933 à	237.821 »
en 1935 à	215.829 »
en 1935 à	30.193 »

dont le détail pour 1935 s'établit ainsi :

Chêne, 10 tonnes ; bois à construire, 7.813 ; bois en éclisse, 28 ; poteaux de mines, 11.898 ; perches, 4.444 ; bûches, 4.693, etc...

L'Anschluss, en même temps qu'il augmentait considérablement les ressources forestières de l'Allemagne désorganisait le marché du bois en Europe Centrale et on ne peut prévoir encore comment l'équilibre se rétablira.

Pologne. — La Pologne possède 8.943.762 hectares de forêts présentant 23 % de sa superficie totale et 0,32 hectare par habitant. Les forêts de l'Etat couvrent 31,7 % de la totalité et fournissent 50 % du bois brut.

Les diverses essences sont le pin sylvestre (60 %), l'épicéa (12 %), le chêne (5 %) ; on trouve des aulnes, des bouleaux, des trembles. L'accroissement annuel est de 21 millions de mètres cubes.

Une loi du 24 juin 1927 a consacré le principe d'une exploitation rationnelle, adaptant les coupes annuelles à l'accroissement sous le contrôle d'un organisme relevant du Ministre de l'Agriculture. Les exploitations forestières occupent plus de 200.000 ouvriers et la capacité des 1.600 scieries mécaniques est estimée à 11.500.000 mètres cubes. L'industrie du meuble a pris une grande extension.

Les producteurs polonais ont fait de grands efforts pour s'organiser et ont créé des organismes corporatifs. Le commerce extérieur se fait en grande partie par le port de Gdynia pourvu des perfectionnements les plus modernes.

Les exportations qui avaient atteint 4.888.877 tonnes en 1928, étaient tombées à 1.809.388 tonnes en 1931.

La Pologne a exporté en France :

en 1932,	99.009 tonnes
en 1933,	89.301 »
en 1934,	75.328 »
en 1935,	31.960 »

dont le détail pour 1935 est le suivant : chênes, 637 tonnes ; bois à construire, 25.396 tonnes ; merrains, 2.734 tonnes ; poteaux de mines, 3.000 tonnes ; bûches, 59 tonnes, etc...

Roumanie. — La superficie forestière de la Roumanie, considérablement accrue par les traités de paix, est

de 7.134.200 hectares, soit 24,18 % de la surface totale et 0,44 par habitant. L'Etat possède 28,8 % des forêts. Les essences dominantes sont le hêtre (38 %), les conifères (25 %), le chêne (24 %).

Le code forestier roumain imité du code français réglemente l'exploitation forestière. Il prohibe les coupes abusives. La Roumanie occupe à l'heure actuelle un rang honorable parmi les pays européens exportateurs de bois. Ses exportations qui s'élevaient à 1.447.718 tonnes en 1929 sont tombées en 1931 à 1.046.104 tonnes.

Les exportations roumaines vers la France se sont élevées :

en 1932, à 54.136 tonnes
en 1933, à 40.026 »
en 1934, à 39.147 »
en 1935, à 19.798 »

dont le détail pour 1935 est de (en tonnes) :

Chêne, 209 ; noyers, 58 ; bois à construire, 17.403 ; merrains, 2.354 ; bois à église, 78.

Yougoslavie. — La Yougoslavie possède une superficie boisée de 7.720.015 hectares, soit 30,5 % de la surface totale et 0,61 par habitant. Les essences sont les suivantes : conifères purs (11,6 %), chênes (18,2 %), hêtres (24,3 %), mélanges conifères et feuillus (45,9 %). L'Etat possède 47 % du sol boisé. L'accroissement annuel est de 15.000.000 de mètres cubes. 3.400 scieries travaillent le bois. L'exportation des produits forestiers qui s'était élevée à 2.055.311 tonnes en 1927, est tombée en 1931 à 1.290.824 tonnes.

Les exportations yougoslaves vers la France se sont élevées à (en tonnes) :

1932, 24.995

1933, 20.845

1934, 15.833

1935, 10.886

dont le détail pour 1935 est : chênes, 3.096 ; noyers, 379 ; bois à construire, 6.555 ; merrains, 837 ; charbon de bois, 10.

L'Anschluss supprimant la concurrence autrichienne ouvre aux exportateurs yougoslaves de sérieux débouchés, vers l'Italie particulièrement.

Tchécoslovaquie. — Sa superficie boisée est de 4 millions 662.790 hectares, soit 33,2 % de la superficie totale, et 0,33 hectare par habitant. La propriété de l'Etat porte sur 42,5 % des forêts.

Les conifères prédominent en Bohême, Moravie et Silésie (78 %), et les feuillus en Slovaquie et Russie subcarpathique. L'accroissement annuel est estimé à 14,6 millions de mètres cubes par an et il existe dans le pays 3.200 scieries environ qui travaillent en grande partie pour l'étranger et sont groupées en « Union des propriétaires de scieries de la République Tchécoslovaque ».

Les exportations sont tombées de 907.000 tonnes en 1925 à 341.000 en 1931.

Les exportations vers la France se sont élevées à (en tonnes) :

1932, 8.506

1933, 7.468

1934, 3.007

1935, 2.355

dont le détail pour 1935 est :

Chênes, 107 ; bois à construire, 999 ; bois à éclisse, 281 ; charbon de bois, 910.

Hongrie. — Avant la guerre, la Hongrie était un gros fournisseur de bois. Mais les traités de paix lui ont enlevé les régions productrices et les ont attribuées à la Yougoslavie (Slavonie) à la Roumanie (Transylvanie), et à la Tchécoslovaquie (Slovaquie), en sorte que d'exportateur la Hongrie est devenue un pays importateur, tout au moins pour certaines essences.

Elle possède actuellement 1.167.796 hectares, soit 12,6 % du territoire (0,14 hectare par habitant), répartis en futaies (678.358 hectares) et taillis (570.696 hectares).

Le chêne prédomine et se rencontre sur 570.696 hectares, tandis que les conifères ne s'étendent que sur 59.622 hectares.

L'Etat est propriétaire de 56,2 % des forêts et une législation extrêmement sévère réprime les exploitations abusives. On estime que la production peut fournir 1.764.597 mètres cubes de bois de chauffage et 694.843 mètres cubes de bois d'œuvre.

Les exportations vers la France se sont élevées :

en 1932, à	225 tonnes
en 1933, à	42 »
en 1934, à	22 »
en 1935, à	51 »

dont le détail est le suivant pour 1935 :

Chênes, 15 ; bois à construire, 28 ; bois en éclisse, 8.

L'influence de la Hongrie sur le marché mondial,

comme sur le marché français, est absolument négligeable, et en raison du peu d'importance des exportations, il n'existe aucune association importante de producteurs.

SECTION II

Les pays méditerranéens

Italie, Espagne, Grèce, Turquie

Italie. — Les exportations italiennes en France se sont élevées :

1932,	3.394	tonnes
1933,	4.843	»
1934,	4.322	»
1935,	3.296	»

dont le détail pour 1935 est :

Bois à construire, 129 ; merrains, 2.710 ; bois en éclisse, 14 ; bois feuillards, 218 ; bûches, 111, etc.

Espagne. — Les exportations espagnoles en France se sont élevées :

1932,	5.785,4	tonnes
1933,	4.139	»
1934,	3.982	»
1935,	1.354	»

dont le détail pour 1935 est :

Noyers, 10 ; bois à construire, 378 ; merrains, 117 ; lièges bruts, 847 ; bûches, 2.

Grèce. — Les exportations grecques en France se sont élevées :

1932,	160 tonnes
1933,	336 »
1934,	403 »
1935,	247 »

dont le détail pour 1935 est :

Noyers, 243 ; chênes, 3 ; bois à église, 1.

Turquie. — Les exportations turques en France se sont élevées à :

1932,	336 tonnes
1933,	684 »
1934,	500 »
1935,	530 »

dont le détail pour 1935 est : noyers, 521 ; bûches, 9.

Le commerce français des bois avec les pays méditerranéens est donc complètement insignifiant.

SECTION III

Les autres pays

On citera le Canada, les Etats-Unis, la Belgique, la Suisse, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, le Japon.

Canada. — Ses forêts sont parmi les plus grandes et les plus riches du monde. Il possède 298.221.059 hectares boisés (32,8 % de la surface totale) sur lesquelles les forêts domaniales comptent pour 77,2 %. Les essences se partagent en conifères (249.000.000 d'hectares) et

bois dur (48 millions). Les principales espèces rencontrées sont : épinêtre blanche, rouge et noire, pin blanc et rouge, sapin, érable, peuplier, tremble, hêtre.

En 1929, on a abattu 87.526.200 mètres cubes.

Les autorités ont pris des mesures pour obtenir un rendement régulier : interdiction des coupes à blanc, etc.

La plus grosse quantité de bois exportée est dirigée vers les Etats-Unis et destinée pour la plus grande partie à la fabrication de la pâte à papier.

Le Canada est un réservoir d'arbres de toute première importance, mais éloigné de l'Europe il ne joue pas sur ce marché un rôle important.

Les exportations du Canada vers la France se sont élevées :

en 1932, à	854 tonnes
en 1933, à	879 »
en 1934, à	3.195 »
en 1935, à	11.398 »

dont le détail pour 1935 est le suivant : bois à construire, 867,7 ; bois d'œuvre, résineux en rondins, 10.529,2.

Etats-Unis. — Les exportations des Etats-Unis vers la France, assez importantes, se sont élevées :

en 1932, à	33.511 tonnes
en 1933, à	28.386 »
en 1934, à	24.643 »
en 1935, à	28.382 »

dont le détail pour 1935 est le suivant :

Chênes, 430 ; noyers, 14 ; bois à construire, 26.444 ; merrains, 1.456 ; bûches, 49 ; lièges bruts, 1.

Belgique. — La Belgique est très faiblement boisée, la production de ses forêts en 1913 suffisait à couvrir un tiers de ses besoins en poteaux en bois, et un sixième de ses besoins en bois d'œuvre ; aussi recourait-elle largement à l'importation. Malgré l'accroissement réalisé à la suite des traités de paix (Eupen et Malmédy), malgré la conclusion en 1922 de l'Union douanière belgo-luxembourgeoise, la situation n'a pas évolué et la Belgique importe toujours du bois en provenance de Russie, Lettonie, Finlande, Suède, Norvège, Etats-Unis, etc.

Les exportations de l'Union belgo-luxembourgeoise en France se sont élevées :

en 1932, à 43.401 tonnes	
en 1933, à 26.489	»
en 1934, à 16.943	»
en 1935, à 23.260	»

dont le détail pour 1935 est :

Chênes, 466 ; noyers, 1 ; bois à construire, 9.964 ; merrains, 9 ; bois en éclisse, 534 ; poteaux de mines, 5.790 ; perches, 1.415 ; bûches, 3.839 ; charbon de bois, 1.200 ; lièges bruts, 1.

Suisse. — C'est un pays assez richement boisé, qui est à même de couvrir une grande partie de ses besoins de bois par sa production nationale (trois quarts avant la guerre, et pour les bois d'œuvre, 62 %). Le déficit étant couvert par une importation en provenance d'Allemagne, d'Autriche, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Russie, etc. En temps normal, l'application rigoureuse des lois forestières limite les coupes en Suisse strictement au rendement naturel et les maintient même légère-

ment au-dessous. Les exportations de la Suisse vers la France se sont élevées :

en 1932, à 2.789 tonnes
en 1933, à 1.686 »
en 1934, à 2.874 »
en 1935, à 5.400 »

dont le détail pour 1935 est : chêne, 19 ; bois à construire, 5.109 ; bois en éclisse, 20 ; bûches, 187, etc.

Pays-Bas. — Ils sont très pauvres en forêts et sont obligés de recourir de manière permanente à l'importation.

Ils ont envoyé en France :

en 1932, 4.771 tonnes
en 1933, 738 »
en 1934, 336 »
en 1935, 127 »

Grande-Bretagne. — Les exportations anglaises en France se sont élevées :

en 1932, à 4.418 tonnes
en 1933, à 1.816 »
en 1934, à 1.635 »
en 1935, à 1.590 »

dont : 540 de bûches, 227 de bois à construire, 791 de noyers, chênes 29.

Japon. — Les exportations japonaises en France se sont élevées :

en 1932, à 1.171 tonnes
en 1933, à 635 »
en 1934, à 417 »
en 1935, à 459 »

dont le détail pour 1935 est : charbon de bois, 4 ; bûches, 6 ; chêne, 449.

On a ainsi terminé la revue de toutes les sources qui, en dehors de la production coloniale, alimentent la consommation française. On voit que de très nombreux pays concourent à la formation de ce marché. Mais souvent les quantités exposées ne valent que pour mémoire. Remarquons pour terminer :

1° Si l'on met à part le groupe de l'Europe Centrale on constate que les quantités envoyées par les divers pays sont absolument sans importance. La disparition de l'Autriche comme pays indépendant et l'absorption totale probable de sa production par l'Allemagne ne pourra que renforcer cet état de choses. Du reste la politique des contingentements a réduit l'importation de ces pays dans des quantités considérables, très souvent la moitié, parfois les trois quarts et plus.

2° Les bois ainsi importés ne sont pas d'une qualité extraordinaire : c'est dans ce domaine que l'on peut et que l'on doit envisager une politique coloniale de remplacement. La plupart des bois ainsi importés d'un peu partout pourraient être remplacés assez facilement par des essences venues des colonies.

3° Beaucoup de ces pays (et notamment ceux de l'Europe Centrale) ont pratiqué après la guerre une politique d'exploitation inconsidérée pour répondre du reste à une demande dont l'amplitude n'était que passagère. L'Etat a dû intervenir et édicter une sévère législation forestière réglementant les coupes et posant des limites au déboisement ; un peu partout la formule de l'exploitation rationnelle a dû être adoptée.

CHAPITRE V

LES EXPORTATIONS FRANÇAISES

Pour avoir une vue complète du marché du bois en France, nous allons maintenant dresser le tableau de nos exportations et en établir les principales caractéristiques (1).

TABLEAU N° 1. — *Exportations totales en bois communs (en tonnes)*

PAYS DESTINATAIRES	1932	1933	1934	1935
Allemagne	5.741	5.681	12.931	9.083
Union éconóm. Belgo-Lux.	97.147	75.750	76.933	57.990
Egypte	8.453	931	159	139
Espagne	26.476	22.695	14.761	5.562
Etats-Unis	595	2.389	208	2.275
Grande-Bretagne	216.042	148.993	157.920	332.282
Italie	8.331	6.052	5.615	3.118
Pays-Bas	779	256	520	681
Suisse	47.749	35.490	34.847	34.435
Autres pays	1.450	348	792	1.216
Algérie	23.809	28.992	34.209	49.334
A. O. F.	648	333	477	223
Madagascar	340	358	286	82
Maroc	4.845	5.398	3.389	2.980
Tunisie	7.388	7.109	7.546	7.484
Autres Colonies	1.351	1.006	1.052	630
Total	443.874	341.981	351.645	508.014

(1) Chiffres extraits de la *Revue des Bois*, directeur Marcel Grouard.

TABLEAU N° 2. — *Détail de nos exportations pour 1935*

	Chêne	Noyer	Autres bois à construire	Merrains	Poteaux de Mines	Charbons de bois	Divers (2)
Allemagne	1.374	165	6.958	—	231	5	350
U. E. B.-Lux...	7.598	349	13.799	72	27.514	167	8.491
Egypte	57	—	64	—	—	—	18
Espagne	—	26	2.414	32	—	2.999	81
Etats-Unis	—	134	211	—	—	6	2.424
Gde-Bretagne ..	2	380	588	—	329.286	4	2.022
Italie	—	2.389	100	—	—	227	402
Pays-Bas	115	12	489	—	—	—	65
Suisse	1.865	2.670	10.333	77	—	298	19.192
Autres Pays ...	—	761	288	76	—	7	84
Algérie	12.540	53	29.651	885	1.481	469	38.851
A. O. F.	25	—	145	—	—	1	52
Madagascar ...	—	—	145	1	—	—	10
Maroc	343	9	2.252	8	—	—	368
Tunisie	610	46	3.066	4	2.616	41	1.001
Autres Colonies	166	—	411	10	—	7	36
Total	24.695	6.994	70.840	1.165	361.128	4.321	38.851

TABLEAU N° 3. — *Exportations de bois exotiques (1935)*

Pays des/natales	Buis	Acajou	Koumé	Autres bois lins	Mouture	Autres bois de teinture	Feuilllets de placage	Placage	Divers (3)	Total
Allemagne	79	612	Repris sous rubriques bois communs. Voir tableau n° 2	321	80	1	86,9	52,8	10	1.242,7
U. E. Belge ...	30	303		368	104	20	446,8	319,5	24,6	1.620,9
Egypte	10	18		38	—	—	11	17,1	1,6	95,7
Espagne	5	57		113	8	1	1,4	10	—	195,4
Etats-Unis	339	541		372	—	—	2,3	13,7	112	1.378
Grande-Bret. ..	22	37		223	5	—	2.754,2	995,9	1,8	4.038,9
Italie	8	114		273	28	2	20,7	58,5	—	964,2
Pays-Bas	—	—		25	—	—	277,4	30,9	1,9	334,2
Suisse	18	316		183	3	—	532,9	217,4	4,5	1.274,8

(2) Ce poste comprend : paille ou laine de bois, bûches, fagots et bourrées, lièges bruts rapés et en planches, perches, étançons et échelas bruts, bois feuillards et échelas fabriqués, bois à éclisses...

(3) Pièces de charpente et charronnage, planches et frises ou lames de parquets rabotées, rainées et bouvetées.

Pays destinataires	Bois	Acajou	Okoumé	Autres bois fins	Moulure	Autres bois de teinture	Penillots de placage	Placage	Divers	Total
Autres Pays ..	16	708	61	457	53	3	189,9	317,6	100,1	1.344,6
Algérie	—	61	2	32	—	—	13,3	1.926,7	915,3	2.942,3
A. O. F.	—	2	Repris sous rubriques bois communs voir tableau n. 2	12	—	—	0,3	22,2	21,8	58,3
Madagascar ...	—	—	—	—	—	—	0,1	1,2	190,7	192
Maroc	—	6	—	30	—	—	3,3	47,4	55,5	143,2
Tunisie	—	30	—	16	1	—	5,2	87,9	117,6	257,7
Autres Colonies	—	1	—	7	2	—	11	22,4	19,3	62,7
Total	527	2.806		2.470	284	28	4.356,7	4.141,2	1.576,7	16.190,6

De l'examen de ces divers tableaux, nous pouvons fixer les constatations suivantes :

1° La balance du commerce français en ce qui concerne le bois est largement déficitaire ; nous aurons tout à l'heure à interpréter l'équilibre importation-exportation. Cependant nos exportations notamment en bois communs sont loin de constituer une quantité négligeable et peut-être un certain développement est-il possible sur ce point.

2° Nos meilleurs clients sont dans l'ordre et en 1935 : Angleterre, Union Economique B. C., Algérie, Suisse. Plus des trois cinquièmes de nos exportations sont dirigées vers l'Angleterre qui demeure d'une façon constante notre meilleur client. Il y a là un élément important dans la politique à adopter vis-à-vis de la Grande-Bretagne au point de vue des échanges commerciaux.

3° Nos exportations vers nos colonies sont assez faibles : elles atteignent à peine la septième ou la huitième partie de nos exportations totales. Encore l'Algérie absorbe-t-elle la presque totalité de ce quantum.

4° En 1935, les seuls « poteaux de mine » constituent près de 70 % de nos exportations.

5° Nos exportations de bois exotiques sont extrêmement minces : nous n'avons pas su devenir un centre de distribution des bois coloniaux. Il y a dans ce domaine un important effort à accomplir. Nous avons tout à gagner à la diffusion des bois de notre empire et les ports français sont assez bien outillés pour tenter le trafic.

Il faut maintenant penser de donner une vue générale de la balance de notre commerce extérieur en bois (4).

Notre balance s'établit comme suit :

BOIS A CONSTRUIRE				PERCHES, POTEAUX MINES, ETC...			
IMP.		EXP.		EXCÉDENT		EXCÉDENT	
—	—	—	—	IMP.	EXP.	IMP.	EXP.
1909	1.336.607	239.974	1.096.633	—	251.830	725.369	—
1910	1.374.664	258.078	1.116.586	—	146.440	727.065	—
1911	1.413.524	286.182	1.127.342	—	128.860	761.362	—
1912	1.480.293	284.736	1.195.557	—	135.082	791.833	—
1913	1.562.179	337.756	1.224.423	—	147.927	904.049	—
1920	1.086.584	256.455	830.129	—	47.250	851.551	—
1921	1.055.692	381.455	674.237	—	36.244	760.397	—
1922	1.593.054	407.955	1.185.099	—	61.908	1.106.284	—
1923	1.530.870	535.653	995.217	—	120.228	1.355.530	—
1924	1.641.334	625.687	1.015.467	—	140.489	1.300.113	—
1925	1.174.374	691.412	482.962	—	133.232	1.171.334	—
1926	1.494.493	689.581	804.912	—	291.504	701.723	—
1927	1.364.060	460.212	739.005	—	602.709	1.043.405	—
1928	1.588.919	536.352	827.708	—	375.527	1.044.519	—
1929	1.999.217	425.632	1.163.287	—	389.249	925.460	—
1930	1.921.817	294.331	1.627.486	—	736.572	839.773	—
1931	1.793.981	179.730	1.614.251	—	476.583	556.486	—
1932	943.926	101.353	842.573	—	219.033	262.203	—

(4) Voir *La France Forestière et Industrielle* de mars 1934.

Notre balance, comme on peut le remarquer (et le nombre des années choisies ainsi que leur éloignement marquent qu'il s'agit d'un phénomène constant) comporte toujours un déficit énorme pour les bois de construction.

En ce qui concerne les perches et les poteaux de mines, notre exportation est toujours considérable et la balance est toujours créditrice.

Pour les autres postes on peut faire les observations suivantes :

a) Les bois merrains. — Notre exportation est toujours à peu près nulle, les quelque milliers de tonnes exportés l'étant toujours vers nos colonies.

b) Bois à papier. — Exportation complètement nulle.

Il reste que nos besoins de bois d'œuvre d'importation, bois résineux de construction principalement, ont toujours été et restent énormes et que par contre nous sommes assez gros producteurs de bois bruts : poteaux de mines, etc., et donc on ne peut dire comme on l'a inconsidérément affirmé que notre production forestière actuelle suffit à couvrir tous nos besoins. Il suffit de considérer le point de vue qualitatif pour apercevoir le caractère erroné de cette affirmation. Certains veulent à tout prix arrêter l'importation des bois en France. Tous les arguments sont bons pour justifier une telle prétention.

Ne serait-il pas plus simple et plus sage d'exporter les bois dont nous n'avons pas besoin et d'importer ceux que leur qualité rend indispensables.

DEUXIÈME PARTIE

L'ORGANISATION DU MARCHÉ
DU BOIS EN FRANCE

DEUXIÈME PARTIE

L'ORGANISATION DU MARCHÉ DU BOIS EN FRANCE

LE COMMERCE DU BOIS

Pour l'étude du commerce des bois, il faut distinguer le commerce des bois français, le commerce des bois coloniaux et le commerce d'importation des bois des pays étrangers.

I. — COMMERCE DES BOIS FRANÇAIS.

Il comprend au sens large l'exploitation, le sciage et le négoce, ces trois activités pouvant être séparées ou réunies. L'exploitation achète les bois sur pied, revend les produits de la coupe à ses divers clients et immobilise relativement peu de capital. Le scieur qui achète parfois des grumes à l'exploitant est très souvent exploitant lui-même. Son métier comporte alors, outre de nombreux aléas d'importantes immobilisations financières. Le négociant achète les sciages en scierie et les revend aux consommateurs soit en gros pour expéditions

directes au lieu de production, soit au détail dans ses chantiers urbains. Avec la crise le négociant cherchant à réduire ses stocks improductifs ne prend plus que des bois secs : aussi le métier de scieur est-il particulièrement lourd. Les bois sur pied depuis 1930 n'ont pas cessé de baisser de prix et les courbes des sciages sont également décroissantes. Beaucoup de scieurs en France, artisans, ont dû fermer leur maison. N'ayant que très peu de crédit bancaire, ne participant pas au cycle du crédit agricole et à ses largesses, ils ont dû, sur un marché anémié, jeter à n'importe quel prix les stocks possédés : aussi 50 % des scieurs ont-ils disparu du marché, situation angoissante, car elle rejaillit sur les propriétaires forestiers qui vendent avec difficulté leur bois sur pied.

II. — COMMERCE DES BOIS COLONIAUX.

Ce commerce comprend le coupeur, l'exportateur et l'importateur français.

Le coupeur, après avoir pris une concession, y exploite les essences voulues : les transformant en rondins ou les équarissant, il les vend rendues à la rivière à l'exportateur. Ce dernier, après avoir réceptionné les billes, les fait descendre par radeaux jusqu'au port où il les embarque sur un navire et les vend à l'importateur français soit F. O. B., soit C. A. F. port d'importation. L'importateur reçoit la marchandise, l'expédie à sa clientèle ou la stocke dans ses magasins. Les paiements ont lieu à l'importation soit comptant, soit par traites acceptées (80 % remise des documents, 20 % à l'arrivée à vue de l'acheteur). La crise a sévi durement

et les forestiers coloniaux ont pris des mesures héroïques : réduction du tonnage des bois exploités, amélioration de la qualité exportée, etc....

III. — COMMERCE D'IMPORTATION.

Depuis la crise on n'importe plus guère que des bois résineux : l'importation des bois durs est en veilleuse. Le commerce des bois du Nord se fait par les importateurs selon des modalités déjà décrites. Il en va de même pour le commerce d'importation des bois des autres pays d'Europe.

Quant aux négociants et aux entrepreneurs, ils font souvent leurs achats par l'intermédiaire d'agents et commissionnaires qui sont soit les représentants exclusifs, soit libres de tel industriel. Ces intermédiaires travaillent à la commission (2 à 3 % de la vente) et connaissent admirablement les diverses qualités du bois et les besoins de leurs clients.

Le plan pour la deuxième partie de ce travail sera le suivant :

CHAPITRE I. — *L'organisation professionnelle du Marché du Bois.*

Section I. — L'organisation professionnelle en France.

Section II. — Modalités diverses de l'action collective à l'étranger.

Section III. — Perspectives de l'action collective en France.

CHAPITRE II. — *Les prix.*

Section I. — Le marché du bois dans sa généralité.

Section II. — Les prix dans les principaux pays.

Section III. — Les prix en France.

Section IV. — Evolution générale (Résumé et aperçus actuels).

CHAPITRE III. — *L'Etat et le marché du bois.*

Section I. — L'Etat et le marché international.

Section II. — L'Etat et marché international.

CHAPITRE IV. — *Les possibilités de développement du marché du bois en France.*

Section I. — La crise du bois. - Connexité avec l'industrie du bâtiment.

Section II. — L'enquête sur la production.

Section III. — Les réalisations anglaises en matière de logement.

Section IV. — Les plans français en matière de logement.

Section V. — Mesures propres à ranimer le marché du bois.

CHAPITRE V. — *L'organisation internationale du marché du bois.*

Section I. — Les divers pays intéressés.

Section II. — Les principaux congrès du bois.

Section III. — Les principaux problèmes abordés.

Section IV. — Les possibilités d'organisation rationnelle du marché international.

CONCLUSION. — Le véritable problème du bois.

Cette étude aura pour but de décrire l'organisation du marché du bois et d'en expliquer le mécanisme. On y verra le rôle des divers syndicats professionnels qui, dans ce domaine, jouent un rôle considérable. On rencontrera dans la plupart des questions la querelle néfaste, importateurs, producteurs, comme si le marché du bois ne formait pas un tout qui périra ou se sauvera dans sa totalité. Tous ceux qui, à un degré quelconque vivent du bois doivent se préoccuper de le défendre contre ses détracteurs.

L'évolution des prix que nous regrettons, faute de documents précis et dignes de foi, de n'avoir pu dresser jusqu'à ces tout derniers moments, nous donnera la clef du mécanisme de ce marché. Ce marché, nous verrons l'Etat, sous la pression d'intérêts particuliers, l'anémier si possible davantage et en tout cas le désorganiser complètement. Il faudra alors prévoir d'urgence des mesures qui sauveront ce qui peut être sauvé et ranimeront une corporation si intéressante pour l'intérêt national. Enfin nous tracerons le schéma d'une organisation internationale rationnelle du marché du bois.

Au milieu de ces problèmes vitaux qui postulent des solutions de principe et obligent à prendre position, nous essaierons dans la mesure de nos forces de réaliser

la plus stricte objectivité. Nous sommes convaincus que beaucoup de querelles sont néfastes et qu'à faire triompher certaines solutions on finit par s'offrir soi-même en victime. Nous tenterons de dégager dans notre conclusion cette ligne générale professionnelle, cette ligne de défense et de développement du bois qui devrait s'imposer à tous ceux dont l'arbre est une source d'activité et de profit.

CHAPITRE I

L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE DU MARCHÉ DU BOIS

Avant d'étudier le mécanisme et les possibilités du marché du bois en France, il convient de décrire l'organisation professionnelle des commerçants et industriels du bois. L'importance de ces groupements, leur discipline, leur coordination peut avoir sur le marché une influence considérable. Le commerce du bois est, on l'a vu, multiple : forestiers, scieurs, négociants, importateurs vivent de l'arbre et ont de prime abord des intérêts divergents, voire opposés. S'ils ne savent pas s'unir pour la défense des intérêts communs à la profession, et toujours supérieurs aux divergences particulières, l'ensemble du marché en supportera les conséquences. Nous constaterons pour la France les tristes effets de cette opposition.

Avant de décrire l'organisation professionnelle, il faut en affirmer la grandissante nécessité. Les problèmes professionnels nouveaux ne sont plus à l'échelle d'un homme ou d'un simple groupe : pour se défendre

contre un contingentement exagéré ou une circulaire injuste, il faudra l'action commune de tous les importateurs, comme aussi pour défendre le bois contre l'emploi des succédanés, il faudra l'autorité et la puissance de tous les groupements du bois sans exception.

Il ne faut pas méconnaître cette vérité essentielle : à côté des problèmes multiples du bois, il y a le problème de l'emploi du bois qu'il faut maintenir dans la construction contre les matériaux de remplacement, de sa consommation qu'il faut développer dans les industries de luxe. Le bois risque, en ce moment sa place comme matériau de première nécessité.

Les diverses organisations professionnelles du bois doivent donc s'unir : il en va de l'avenir même du marché.

SECTION I

L'organisation professionnelle en France

Comme on l'a écrit : « La France est le premier pays qui ait réalisé une organisation syndicale des industriels et commerçants du bois, certains groupements pouvant déjà fêter le cinquantenaire de leur constitution » (1).

On trouve dans cet ordre d'idées en France :

I. — *Les propriétaires forestiers.* — Il y a en France 1.445.730 forestiers propriétaires de moins de 10 hectares, 63.374 possédant de 10 à 50 hectares, 15.789 propriétaires de 50 à 100 hectares et 3.299 ayant plus de 200 hectares. Seuls ceux des deux dernières catégories

(1) Crespel, op. cit., p. 17.

possèdent des forêts commercialement exploitables, en aménagement régulier. L'ensemble de ces propriétaires est rattaché à la Société des Agriculteurs de France, où ils forment une section spéciale appelée « Comité des forêts ».

II. — Les exploitants et scieurs dont la profession est en grande partie artisanale, sont en général organisés par régions forestières : à l'heure actuelle il existe environ 80 groupements qui se sont fédérés le 17 juillet 1902, sous la dénomination de Fédération Nationale des Syndicats d'exploitants forestiers, scieurs et industriels du bois.

III. — *Les marchands de bois* ont constitué des syndicats dont le type est la Chambre syndicale des bois à œuvrer de Paris : la plupart d'entre eux se sont groupés sous le nom de Groupement général du commerce et de l'industrie du bois de France.

Pendant un certain nombre d'années, la Fédération et de Groupement s'ignoraient, mais ils se sont réunis sous l'égide de l'ancienne Confédération générale de la production française. Ainsi fut formé le 26^{me} groupe comprenant divers organes s'occupant du marché du bois.

IV. — *Les commissaires et courtiers* se sont groupés dans la Chambre Syndicale des agents et commissionnaires en bois.

V. — *Les importateurs de bois de l'Europe centrale* ont constitué divers syndicats qui, à vrai dire, demeurent indépendants, tandis que les importateurs de bois coloniaux constituent eux aussi des groupements divers le plus souvent par port d'importation (Chambre syndi-

cale des importateurs des bois coloniaux à Bordeaux, Syndicats des importateurs des bois coloniaux du Sud-Est, Chambre syndicale des importateurs et commissionnaires de bois exotiques au Havre).

Comme organe général il faut citer le Comité national des bois coloniaux.

VI. — *Les importateurs de bois du Nord* se sont groupés au lendemain de la guerre de 1870-71 et constituent des groupes régionaux (Nord, Normandie, Bretagne, Bordeaux, Méditerranée....), réunis dans la puissante Fédération des importateurs de bois du Nord en France.

Enfin quelques maisons d'importation de bois du Nord qui n'appartiennent pas à l'un des six syndicats régionaux sont groupés soit à la Chambre syndicale des bois à œuvrer, des bois de sciage et d'industrie, soit au Syndicat général des importateurs de bois, soit au Syndicat des négociants en bois des départements du nord de la France.

Telle est donc la carte géographique de l'organisation professionnelle en France.

Quel est donc le rôle de ces divers organismes ? Tout groupement de producteurs peut essentiellement poursuivre deux buts différents. L'un, constituant ce que l'on appelle traditionnellement le syndicat, poursuit une action sociale, défend les intérêts généraux de la profession qu'il représente devant les pouvoirs publics, fait de la propagande, assure la documentation, etc....

L'autre constitue l'entente économique et poursuit directement une action sur les prix. Ces deux types ne sont pas des catégories nettement distinctes, car telle modalité de l'action prise par un syndicat peut avoir

en fait le même résultat qu'une entente économique. Mais en France, jusqu'à ces toutes dernières années, l'action de ces divers organismes constituait la défense des intérêts professionnels communs et leur rôle sur les prix était à peu près nul. La profession du bois en France est trop dispersée, trop artisanale pour accepter des directives communes au point de vue économique : l'entente économique suppose une assez grande concentration.

Dans le domaine des prix, sur le marché du bois, la loi de l'offre et de la demande régnait.

Sur le plan défense des intérêts professionnels — coordination, documentation, propagande, défense auprès des pouvoirs publics — l'action de ces divers groupements est en général rapide et bien conduite. Le marché du bois, ces dernières années, a été dominé par la lutte entre les producteurs nationaux et les importateurs de bois du Nord principalement. Des revues, des brochures, des adresses et des rapports au groupe forestier interparlementaire ont proclamé les thèses en présence : la lutte a été chaude et les importateurs ont dû se défendre contre des attaques souvent discourtoises et parfois basées sur des statistiques incomplètes ou truquées. Même en faisant la part des nécessités de la polémique et aussi du fait que les présidents ou secrétaires de syndicat ont toujours quelque chose à sauver, on ne peut approuver ni le terme, ni les buts de cette campagne. Le résultat, du reste, l'a condamnée, car alors qu'on importe de moins en moins de bois, la production et les prix nationaux n'en sont guère fortifiés. C'est là un exemple de défense professionnelle mal comprise et nuisible à tous.

Une action commune pour le développement de la consommation du bois eut semblé préférable : l'organisation professionnelle du bois en France révèle donc une lacune grave. Il ne suffit pas de s'occuper des intérêts particuliers de chaque secteur, de les défendre avec fougue, d'établir d'impressionnantes statistiques. Il faut être apte à saisir dans son ensemble les intérêts communs du marché. La présence d'un organisme central d'études de coordination et d'action manque cruellement au marché du bois. Un tel organisme, comprenant que tous ceux qui vivent du bois ont des intérêts qui les lient à côté des sujets qui les séparent, serait peut-être capable de poursuivre une politique positive. Faisons des vœux pour sa création, car sinon l'action sociale des divers intéressés est trop fragmentaire, trop particulariste. Vu du dehors, le marché du bois apparaît comme un champ clos où s'affrontent les passions sans souci d'une action commune, de directives sages et modérées : les seuls bénéficiaires de ces discordes sont les matériaux de remplacements.

Sur le plan économique, en France, c'est l'inorganisation totale. On assiste à des efforts séparés, tel l'effort de discipline des importateurs de bois du Nord qui, dès 1928, réduisirent d'un commun accord leurs importations pour lutter contre l'effondrement des prix lorsque se déclencha l'importation massive et inconsidérée des bois de l'Europe centrale. Les importateurs de bois coloniaux donnent un autre exemple de discipline syndicale lorsque, durant l'accumulation de leurs stocks, ils décidèrent de suspendre toute importation pour un temps.

D'un autre côté on assiste à une anarchie totale : tels

ces forestiers qui, ne trouvant plus sur le marché extérieur l'écoulement de leurs résineux et de leurs chênes, continuent malgré une évidente crise de surproduction leur exploitation et considérant le marché français comme leur fief naturel, veulent lui imposer des essences que la clientèle ne veut pas. Il en résulte tout naturellement un effondrement des prix. Certes il est très difficile d'imposer une discipline économique identique à un grand nombre de petits exploitants. Pourtant le salut du marché est à ce prix. Réduire ou augmenter la production, et ainsi discipliner en quelque manière les prix, c'est l'a. b. c. de la technique de l'action commune. L'organisation du marché du bois en France, mal dirigée au point de vue social, est inexistante au point de vue économique. Encore une fois, la dispersion artisanale, si elle constitue une explication de l'état de choses actuel, ne doit pas être considérée comme un obstacle définitif. Un minimum d'ordre et de discipline peuvent toujours être atteints lorsque les intéressés ont conscience que cet ordre et cette discipline ne peuvent leur être favorables. Il faut réorganiser le marché du bois en France, il faut créer des organismes capables d'embrasser l'ensemble du problème du bois.

A cet égard il est expédient d'étudier quelques modalités de l'action collective entreprise dans les principaux pays producteurs de bois pour régulariser et discipliner le marché.

SECTION II

Modalités diverses de l'action collective à l'étranger

Il existe des pays qui, comme la France, ne possèdent ni cartels de vente, ni ententes sur les prix : tel est

le cas de l'ancienne *Autriche*, où le marché était laissé à la libre concurrence, une organisation se heurtant entre autres difficultés à ce que parmi les 5.800 scieries du pays il y avait de très nombreuses petites entreprises, notamment dans les régions forestières de l'ouest qui pratiquaient l'exportation, et d'autre part en dehors des scieurs qui exportaient directement, un grand nombre de négociants travaillaient avec l'étranger. (Cependant une certaine entente s'était constituée entre les propriétaires de scieries de Carinthie pour le placement de leur production en Italie, et la Chambre de Commerce de Cratz avait pris l'initiative d'un accord avec les petites scieries travaillant pour le marché hongrois).

Au Canada, également, on ne peut citer à proprement parler d'associations de producteurs ni d'ententes sur les prix. Chaque province est très décentralisée et le marché est en grande partie régi par les Chambres de commerce.

En *Finlande*, si au point de vue du bois proprement dit l'exploitation est libre, s'il n'y a pas de comptoir de vente cartellisé, il existe des syndicats qui cherchent une politique de prix communs à tous les adhérents. Telles sont l'Union des exportateurs de potaux de mines, et surtout l'Union des scieries finlandaises qui représente 75 à 80 % des quantités exportées et veille aux intérêts économiques et politiques généraux de l'industrie du bois, sans servir d'intermédiaire pour la vente.

Dans ce pays existe une forte discipline collective, et pour les dérivés du bois, tant en ce qui concerne l'exportation que le commerce intérieur, des trusts se sont formés (allumettes, pates de bois), et de puissantes Unions existent pour coordonner le commerce d'exportation

(Société des Papeteries de Finlande, Union des exportateurs de bobines....).

En 1930, par un effort de discipline librement consenti, les membres des syndicats de producteurs, en accord avec leurs confrères suédois et norvégiens, s'imposèrent des restrictions rigoureuses, fixant d'avance la production du bois pour l'année 1931 à 20 % de moins que celle de l'année précédente et groupant les entreprises en trois classes, selon leur importance, pour assigner un contingent à chacune d'elles.

En *Norvège*. — Il n'existe ni restrictions aux exportations, ni organisations cartellaires de vente, ni d'accord entre producteurs sur les prix. Mais un grand nombre des sociétés privées concourent à la conservation et au développement des forêts. La société forestière norvégienne apporte ses conseils aux propriétaires et l'Union norvégienne des propriétaires de forêts a pour but de sauvegarder les intérêts de ses membres. On peut citer aussi des associations d'acheteurs de bois, de forestiers, de mesureurs de bois, de flottage en commun, etc....

En *Pologne*. — Les industriels et commerçants du bois ont fait de nombreuses tentatives pour s'organiser. Plusieurs ententes temporaires ont pu se conclure pour une branche déterminée (parquet), mais elles avaient surtout en vue le marché intérieur. Cependant deux organismes ont pu être créés, dont l'un est appelé à régler les exportations de bois à papier et l'autre celle des sciages de résineux. Ils ont pour but de régulariser les quantités offertes à l'exportation et de mettre fin à l'activité douteuse de certaines maisons qui auraient pu discréditer le bois polonais à l'étranger.

En *Suède*. — Les exportateurs de bois sont groupés en une puissance association, mais il n'a pas été constitué de bureau unique de vente à l'étranger : les prix restent librement discutés par chaque adhérent. Quant aux industries dérivées, seule la fabrication des allumettes fut nettement cartellisée. Dans les autres branches de puissants syndicats réussirent, par une discipline librement consentie, à modeler la production sur les possibilités de la consommation.

Il faut signaler qu'en 1921 les importateurs voulant résister à l'exploitation dont ils étaient victimes de la part des suédois, possesseurs d'un quasi-monopole de fait, ces derniers, pour éviter de consentir des prix moins élevés, conclurent un arrangement avec leurs collègues finlandais (leurs seuls concurrents sérieux de l'époque) et fixèrent des prix minima en-dessous desquels les consignataires s'engageaient à ne pas descendre. Mais les exportateurs finlandais ne possédaient pas les capitaux nécessaires pour temporiser, et comme leurs prix de revient étaient plus bas que ceux des suédois, le cartel se rompit et la conséquence de cet état de fait fut une débâcle des prix.

En *Yougo-Slavie*. — Il n'existe pas d'organisation concernant la production et l'exportation. Plusieurs tentatives infructueuses ont été faites qui ont échoué par suite du nombre considérable de producteurs. Cependant le 8 juin 1930 s'est constitué un syndicat roumain-yougoslave : l'Union-Bois, qui a placé son siège à Bâle. Ce syndicat ne tend pas vers un cartel avec abandon de l'autonomie de chaque membre, il a seulement pour but de prendre position sur tous les marchés en régularisant les prix et en unifiant les classements, ainsi que les

conditions de paiement et de vente. Cette organisation encore rudimentaire ne compte guère que quelques gros producteurs.

De cette brève esquisse on retiendra les difficultés d'organiser sérieusement le marché du bois :

1° Sur le plan international les accords ne sont pas viables, étant donné la trop grande différence de prix de revient d'un pays à l'autre.

2° Sur le plan national, l'absence de discipline et la dispersion artisanale de la profession rendent quasiment impossible toute action collective à but économique (contrôle des marchés, stabilité des prix, régularisation des quantités exportées). Seuls des pays où prévaut une très forte discipline collective peuvent arriver à des résultats tangibles. Encore le plus souvent les syndicats formés ne représentent que quelques gros producteurs, les conditions naturelles de l'exploitation du bois s'opposent à l'organisation économique de son marché.

SECTION III

Perspectives d'organisation du marché français

Le problème se complique encore en France par l'existence de la nuisible rivalité importateurs-producteurs nationaux et par le fait de multiples traités de commerce qui, tant à l'importation qu'à l'exportation, empêchent l'exercice d'une politique rationnelle. Cependant il semble que l'on puisse poser les principes suivants :

1° Avant tout, l'accord de tous les intéressés doit s'établir sur un programme positif de développement

de la consommation du bois. Le bois est menacé, le bois est défendu.

2° Une entente sérieuse doit réunir les principaux producteurs de bois français pour l'adoption d'une politique tendant à éviter la surproduction d'essences impossibles à écouler sur les marchés extérieurs et intérieurs. D'une façon ou d'une autre, par la volonté libre et la contrainte légale, tous les intéressés doivent participer à cet effort. C'est une œuvre de salut public. A cette seule condition les prix pourront être raffermis, mais cette condition est impérative. L'expérience des grands cartels internationaux a montré que les ententes visant à agir directement sur les prix ont échoué : On ne peut agir sur les prix que par l'intermédiaire des quantités produites. C'est une loi économique certaine. Toute action collective en France pour raffermir les prix devra porter sur la limitation de la production d'essences invendables.

3° Le conflit production-importation doit être résolu dans la sécurité. Une commission scientifique doit s'occuper de déterminer quels sont parmi les bois importés ceux que la forêt française ou coloniale peut exactement remplacer en qualité et en quantité. Les essences dont l'équivalent ne se trouve pas en France doivent être importées sous la seule limitation imposée par les fédérations d'importateurs, capables de déterminer le point de saturation au-delà duquel un effondrement des cours se produirait.

4° Les problèmes ainsi réglés, un organisme central comprenant les représentants de tous ceux dont l'intérêt gravite autour du marché du bois, décidera et exécutera les grandes lignes de la politique du bois suscep-

tible de développer le marché. Il pourra éviter la surproduction et l'embouteillage du marché. Cet organisme devra être libre et l'Etat ne devra intervenir que pour en faciliter la constitution et y participer suivant les intérêts que lui donne la possession des forêts domaniales.

Faute de suivre les grandes lignes de ce programme, on ne pourra que conduire le marché du bois à son asphyxie progressive et à son anéantissement total. Seule l'organisation professionnelle intégrale peut lui redonner la vie.

CHAPITRE II

LES PRIX

Les prix du bois dépendent d'abord des conditions générales du marché, notamment de l'importance de l'offre et de la demande, et principalement de l'élasticité de cette dernière, car une fois la production mise en mouvement, si l'on suit les règles de l'exploitation rationnelle, la quantité mise sur le marché ne risque pas de subir des variations par trop considérables. Donc il faut à ce point de vue, avec quelques caractéristiques particulières, envisager le bois comme matière première soumise aux fluctuations de l'offre et de la demande et dont le prix, sur le marché, s'établit par une série d'équilibres successifs.

Il faut noter en outre que de nombreux bois, notamment les bois du Nord, sont cotés en une monnaie universellement connue et appréciée, la livre notamment. Les autres pays devront donc tenir compte dans leurs prévisions et leurs contrats des variations monétaires possibles qui peuvent s'ajouter aux conditions propres de l'offre et de la demande.

En France la consommation requiert à la fois une production nationale et une certaine importation : on a déjà fixé les principaux éléments du prix de revient des bois nationaux (1^{re} Partie. - Ch. I) : On ajoutera dans ce chapitre quelques considérations sur le prix de revient aux ports de débarquement des bois du Nord et des bois coloniaux. On verra la multiplicité des facteurs qui conduisent à la fixation d'un cours déterminé. Malheureusement *les renseignements fournis* sont trop imparfaits et relativement trop anciens pour qu'on puisse en tirer une conclusion définitive. On insistera donc sur l'évolution générale.

SECTION I

Le marché du bois dans sa généralité

(Détermination des considérations essentielles
de la formation du prix du bois)

Les prix du bois se forment comme ceux de tout autre matière première sur le marché libre par le jeu de l'offre et de la demande. Les quantités demandées d'un produit varient toutes choses égales d'ailleurs en sens inverse du prix de celui-ci : « la mesure suivant laquelle les quantités demandées réagissent contre tout changement de prix constitue l'élasticité de la demande ».

Une demande très élastique constitue une limitation aux variations trop grandes de prix : si les quantités offertes diminuant, les prix se relèvent, les quantités demandées diminueront, empêchant tout renchérissement nouveau. Si les prix diminuent, les quantités aug-

mentant la demande s'élèvera, empêchant tout abaissement de prix considérable.

Au contraire, dans les deux sens (baisse et augmentation), une demande non élastique donne lieu à des fluctuations considérables.

D'autre part les quantités offertes varient également selon le prix des produits, et seule l'élasticité de l'offre sera susceptible d'empêcher ou de causer de fortes fluctuations.

Ces généralités établies, il faut maintenant poser les caractéristiques essentielles de l'offre et de la demande de bois.

I. — AU COURS D'UNE PÉRIODE RESTREINTE.

Dans ce cadre la demande est peu élastique : les variations de prix ne peuvent développer ou arrêter un programme de constructions, et la substitution d'autres matériaux aux bois demande normalement un important chargement de méthodes. Dans ces conditions une diminution temporaire des quantités offertes peut amener une hausse considérable du prix du bois, et à l'inverse une augmentation des quantités offertes risque d'entraîner, pour des raisons identiques, une forte baisse sur le marché.

Durant la même période l'offre n'est que peu élastique. Si les prix augmentent la production sera stimulée, mais on ne pourra envisager des résultats que pour l'année suivante, à l'exception des stocks : une forte augmentation des prix, *sauf* si des quantités ont été mises en réserve ne pourra guère amener par la nature même de l'exploitation des quantités supplémentaires

considérables (car même les quantités totales disponibles pour l'importation et l'exportation au cours d'une période restreinte sont une grandeur plus ou moins déterminée). Dans ces conditions la surenchère des acheteurs fera grimper les prix, apportant aux vendeurs bien placés une rente considérable.

L'offre de bois ne diminuera guère à la suite d'une baisse des prix, car l'exploitation est le plus souvent fragmentée et inorganisée dans les principaux pays producteurs. Les prix en baisse pousseront les exploitants à vendre au plus tôt (bois : matière volumineuse et parfois périssable). Donc on assistera à une sous-enchère des vendeurs et à la naissance d'une forte rente pour les acheteurs.

Ainsi on constate une demande de bois peu élastique et une offre de bois peu sensible à un changement de prix, si on étudie ces phénomènes sur une brève période de temps. Donc, au cours d'une période restreinte, les prix du bois sont exposés à des fluctuations importantes.

II. — AU COURS D'UNE PÉRIODE PROLONGÉE.

La demande de bois, au contraire, est très élastique : tout relèvement du prix du bois produira une diminution des quantités demandées (tant que le remplacement par d'autres matériaux est possible et économiquement avantageux). Donc tout relèvement du prix du bois résultant d'une diminution des quantités disponibles sera faible, la diminution des quantités demandées rendant impossible un renchérissement considérable.

D'autre part un affaiblissement des prix du bois rendra son emploi plus économique et provoquera un ac-

croissement des quantités demandées : d'où empêchement d'un abaissement important et durable des prix du bois.

L'offre est assez élastique au cours d'une période prolongée, malgré le temps nécessaire aux arbres pour reproduire (un mouvement des prix du bois encourage l'exploitation ou l'intensification des coupes dans les forêts — mais il faut que les prix atteignent un certain niveau couvrant les frais de l'entreprise dont le coût de production est le plus élevé).

De même l'offre de bois est à la fin très sensible à toute diminution de prix, car elle conduit à la cessation d'exploitations.

Au cours d'une période prolongée on rencontre une offre et une demande de bois également élastique : ces fluctuations des prix du bois seront enfermées dans des limites assez étroites.

III. — ENFIN LE BOIS N'A PAS UN PRIX UNIQUE.

Par unité de volume les bois diffèrent de prix selon leur degré de préparation, les qualités inhérentes, l'endroit auquel le prix se rapporte.

a) On distingue quatre formes sous lesquelles le bois entre dans le commerce : 1°) le bois brut ; 2°) le bois équarri ; 3°) le bois scié ; 4°) le bois raboté, ce dernier coûtant le plus cher.

La préparation du bois entraîne non seulement une dépense, mais encore une diminution de volume au fur et à mesure du travail : donc évolution du prix du bois selon l'état de préparation.

b) Au point de vue qualitatif, deux critères déter-

minent les qualités du bois : qualité proprement dite (rôle de la région où l'arbre a poussé) et dimension (tous les bois ne se prêtent pas à tous les usages à cause de leur dimension). La production d'arbres larges est beaucoup plus onéreuse que celle d'arbres de petit diamètre, et il n'est pas surprenant que les bois de grandes dimensions coûtent plus cher que les autres.

c) D'autre part les forêts sont très dispersées entre les continents et des distances parfois considérables les séparent des divers centres de consommation. Donc, vu la valeur spécifique relativement minime du bois et son encombrement les frais occasionnés par son transport sont très élevés et constituent une partie importante du prix de vente très différent suivant l'endroit auquel ces bois s'appliquent. Le prix du bois offre un caractère régional.

Malgré ces variations obligatoires qui créent de multiples prix du bois, il existe incontestablement une évolution de prix générale que l'on s'efforcera de dégager.

Vérifions maintenant à l'aide de la statistique et de la pratique les enseignements fournis par la théorie économique et l'examen général du marché du bois.

SECTION II

Les prix dans les principaux pays (Evolution générale de 1913 à 1930) (1)

On étudiera rapidement les prix du bois dans les Etats fournisseurs de notre pays, car leur influence sur

(1) Des statistiques précises et dignes de foi sont introuvables pour l'époque récente. Les renseignements obtenus ne sont que fragmentaires. On les signalera à l'occasion. La période envisagée peut l'être avec un certain recul donnant plus de poids aux observations présentées.

notre marché est primordiale (Suède, Finlande, Norvège, Etats Baltes, U. R. S. S., Autriche). On signalera rapidement l'évolution des prix de quelques pays à cause de l'importance qu'ils possèdent sur le marché du bois (Allemagne, Pologne, Tchéco-Slovaquie). Enfin on passera en revue les principaux pays qui ne sont pas des producteurs de bois, mais des importateurs considérables (Belgique, Pays-Bas, Suisse) et on fera à la Grande-Bretagne la place que lui donnent ses titres d'énorme importatrice de bois et de centre de redistribution des matières premières.

Suède. — L'évolution pour la Suède est la suivante :

Au lendemain de la guerre, exploitation considérable, exportations très nombreuses à des prix records. Un arrangement fut conclu avec les finlandais pour empêcher la chute des cours, mais le cartel fut rompu, une débâcle s'ensuivit, et après diverses mesures d'assainissement et l'épuisement des stocks des importateurs suivit une nouvelle augmentation. Les prix montèrent et se tinrent sur la hausse. Mais de 1924 à 1926 l'infiltration sur divers marchés des bois russes et continentaux obligea la Suède à baisser ses prix : nouveau fléchissement, nouvelles mesures d'assainissement, maintien partiel des positions acquises. De 1926 à 1929 on assista à une vive reprise des affaires, les cours se maintinrent alors à un niveau à peu près satisfaisant. Depuis 1929 baisse à nouveau très considérable, et la Suède a perdu un bon nombre de marchés qu'elle possédait depuis la guerre.

Le tableau suivant décrit ces variations (indice 1913 = 100).

	1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bois rouge.	100	380	149	84	208	166	141	140	162	160	156
Bois blanc.	100	420	145	191	191	162	151	152	164	153	151
Bois scié...	100	400	146	187	200	164	146	146	163	156	153

Ce tableau représente les prix absolus du bois pour les principales catégories et montre que la situation du commerce et des prix du bois en Suède dépend, dans une forte mesure, de la situation internationale.

Finlande. — Malgré les difficultés inhérentes à sa création comme Etat nouveau, la Finlande réussit à réorganiser relativement très vite son commerce de bois et à l'adapter à la nouvelle situation.

En 1921 les exportateurs finlandais acceptaient des prix de vente très inférieurs à ceux de leurs concurrents scandinaves.

De 1922 date le grand essor des exportations finlandaises.

Les prix en 1922-1923 manifestèrent une hausse conformément à la situation internationale. Cependant, dès fin 1923, ils baissèrent jusqu'en 1925, pour se raffermir légèrement en 1926. En 1924, la Finlande était devenue le premier pays exportateur du monde. L'année 1937 fut très satisfaisante et les producteurs réalisent des bénéfices considérables. Mais une sursaturation du marché troubla considérablement ces beaux résultats et dès 1929 les difficultés commençaient. L'évolution des prix a été dans une mesure importante le résultat de la politique commerciale adoptée par les exportateurs finlandais. Mais, là encore, les variations de la situation internationale furent prépondérantes.

On peut résumer la situation en Finlande d'après le tableau suivant (base 1913 = 100).

	1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production scieries.	100	86	79	97	118	119	124	139	167	180	—
Exportation :											
a) totale	100	63	51	80	86	91	99	103	120	107	104
b) bois d'œuvre	100	66	56	88	95	101	109	114	132	118	115
c) bois sciés	100	86	72	97	101	104	116	126	143	128	135
Prix (ind.-or) :											
a) bois rouge	100	278	119	189	222	158	152	155	167	162	152
b) bois blanc	100	318	100	167	188	167	159	157	169	151	151
c) bois construction.	100	298	107	178	205	162	155	156	168	156	151
d) indice général ..	100	298	107	178	205	162	155	156	168	156	151

Il est incontestable que sur le marché des bois du Nord la Suède ne retrouvera jamais son quasi-monopole de 1920 et que la Finlande est destinée à occuper le premier rang.

Norvège. — Le commerce d'exportation connut un grand essor dès 1920.

Les prix furent particulièrement élevés, mais dès 1921 les cours s'étiolèrent et atteignirent des niveaux très bas : dès 1922 le volume des exportations s'accrut, mais durant la période 1923-1924 (vains efforts pour abaisser le prix des bois quant à leur coût de production il y eut un rétrécissement sensible des exportations et une baisse continue des prix. Cette situation se prolongea et s'aggrava entre 1925 et 1927, amenant une réduction sensible de l'industrie des scieries. Un certain rétablissement temporaire remplit les années 1928-1929, mais le prix du bois continuait à baisser et atteignait à peine 85 % de sa valeur de 1913.

La décade 1920-1929 fut très mauvaise pour la Norvège (instabilité de la monnaie : grèves fréquentes, salaires beaucoup trop élevés....).

Le tableau suivant résume la situation (1913 = 100).

	1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exportations :											
a) total	100	86	45	95	79	75	83	77	69	73	77
b) bois sciés et rabotés	—	83	38	90	69	68	82	80	61	68	74
Prix indice-or :											
indice général	—	311	121	166	158	147	143	136	159	132	128
Bois construction en valeur absolue	—	516	221	255	256	284	221	164	143	132	127

La Norvège, à l'heure actuelle, ne peut plus être comptée parmi les grands exportateurs de bois, et si son industrie donne un aussi mauvais rendement, un nouveau fléchissement irréparable est à prévoir.

Etats Baltes. — Après avoir souffert de la guerre mondiale, de la révolution russe, d'invasion et de troubles intérieurs, les pays baltes virent, sous l'impulsion des importateurs britanniques, renaître leur commerce de bois. Les prix de ces bois étaient alors très faibles (très mauvaise réputation des exportateurs baltes). Progrès des exportations en 1923 et en 1924-1925-1926, la réduction fut peut-être moins considérable qu'ailleurs, cependant que les prix Fob Riga continuaient de baisser. A la fin de 1926 une certaine prospérité revint, et en 1927 les exportations des pays baltes dépassèrent leur premier record de 1923 et le mouvement se continua en 1928-1929, atteignant des chiffres dépassant des 2/3 ceux de 1913. Mais cela fut au prix d'un désaccord total

entre le volume d'exportation et la capacité normale de production, fait extrêmement grave, parce que la dévastation est permanente et que très bientôt ces forêts réputées pour leurs ressources ne suffiront plus à alimenter la consommation indigène.

Le tableau suivant résume l'évolution de la situation.

	1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exportation :											
total en m/m3 ind. 1913=100	2,40	1,20	1,10	2,12	2,80	2,74	2,18	2,08	3,07	3,96	4,08
a) total	100	50	46	88	117	114	91	87	128	165	170
b) Esthonie ...	—	40	33	77	100	123	128	149	151	188	151
c) Lithuanie ..	—	119	104	133	100	120	101	89	68	104	137
d) Lettonie ...	—	22	22	59	100	85	59	52	112	140	177
Prix :											
Indice général des articles exportés											
	100	—	—	129	123	122	125	121	120	110	110
Prix Fob Riga	100	—	—	123	145	127	129	119	125	130	126

U. R. S. S. — En 1913 l'Empire Russe fournissait à peu près 23 % des exportations mondiales. Depuis la guerre la politique forestière se résume en un essai d'exploitation collectiviste dont les diverses phases, sans aucun intérêt, sont aussi multiples que variées. Après une cessation totale les exportations reprirent d'abord à un prix très élevé, elles progressèrent, dépassèrent le niveau de 1913, et par suite de difficultés on assista à une politique d'exportations à n'importe quel prix qui occasionna des pertes considérables à tous les intéressés et fut, au vrai sens du mot, une politique de pirates. Cependant les exportations diminuèrent et de-

puis quelques années les Soviets font des efforts énormes pour développer leurs exportations.

Le tableau ci-dessous résume la situation.

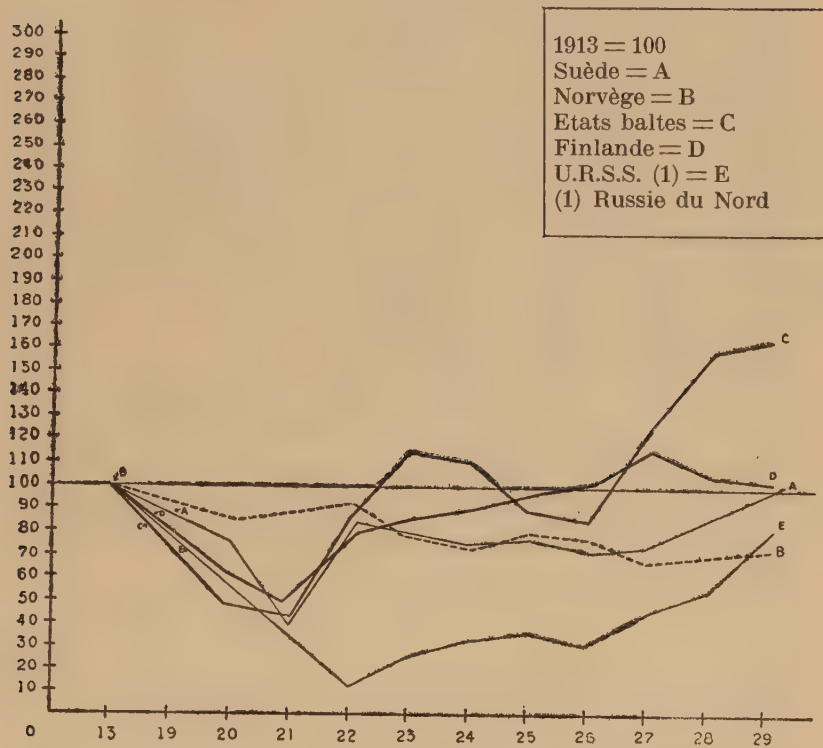
1913 = 100	1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Volume sur pied :											
Total	100	—	—	14	28	42	46	39	56	68	98
Exportations :											
a) de la partie européenne	100	—	—	14	27	35	39	34	48	58	83
b) vers l'Europe du Nord	100	—	—	16	23	40	45	39	47	55	88
c) volume effectif bois scié	100	—	—	19	28	38	42	38	56	71	94
Prix or du bois :											
a) Indice général ..	100	—	—	—	212	178	158	140	153	153	142
b) bois scié	—	—	—	—	212	178	158	140	153	153	142
Indice nominal du bois scié	100	—	—	—	223	197	159	140	153	153	142

On peut résumer les principales données acquises dans le chapitre actuel dans les deux graphiques suivants représentant pour les pays du Nord :

- a) le volume des exportations de 1913 à 1929 ;
- b) l'évolution de l'indice des prix or pour la même époque.

GRAPHIQUE N° 1.

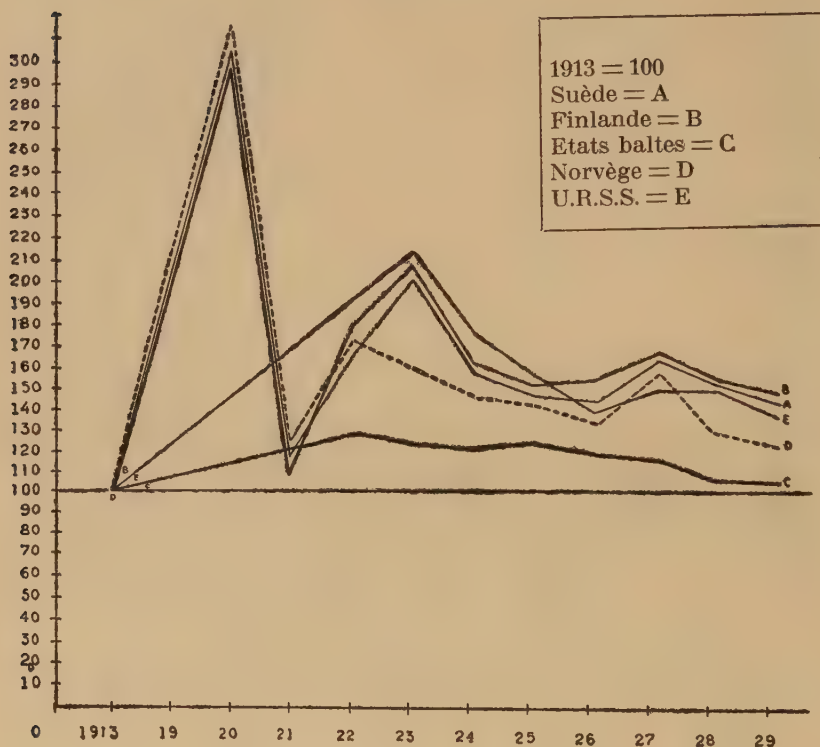
Volume des exportations des pays des Bois du Nord



GRAPHIQUE N° II.

Indices des prix du bois des Pays du Nord de 1913 à 1929

(Indice Or)



L'examen du graphique n° 1 qui traduit pour chaque pays le rapport de leurs exportations pour 1913 et pour l'année considérée, nous montre que : a) pour la décade envisagée les pays du Nord ont rarement dépassé pour leurs exportations le niveau de 1913 (sauf l'accroissement malsain des pays baltes) ; b) chacun de ces pays a été frappé vers 1920-1921 par une crise considérable : chacun s'est relevé selon ses moyens propres et n'est plus retombé dans la période envisagée à un niveau aussi bas ; c) la Finlande s'est considérablement développée et ses exportations ont longtemps augmenté avec régularité ; d) la réapparition progressive de la Russie sur le marché du bois s'est lentement affirmée, et peut-être demain se posera le problème du dumping russe. La crise de 1929 a naturellement frappé avec violence l'ensemble de ces marchés.

L'examen du graphique n° 2 nous révèle une certaine homogénéité du marché. Malgré les extravagances russes le marché des bois du Nord forme un tout. L'évolution des prix entre les trois nations : Suède, Finlande, Norvège montre en somme un parallélisme assez frappant. Les variations de prix des bois russes sont plus considérables. Quant au prix du bois des pays baltes, il est en général inférieur : sa qualité en effet n'est pas homogène et ses exportateurs doivent souvent traiter au rabais vu le peu de confiance qu'ils inspirent.

Ainsi le marché des bois du Nord, gros fournisseur de résineux à la France, forme un tout solidaire et méritait d'être étudié à cause de l'importance même de ces bois sur notre marché.

Autriche. — Les variations du prix du bois en Au-

triche nous sont données par la lecture du tableau suivant (par rapport à 1913 - indice = 100).

INDICES-OR	1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bois bruts	100	—	76	—	99	107	123	135	123	135	147
Menuiseries :											
a) larges	—	50	94	94	111	122	134	134	120	142	150
b) étroites	—	49	88	94	112	125	132	136	121	145	155
Charpentes :											
a) larges	—	50	90	80	88	110	112	110	117	123	139
b) étroites	—	50	93	73	88	110	115	112	118	123	141
Bois de construction	—	—	50	50	85	100	117	123	119	130	144
Indice général	—	—	50	94	85	100	117	123	119	130	144

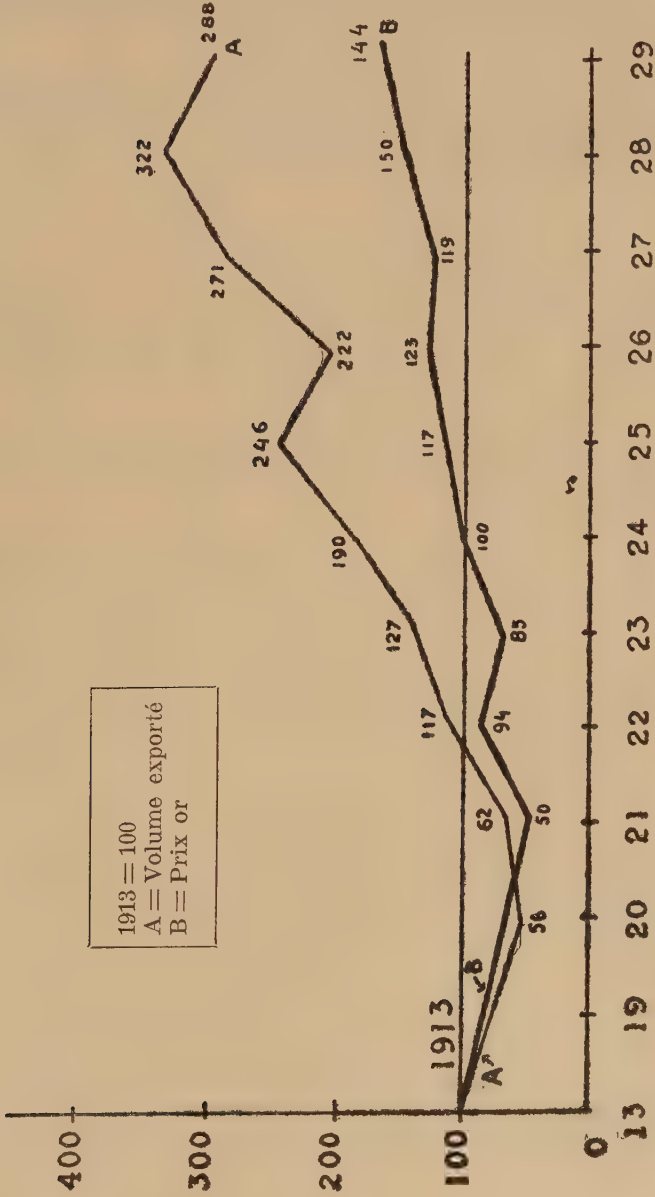
Au lendemain de la guerre, les prix or du bois autrichien tombèrent fort au-dessous de leur niveau de 1913. Ensuite une hausse les fit presque tripler en 10 ans et ils dépassèrent largement leur niveau de 1913, bien que parfois on put remarquer de très légers fléchissements (1923-1927).

Quant aux exportations, leur volume total peut s'établir ainsi par rapport à 1913.

	1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Volume total	100	56	62	117	127	190	246	222	271	322	288

Après avoir subi une forte dépression économique, l'Autriche vit reprendre ses exportations de bois, qui, progressant, atteignirent, en 1928, leur chiffre record, et en 1929 déjà une réduction substantielle des achats de l'Allemagne diminuait notablement le chiffre atteint.

Le graphique suivant résume la question :



L'Anschluss a supprimé la question de l'Autriche en tant que telle et on ne peut encore en déterminer avec précision les conséquences possibles.

Allemagne (2). — Le tableau suivant résume les principales caractéristiques de l'évolution allemande en ce qui concerne le bois.

	13	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Indice or du prix du bois....	100	—	—	—	—	39	72	51	100	106	77
Volume exposé ..	100	196	28	134	67	108	106	134	126	105	159

Ces chiffres, irréguliers et peu brillants en soi, traduisent bien le profond désarroi économique de l'Allemagne d'après guerre.

Pour terminer cette revue rapide, on groupera dans un tableau les chiffres relatifs à certains pays (Pologne, Tchécoslovaquie, Belgique, Pays-Bas, Suisse). Le marché français n'a aucun besoin des bois de ces divers pays qui sont absolument sans aucune influence sur lui.

	1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Pologne</i>											
Bois construction...	—	—	58	74	103	96	125	113	139	148	153
Charpente étroite ..	—	—	59	76	107	93	128	111	132	153	150
Menuiserie large ...	—	—	58	73	99	99	122	155	146	143	156
Volume exporté	—	—	3	21	75	96	80	122	178	226	168

Exportations en large développement et prix en forte hausse.

(2) Les divers pays que l'on va mentionner n'intéresse que très peu le marché français. Aussi se bornera-t-on à dresser des tableaux sommaires représentant l'évolution générale.

[illegible]

Suisse

Indice prix	—	201	131	147	154	143	151	151	151	151	151
Exportations	—	100	440	134	167	117	108	92	75	100	84

Pays avec excédents d'importations.

Pays-Bas[illegible]

Exportations absolument négligeables.

Belgique

Prix or :

a) bois du Nord....	—	—	—	153	157	153	146	125	156	149	149
b) bois continentaux	—	—	—	172	114	127	125	98	127	135	143

Exportations absolument négligeables.

Il faut enfin présenter quelques observations à l'égard de la Grande-Bretagne à cause de la place qu'elle occupe sur le marché international.

Le tableau suivant résume les principales caractéristiques de l'évolution anglaise depuis la guerre.

	1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Indices or :											
Suédois rouge	100	321	142	187	209	159	137	138	156	157	155
Russe rouge	—	—	—	—	212	178	158	140	153	153	142
Norvégien blanc ...	—	287	138	149	168	153	158	150	157	143	139
Polonais blanc	—	—	—	—	149	138	147	144	144	144	141
Indice général	—	304	141	168	184	157	150	143	152	149	144
Volume importé ...	—	69	40	72	88	95	92	81	104	86	96

Exportations négligeables.

L'Angleterre est le plus important des pays importateurs : l'importation vers l'Angleterre en 1936 a augmenté de 24 % sur celle de 1935, et les transactions sur le bois sont toujours extrêmement animées en Angleterre. Du reste (on aura l'occasion de développer ce point) on a construit en Angleterre en 1930 : 218.313 maisons ; en 1934 : 313.669 maisons ; en 1935 : 318.644 maisons et en 1936 : 339.558 maisons. Ces totaux se répartissent ainsi : 83 % incombent à des entreprises privées et 17 % à des administrations locales. Il y a là un très bel effort que l'on analysera bientôt et dont la production fait comprendre le brillant développement actuel du marché anglais.

Il faut maintenant aborder l'étude des prix du bois sur le marché français.

SECTION III

Les prix des bois sur le marché français (Evolution générale de 1913 à 1929)

Le marché français est alimenté comme on l'a établi pour la production nationale, les pays du Nord et le reste du continent.

Les bois français étaient devenus très chers en 1920 ; une baisse suivit jusqu'en 1922, année qui vit une hausse persistante, laquelle se poursuivit jusqu'en 1926. Mais si le niveau de 1926 fut presque atteint, ce n'est qu'apparemment, étant donné la dépréciation du franc. Nouvelle baisse en 1926-1927 : de 1927 à 1929 nouvelle hausse et depuis baisse considérable.

Si l'on prend les prix or, les bois atteignaient en 1920 300 % de leur valeur or. Baisse en 1921 et réaction à partir de 1922. La baisse mondiale des prix or à partir de 1924 fut plus accentuée sur le marché français que sur le marché anglais. La baisse persista en 1926-1927 et une légère reprise les atteint temporairement en 1928-1929.

Quant aux *bois du Nord*, leurs prix ont un caractère nettement international et ils subirent très peu les répercussions de la situation économique et monétaire du pays, alors que les prix du bois français, de même que ceux des autres bois continentaux, furent déterminés par des facteurs d'ordre national.

Pendant toute la décade le pouvoir d'achat des bois fut supérieur à celui de 1913 : l'indice du pouvoir d'achat des bois français était de 163 en 1920 : il fut ramené à 107 en 1925 et passa à 117 en 1926. En 1927 il tomba à 106 et remonta de nouveau à 126 en 1929. Donc par rapport aux autres marchandises, le bois a renchéri d'une façon incontestable en France depuis 1913.

Exception faite pour 1929, le renchérissement des bois du Nord, par rapport aux autres marchandises, était encore plus fort que celui des bois français.

Le tableau suivant résume l'évolution :

1913 = 100	1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Indices nomin. des :											
— bois du Nord ...	100	—	—	—	568	589	606	890	777	748	743
— bois Français ...	—	834	513	491	554	558	588	820	658	732	768
Indices or :											
bois du Nord	—	—	—	—	177	158	148	147	158	152	151
bois Français	—	300	196	206	173	150	143	135	134	149	156
Pouvoir d'achat :											
bois du Nord	—	—	—	—	136	122	110	127	125	120	122
bois Français	—	163	149	150	132	114	107	117	106	118	126

Les grands besoins de la France en bois pour la reconstitution des régions dévastées constituent l'un des principales causes de la hausse des prix mondiaux du bois. En 1920, à 300 l'indice des prix or du bois dépassait en France de 63 % le niveau général des prix. Le commerce des bois fut alors extraordinairement actif, mais dès 1921-1922 il connut les mêmes avatars que celui des autres nations. Une crise en 1921 causait une baisse des prix accompagnée d'une contraction du commerce extérieur. Une réaction se produisit en 1922, année qui fut particulièrement bonne pour les exportateurs français.

De 1923 à 1927 on assiste à une certaine émancipation du marché national : les prix or du bois français sont constamment en baisse. Ils s'écartent ainsi chaque jour davantage des prix des bois du Nord qui diminuent dans une mesure beaucoup moins forte : d'où diminution progressive des importations de bois du Nord qui reviennent trop chers au consommateur français (également à cette époque les importations de bois sciés de l'Europe centrale furent relativement faibles — mais il faut signaler les réparations et les coupes faites dans la Ruhr qui entraînent sans payer de droits de douane).

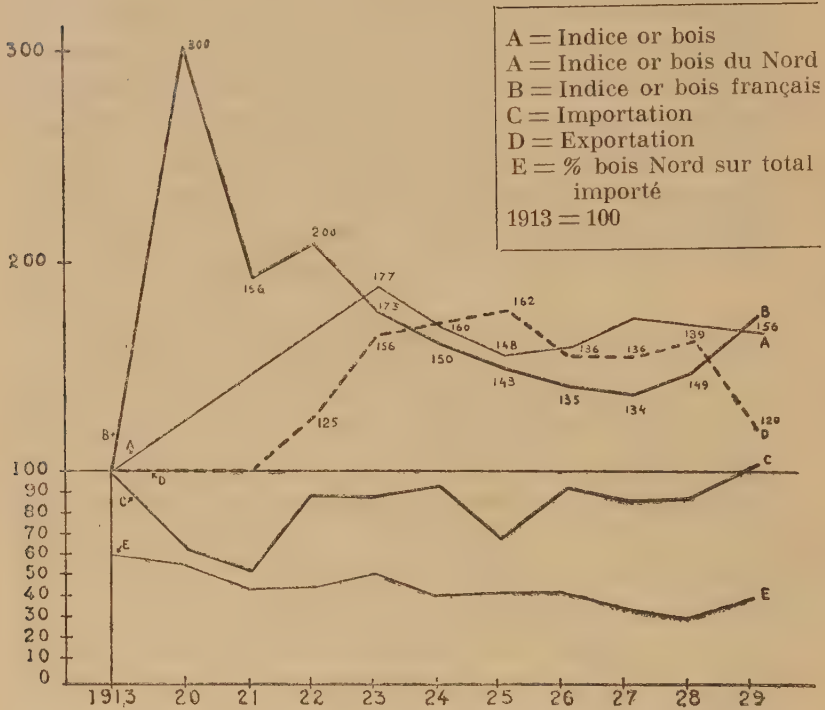
Jusqu'en 1926 les producteurs français jouirent d'une grande prospérité grâce à la hausse des prix nominaux. Bien que les bénéfices réalisés soient en partie fictifs, ils pratiquent des coupes excessives et ainsi, non seulement approvisionnent plus largement le marché français, mais exportent des quantités considérables. Aussi, en 1926, avec la stabilisation, la France fut précipitée dans une crise de déflation. Dès 1927, les importations de bois sciés, de bois du Nord tombèrent et les

bois français suivirent une nouvelle baisse de leurs prix or. En 1928-1929 on assista à une légère remontée des prix : Les importations sont plus actives. En 1929, pour la première fois, les importations totales dépassèrent faiblement leur volume de 1913, alors qu'on constatait une importante diminution des exportations. Les prix du bois français avaient rattrapé ceux des bois du Nord et même les avaient dépassé. En or le bois coûtait en France 50 à 55 % plus cher qu'en 1913. Egalement les autres bois continentaux se trouvaient en hausse et la situation ne cessa de s'accroître en 1929.

Le tableau suivant résume la question.

	1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prix (or)	100										
Indice général des prix de gros	—	183	132	137	131	131	134	116	126	126	124
Bois du Nord	—	—	—	—	177	158	148	147	158	152	151
Bois français	—	300	196	206	173	150	143	135	134	149	156
Importation	—	63	55	88	88	94	71	92	87	89	101
Exportations	—	99	100	125	156	160	162	136	136	139	120
Bois du Nord (par rapport au total importé)	—	55	43	44	51	41	42	43	36	32	38

Le graphique ci-dessous retrace clairement l'évolution :



Depuis 1929 la crise s'est abattue sur le marché du bois français, aggravée par une politique insensée de contingentement. Nous aurons à étudier les moyens propres à amener une détente et même ce serait souhaitable, un renversement total de la situation.

SECTION IV

Evolution générale (Résumé et aperçus actuels)

Pour étudier et déterminer les principales ressemblances et divergences établies entre le prix du bois, il faut classer les pays en deux groupes : importateurs et exportateurs.

I. — PAYS IMPORTATEURS.

L'évolution des prix du bois accuse de telles ressemblances dans les divers pays importateurs (Grande-Bretagne, Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas, Suisse) qu'on a l'impression de se trouver en présence d'une évolution générale du prix du bois dans les pays importateurs.

Dans les pays importateurs en général on constate que de 1920 à 1923 les prix or du bois très élevés en 1920 (3 fois plus qu'avant guerre) baissent de moitié jusqu'en 1921, haussent ensuite jusqu'en 1923 : le bois réalise sur les marchés occidentaux des prix très intéressants pour les producteurs. Une baisse s'ensuivit qui s'accrut jusqu'en 1926 où l'indice général atteignit la côte minimum. 1926-1927 voit une hausse des prix s'accroître, puis c'est à nouveau la baisse peu accentuée, et c'est ensuite la dépression profonde à partir de 1929. Durant cette période on constate que les différents niveaux de prix sur les marchés sont sensiblement uniformes dans les divers pays indiqués plus haut. Cependant en France et en Belgique certains mouvements accusent des divergences : les bois continentaux subiront sur ces deux marchés une baisse plus accentuée en 1924-

1926, et par contre en 1927-1929 un affermissement très net. On distinguera leur évolution propre de l'évolution générale des prix du bois. Le niveau des prix des bois continentaux en France et en Belgique avait donc réussi en 1929 à rattraper et même dépasser légèrement le niveau général des prix du bois sur les marchés importateurs. Ainsi à une baisse accentuée des prix du bois devait succéder une hausse importante : aussi par le jeu de ces tendances opposées, l'écart qui avait séparé les deux indices depuis 1923 avait disparu en 1929.

On a ramassé dans le tableau suivant les principaux chiffres :

Indice-or des prix du bois dans les pays importateurs												
		1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gde-Bret.	{ Bois de toute provenance	100	304	140	168	184	157	150	143	152	149	144
Allemagne		—	—	—	—	—	151	149	136	165	163	155
France	{ Bois du Nord	—	—	—	—	177	158	148	147	158	152	151
Belgique		—	—	—	153	157	153	146	125	156	149	149
Pays-Bas	{ Bois de toute provenance	—	285	175	171	170	143	149	140	146	156	150
Suisse		—	201	131	147	143	151	151	151	151	151	151
France	{ Bois continentaux	—	300	196	206	173	150	143	135	134	149	156
Belgique		—	—	—	172	144	127	125	98	127	135	143
Pays importateurs (indice général) ..		—	295	157	170	177	152	149	140	155	153	150
France-Belgique (indice des bois continentaux)		—	300	196	189	158	138	134	117	130	142	150

II. — PAYS EXPORTATEURS (Pays baltes, pays nordiques, Europe centrale).

Pays nordiques. — Deux de ces pays, la Suède et la Finlande, sont de gros exportateurs : la Norvège ne

pratique que des exportations minimes. Ces pays vendaient leur bois en 1920 trois fois plus cher qu'en 1913. Une réaction se produisit, mais en 1923 ces prix sont encore de 200 % par comparaison avec 1913. Donc le bois nordique avait coûté très cher pendant les premières années d'après guerre, car dans ces trois pays les prix du bois sont assez identiques. La chute se prononça à partir de 1923-1924, moins accentuée en 1925 et presque insensible en 1925-1926. Ensuite, avec de légères poussées dans divers sens et un certain gain en 1926-1927 qui fut vite reperdu, une tendance générale, caractérisant également dans les trois pays les fluctuations des prix, prédomina.

Pays de l'Europe centrale (Autriche, Tchéco-Slovaquie, Pologne). — En 1920 nous trouvons des prix légèrement plus élevés qu'en 1913 (24 %) : en 1921 baisse profonde (prix or = 60 % prix or 1913). En 1923 il représentait 96 % environ des prix de 1913. Ensuite, vers 1925, ils se relèvent et cependant dans les divers pays les fluctuations des prix accusent en Europe centrale des tendances très divergentes. La hausse se précise et atteint son maximum en 1929.

Voici le tableau des principaux indices-or des divers pays :

	1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pays nordiques	100										
Suède	—	284	115	182	199	163	146	163	156	155	153
Finlande	—	298	107	178	205	162	155	156	168	156	151
Norvège	—	311	121	166	158	147	143	136	139	132	128
U.R.S.S. (3)	—	—	—	—	212	178	158	140	153	153	142
Lettonie (4)	—	—	—	123	145	127	129	119	125	130	126

(3) Les prix russes représentent le prix caf au Royaume-Uni.

(4) Les prix lettons représentent avec exactitude l'évolution générale des prix des bois baltes.

	1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Europe Centrale :											
Pologne	—	—	58	74	103	96	125	113	139	148	153
Tchécoslovaquie .	—	124	72	119	99	95	106	110	108	131	104
Autriche	—	—	50	94	85	100	117	123	119	134	146
Pays Nordiques	—	299	113	177	193	159	149	148	160	151	147
U.R.S.S.	—	—	—	—	212	178	158	140	157	153	142
Etats baltes	—	—	—	123	145	127	129	119	125	130	126
Europe Centrale ...	—	124	60	96	96	97	116	115	122	138	146

Au total, on peut tracer l'évolution générale suivante : tout de suite après la guerre il y avait un écart considérable entre les niveaux du prix des bois nordiques et celui des bois de l'Europe central. Les bois russes réapparaissant coûtaient plus cher que tous les autres, et les bois baltes suivaient à peu près les bois de l'Europe centrale. Depuis on a constaté une baisse particulièrement forte des prix russes, une baisse assez forte des prix nordiques, une baisse peu accentuée des prix baltes, une hausse importante des prix de l'Europe centrale.

En 1929 tous ces mouvements arrivés à leur terme, les prix des bois du Nord égalaient ceux de l'Europe centrale.

Si l'on compare maintenant les prix du bois dans les pays importateurs et exportateurs, on constate que sauf certaines différences temporaires, l'évolution des prix des bois nordiques et des bois russes se poursuit de la même façon que celle des prix du bois en général sur les marchés importateurs. Le prix des bois baltes est constamment inférieur au niveau général des prix dans les pays importateurs. Quant aux prix des bois de l'Europe centrale, ils évoluent en général d'une manière presque

diamétralement opposée à celle de l'indice général des prix dans les pays importateurs.

**

On va maintenant sommairement tracer l'évolution du pouvoir d'achat du bois (relation entre : indice du prix du bois - indice général des prix, dans les pays de l'Europe du Nord) (5).

On commencera par dresser le tableau suivant :

	1913	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Grande-Bretagne ...	—	132	89	116	120	104	95	96	108	106	106
Allemagne	—	—	—	—	—	110	105	101	120	116	113
France	—	—	—	—	136	122	110	127	125	120	122
Belgique	—	—	—	106	114	113	106	119	128	123	106
Pays-Bas	—	114	113	112	116	97	96	97	99	103	107
Suisse	—	100	—	69	88	85	82	93	103	106	107
Suède	—	112	66	108	123	101	91	98	112	105	109
Finlande	—	87	96	130	136	113	108	110	115	108	106
Norvège	—	—	—	—	110	106	88	83	86	82	84
Pologne	—	—	—	87	106	79	100	108	117	124	132
Tchécoslovaquie	—	—	—	75	70	66	72	79	75	91	104
Autriche	—	—	—	—	67	73	85	100	90	100	111

On constate donc :

1°) Pour les pays importateurs : en 1920-1923 le pouvoir d'achat a augmenté par rapport à 1913, il diminue entre 1924 et 1926 et se relève entre 1927 et 1929. Cependant les fluctuations restent assez modérées, et à aucun moment l'indice du pouvoir d'achat ne s'écarte

(5) Egon Glesinger, op. cit., p. 175-181.

autant de son niveau d'avant guerre que les indices-or correspondants.

2°) Dans les pays nordiques le pouvoir d'achat suit à peu près la même évolution entrecoupée de hausses et de baisses successives.

**

Tels sont les faits. La crise économique a profondément ravagé les marchés du bois. En France les *prix actuels* du bois sont les suivants :

Pins des Landes	200 à 240 frs le m ³
Sapins des Pyrénées	320 à 350 frs le m ³
Sapins des Vosges et du Jura....	340 à 370 frs le m ³

Ces prix, par rapport à 1929, traduisent un fléchissement de 60 % de valeur.

Au contraire, les bois du Nord, en raison de la hausse des matières premières et des dévaluations du franc, sont vendus à l'heure actuelle 60 % plus cher qu'en 1931, et les prix minima sont de 630 frs à 700 frs le m³ pour les quantités et les qualités les plus inférieures.

Du reste si on examine le marché international, on constate que 1937 a été une année de transactions massives à des prix en hausse (6).

La hausse qui s'était d'abord produite dans les pays du Nord, a pris une très forte ampleur dans l'Europe centrale. Les perspectives d'exploitation sont assez favorables : l'importation vers l'Angleterre a augmenté et la situation s'est améliorée dans les principaux pays.

Dans ce domaine également la France n'a pas su profiter de la reprise. Un redressement urgent s'impose.

(6) Voir le bulletin de renseignements sur le bois publié par le service de documentation du Ministère de l'Agriculture.

CHAPITRE III

L'ÉTAT ET LE MARCHÉ DU BOIS

Dans tous les pays du monde, l'Etat exerce à la base une influence sur le marché du bois en tant que législateur chargé de régler le problème des forêts, leur conservation et leur police. De même l'Etat souvent grand propriétaire forestier, jouera également un rôle sur le marché proprement dit par la vente des coupes qui lui appartiennent.

On peut concevoir que l'Etat organise le marché du bois, soit par une réglementation législative directe (vin, blé en France), soit en donnant force de loi aux décisions prises par une certaine proportion des producteurs de la catégorie (essai d'entente pour la scierie, décret-loi Laval 1935). Rien n'a été tenté en ce sens sur le marché du bois.

On peut également penser à une politique systématique pour le développement de la consommation du bois : un programme de petites habitations individuelles risque de produire cet effet. C'est le résultat atteint par l'Angleterre. Le bois étant un matériau de pre-

mière importance mérite l'aide de l'Etat pour vaincre le marasme où il est plongé. En France, un Sous-Secrétariat aux Forêts fut créé ; résultats : discours, création de fonctionnaires et publications de bulletins. Aucune mesure positive de développement de la consommation du bois.

C'est qu'en France le gouvernement s'est hypnotisé sur la lutte importateurs-producteurs ; à coups de droits de douane et de contingentements, on s'est uniquement préoccupé de réduire la consommation française en bois étrangers. Peu importât que la consommation de bois français fléchit parallèlement. Voulant restreindre le marché du bois étranger, on restreignait l'ensemble de ce marché et on risquait de discréditer le bois. Le résultat de la politique ainsi poursuivie s'inscrit dans les faits : malgré des restrictions draconiennes des importations, jamais on n'a moins vendu de bois et à de moindres prix. La faillite a été totale. On ne ranime pas un marché en le réduisant arbitrairement. Ce sont des mesures de Gribouille.

Ainsi sur le marché international comme sur le marché national, l'action actuelle de l'Etat s'est déroulée uniquement sur le plan de la lutte importateurs-producteurs dans le seul intérêt mal compris des producteurs nationaux.

On va passer en revue le détail de cette intervention.

SECTION I

L'Etat et le marché international

Cette section comprendra l'étude des droits de douane, des contingentements et des licences d'importations.

Les droits de douane constituent une première protection considérable pour les producteurs nationaux. Si l'on veut avoir une idée de leur montant actuel par rapport à 1914, il n'est que de jeter un coup d'œil sur l'article 128 bis de la nomenclature douanière.

<u>DIMENSIONS</u>	<u>1914</u>	<u>NOVEMBRE</u>	<u>1937</u>	TOTAL
			Rouge	Rouge 144,75
80 m/m et plus...	10 fr.	140 fr.	1,25 3,50	Blanc 158,50
			Blanc 15	
			Rouge	Rouge 168,75
35 à 80 m/m.....	12,50	164 fr.	1,25 3,50	Blanc 182,50
			Blanc 15	
			Rouge	Rouge 214,75
2 à 35 m/m.....	17,50	210 fr.	1,25 3,50	Blanc 228,50
			Blanc 15	

On voit donc que le coefficient de multiplication des droits et des taxes est donc passé (par tonne de 10 frs à 144 frs 75) à 14 en moyenne.

Compte tenu de la dévaluation de la monnaie, ces chiffres montrent qu'à leur entrée en France, les bois du Nord sont par rapport à 1914 surchargés d'une façon considérable : 40 % en moyenne.

Or, si l'on tient compte que les bois du Nord fob ont suivi la marche ascendante des matières premières dans le monde, que les frêts ont notablement augmenté et que notre monnaie a été dévaluée, on comprend qu'une

telle protection douanière constitue une marge trop forte et passablement inutile puisque les bois indigènes sont déjà défendus par d'autres circonstances. Mais ce but poursuivi inconsciemment ou non, on risque de détruire complètement la consommation des bois du Nord. En raison du prix élevé des bois du Nord caf, du marasme extérieur de la construction en France, de la concurrence des autres matériaux, il faut s'attendre à ce que baisse encore l'importation des bois du Nord. Une surcharge actuelle aggraverait le mouvement, un rehaussement des droits de douane risquerait d'être mortel. Mais des droits de douane très élevés ne constituent qu'une partie de l'armature de défense. Les contingentements, mode encore plus considérable de protection, jouent un rôle important dans le commerce des bois.

La lutte pour le contingentement des bois admis à entrer en France a présenté un caractère de rigueur extraordinaire. D'innombrables arguments ont été émis. On a affirmé, statistiques à l'appui, que la France produisait du bois national à sa suffisance. Parce qu'on alignait des statistiques quantitatives, on se dispensait de parler du problème de la qualité qui est, nous l'avons montré à plusieurs reprises, le problème fondamental. N'importe quel bois n'est pas apte à n'importe quel usage. Le consommateur, sauf dans les régimes d'autarcie où la vie économique est exactement réglée, demeure libre de fixer sa demande et si la qualité de bois offerte ne lui agréait pas, il choisira un matériau de remplacement. Les contingentements, hors un régime d'autarcie draconien, ne servent qu'à désorganiser le marché. L'expérience des cinq dernières années est formelle à cet égard, les contingentements n'ont eu d'autres ef-

fets tangibles que de provoquer un ralentissement total de la consommation nationale de bois.

Et pourtant, que d'efforts a-t-on fait, dans certains milieux économiques, pour restreindre encore le pourcentage des contingentements. « Fixer à 6 % des importations moyennes de 1925-29, soit 1.840.000 tonnes, écrivait-on en 1933, est une grave erreur parce qu'il n'a pas été tenu compte de notre production ». « Nous ne devons faire appel aux bois étrangers que dans la mesure où nous pouvons exporter ». L'Allemagne ne pratique pas d'autre politique et les résultats n'en sont pas tellement plus brillants. Aussi les contingents tolérés sont allés s'amenuisant et on a vu dans la première partie de cet ouvrage combien sont réduits actuellement les importations de bois du Nord en France.

Aussi ne faut-il pas s'étonner si M. Liautey, sous-secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture, parlait de réduire « certaines importations » et si l'ordre du jour du Sénat insistait « pour aménager et réduire les contingentements de bois » et « relever les droits de douane et taxer les licences ». Les importations de bois du Nord diminuent d'année en année, la consommation nationale du bois suit cette courbe décroissante : on diminuera encore si possible le bois importé et quand les consommateurs ne trouvant plus les qualités à leur choix auront déserté le marché du bois, on votera un ordre du jour de félicitations aux parlementaires à courte vue qui auront obtenu ce brillant résultat.

Du reste, cette politique a déjà produit des fruits révélateurs, causant ruines et dégâts, sans qu'on puisse prouver qu'elle ait apporté l'ombre d'une solution au problème national du bois. Dans les maisons d'impor-

tation du Nord de la France, par exemple, le chiffre d'affaires a diminué souvent dans une proportion des trois quarts aux quatre cinquièmes. Des centaines d'ouvriers connaissent le chômage et les nombreuses sommes récupérées par les ports sur les affaires des importations ne viennent plus alimenter le budget. Pendant ce temps, les forestiers nationaux n'augmentent pas leur chiffre d'affaires. Ce sont des mesures pour rien.

Ce régime s'est trouvé aggravé par la pratique des licences d'importation. Une des raisons d'être du régime des licences était de sauvegarder l'existence des maisons d'importation dont on supprimait dans l'intérêt des producteurs, la liberté et les possibilités de concurrence. Peu à peu, le régime des licences a été détourné de son objet : tantôt sous un prétexte, tantôt sous un autre, des licences ont été accordées à des demandeurs qui n'y avaient pas droit. Et comme le tonnage total accordé ne s'accroît pas si le nombre des licences augmentent, les importateurs de bois du Nord s'étonnent que des maisons n'ayant ni chantiers, ni ouvriers, ni charges sociales puissent, dans des périodes de restrictions générales, acquérir des licences leur permettant de se créer un chiffre d'affaires qu'elles n'atteignaient pas avant les contingentements. Influencés par des théories d'esprit démagogique, les Pouvoirs publics ne s'en rendent pas compte, et faute de licences suffisantes, les importateurs de bois du Nord ne peuvent satisfaire leur clientèle et assistent au pillage de leur clientèle par des négociants en chambre n'ayant jamais traité d'affaires de bois du Nord. Les importateurs sont, en effet, ligotés par le choix des années de référence pour fixer les contingents, pour les admissions de plus en

plus larges au partage des contingents. D'autre part, étant spécialisés, ils ne peuvent recevoir que des bois du Nord et ne peuvent approvisionner leur clientèle avec des bois d'autres provenances, car il ne faut pas l'oublier, les bois ne sont pas interchangeables. Au contraire, les spéculateurs n'ayant pas à s'inquiéter du sort d'une scierie ou d'ouvriers, sont toujours prêts à recevoir n'importe quel bois et n'importe où. Aussi, ne pas réserver aux importateurs de bois du Nord, spécialisés depuis leurs débuts dans cette industrie, les licences de leur spécialité, c'est les mettre dans l'impossibilité de continuer leur métier. De subtiles modifications dans le régime primitif des licences ont permis de dépouiller les vieilles maisons d'importation de bois du Nord.

La présence sur le marché de spéculateurs et d'importateurs en chambre apporte un élément de désordre et de désorganisation car cette nouvelle classe d'importateurs fait venir les bois pour les jeter aussitôt dans la consommation sans se soucier de l'état du marché, préoccupés seulement de les monnayer au plus vite. Or, le souci de les ménager et de développer leur situation a présidé à l'organisation du régime des contingents et des licences : singuliers effets d'une politique dite nationale.

Comme autre effet de l'incohérence gouvernementale et de son incompréhension totale vis-à-vis des problèmes professionnels, citons les dernières modifications apportées au régime des licences. Un avis aux importateurs passé au *Journal Officiel* du 6 décembre 1937 oblige les importateurs, sous peine de forclusion, à demander avant le 25 décembre 1937 les demandes de licences restant à présenter sur les tonnages réservés au titre de

contingent de l'année 1937. Or, l'avis du comité inter-professionnel du 1^{er} novembre 1937 avait indiqué la date du 30 avril 1938 comme limite de la présentation des demandes. D'autre part, le 13 décembre, nouvel avis exigeant que les demandes de licences valables au titre du premier semestre 1938 soient adressées avant le 31 décembre 1937, alors que d'ordinaire les importateurs avaient jusqu'au mois d'avril pour les établir, date justifiée par le fait que les importations de bois du Nord ne peuvent être effectuées que dans la période où les ports du Nord sont ouverts à la navigation, soit : juin-juillet à octobre-novembre pour les ports du Norland, de la Suède et de la Finlande. Or, il est impossible d'acheter sans connaître la nature des stocks et les besoins de la consommation et c'est seulement au printemps que les importateurs ont la possibilité d'effectuer leurs premiers achats avec des données à peu près sérieuses. Maintenant, il faut agir avant le 10 décembre. Cette mesure en dit long sur la compétence de nos gouvernants. Aussi, si cette politique se poursuit, une grande industrie nationale, celle de l'importation des bois du Nord, disparaîtra et la France connaîtra le chaos où depuis plusieurs années la Belgique a vu sombrer le marché des bois d'importation et celui de ses bois indigènes. Pourtant, lors de l'accord tripartite, le gouvernement français s'affirmait partisan « d'atténuer progressivement en vue de leur abolition les régimes actuels de contingents ». Dans ce domaine, la Fédération nationale des importateurs a pris l'initiative de mesures heureuses : réunion en 1937 des importateurs et exportateurs de bois de quinze nations différentes, initiative qui en 1937 s'est poursuivie à Paris en juillet, en août à Londres, et en septembre à Stockolm.

En réalité, d'un problème très simple, on a voulu faire un problème très compliqué, en passionnant le débat et en faisant état de statistiques incomplètes ou insuffisamment interprétées.

On a jeté dans la balance l'argument de la production nationale, les essences de la forêt coloniale, le problème des bois russes et une quantité d'autres arguments. En réalité, les données exactes du problème sont les suivantes : si la production nationale ou coloniale suffisait, en qualité et en quantité, au désir des consommateurs, personne n'irait payer le double les bois qu'il pourrait trouver dans le pays. Si les bois français ou coloniaux sont insuffisants en qualité, aucun argument n'est valable pour en introduire des quantités trop insuffisantes. La réglementation législative la meilleure ne vaut nullement la sélection par les intéressés. Laisser choisir au consommateur les bois qu'il préfère, voilà le seul problème ; tout le reste est désordre ou désorganisation.

SECTION II

L'Etat et le marché national

Cette lutte contre les bois étrangers s'est poursuivie sournoisement jusque sur le marché national. Une circulaire du 24 juin 1936 interdisant l'emploi des bois du Nord pour l'exécution de certains travaux d'adjudication ou travaux administratifs, en constitue un épisode. Cette circulaire n'est peut-être pas illégale, mais injuste en tout cas, car il est indispensable que des bois importés, ayant acquitté régulièrement les droits de douane

prévus, ne soient pas francisés. D'autre part, leur importation ayant fait l'objet d'accords internationaux et leur répartition étant faite par le Comité Interprofessionnel après paiement de taxes spéciales pour l'obtention de licences par des commerçants français, il est inadmissible de les empêcher, par des moyens détournés, d'exercer leur métier. Au reste, une telle mesure provoque des représailles et le Président du Syndicat National des Vins et Spiritueux, M. Roger Descas, a fait connaître que l'exportation des vins, champagnes et eaux-de-vie était menacée par des mesures de représailles envisagées. Au surplus, si dans certains chantiers les architectes sont obligés de se conformer à la circulaire, ils préféreront supprimer le bois plutôt que d'endosser la responsabilité de travaux effectués avec des matériaux qui ne résisteraient pas au climat maritime. Certaines administrations publiques ont fait des réserves expresses au sujet de l'application de cette circulaire interdisant l'utilisation des bois du Nord.

Dans un autre domaine, M. le sous-secrétaire d'Etat a, par un simple arrêté, prescrit l'établissement de Mercuriales pour les bois sciés importés. Cet arrêté du 15 octobre 1937 pris après avis du Ministre des Finances, permet à l'Administration de fixer des mercuriales pour les bois importés : c'est une nouvelle protection qui vient s'ajouter aux précédentes pour garantir les bois indigènes contre la concurrence étrangère. Les bois indigènes sont bien protégés : leurs prix à l'heure actuelle, en raison de toutes les causes que l'on a développées, atteignent à peine la moitié du prix des bois du Nord. Si l'on n'en achète davantage, c'est que leur qualité ne convient pas.



Aussi approuvons-nous entièrement la Fédération Nationale des Importateurs lorsqu'elle demande, entre autres :

1° Que l'on prévoie des contingents suffisamment larges pour ne pas décourager les initiatives privées et permettre l'exercice d'un métier qui suppose la possibilité d'acheter des quantités suffisantes pour assurer les approvisionnements ;

2° Que soient reportées au mois d'avril et d'octobre les dates où les importateurs doivent adresser leurs demandes de licences.

3° Que les droits de douane actuellement au coefficient 14 soient ramenés au coefficient 10 et si possible diminués.

4° Que la circulaire du 24 juin 1936 soit rapportée à l'égard des importateurs ayant régulièrement acquitté les taxes prévues.



Ces demandes sont fort modérées. Dans ce domaine, l'action de l'Etat a été malfaisante. L'Etat n'a pas su ou n'a pas voulu comprendre que les bois du Nord sont indispensables au marché français pour compléter la gamme des bois de pays et qu'ils ne peuvent faire aux bois résineux français ni une concurrence technique, ni une concurrence commerciale.

Les bois du pays sont consommés dans une proportion correspondante à celle des bois du Nord : toute mesure avantageant les bois du Nord profite aux bois

du pays et toute mesure portant atteinte à l'emploi des bois du Nord porte atteinte à la consommation des bois de France, car dès lors qu'ils sont reconnus indispensables pour de multiples travaux toutes les mesures ayant pour objectif de réduire leur emploi ont pour résultat de discréditer le bois ou de le faire remplacer par des matériaux de remplacement.

Enfin les besoins de la Défense Nationale nécessitent la constitution de stocks suffisants de bois secs que peuvent fournir seulement les bois du Nord.

Ce sont là des vérités d'ordre élémentaire que l'on s'excuse d'avoir à relever. Mais à les méconnaître systématiquement, on produit des troubles graves et on désorganise toute une tranche de l'économie. La forêt française a été durement frappée par des mesures qui devaient la protéger. Souhaitons que l'on s'arrête de glisser sur cette pente dangereuse de restrictions et d'entraves au commerce. La seule solution, c'est de développer le marché du bois, du bois que les consommateurs exigent. Le chapitre suivant nous montrera comment ce problème peut être résolu.

CHAPITRE IV

POSSIBILITÉS DU DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU BOIS EN FRANCE

Avant de détailler l'ensemble des mesures destinées à vaincre l'indiscutable crise qui plane à l'heure actuelle sur l'ensemble du marché du bois en France, il faut poser et établir la connexité étroite qui relie le bois en particulier à l'industrie du bâtiment.

SECTION I

L'industrie du bâtiment et le commerce du bois

Certains prétendent que le bois est destiné à disparaître de la consommation en France. Certes les grands immeubles à multiples étages dans les grandes villes comportent de préférence des armatures en ciment armé, des revêtements en marbre, des parquets en ciments magnésiens et du métal même pour la menuiserie. Mais il s'agit de savoir si la construction en grand et en série répond aux exigences d'une politique du logement. Nous examinerons ce point tout à l'heure. Car le bois conserve

toute son utilité pour la petite construction dans la charpente, les parquets, les portes et les fenêtres. Le bois est lié à l'industrie du bâtiment pour la partie construction (en Angleterre et en Belgique où l'on poursuit une politique d'habitations particulières, on constate un emploi considérable du bois dans la construction : 69 mètres cubes par maison). Mais il faut dire que le bois à prix égal est toujours préféré. Une politique de revalorisation du bois paraît dangereuse. Dans sa lutte contre les matériaux de remplacement, le bois doit avoir un prix tel que son emploi soit économiquement préférable. Quant aux qualités médiocres, elles doivent être écartées. A ce compte le bois retrouvera dans la construction la large place qu'il occupait avant la guerre. A ces trois conditions — abaissement des droits de douane pour abaisser le prix des sciages importés, politique de diminution du prix de revient pour la production nationale, sélection sévère des qualités — le bois occupera à nouveau une place prépondérante dans le bâtiment et redeviendra un matériau de large consommation. Ensuite toute mesure susceptible de redonner une activité du bâtiment en général rejaillira de façon bienfaisante sur le marché du bois. A certaines conditions tout ce qui aide le bâtiment développe l'emploi du bois. Voyons donc le bâtiment.

SECTION II

L'enquête sur la production (Conclusions relatives au bâtiment)

Nous venons d'établir une connexité indiscutable en-

tre le commerce du bois et les industries du bâtiment. Par conséquent toute mesure susceptible de développer la construction aura sur le marché du bois les plus heureuses répercussions. D'autre part, il est difficile à un gouvernement de prévoir une politique du bois en soi, il préférera poursuivre une politique générale du bâtiment. A ce point de vue, la conclusion du comité chargé de l'enquête sur la production, conclusions touchant le bâtiment et les travaux publics, sont particulièrement intéressantes à étudier.

« L'examen de la situation des industries du bâtiment et des travaux publics et des industries connexes : matériaux de construction, bois et ameublement démontre que la crise profonde dont souffrent ces industries (à part quelques rares exceptions, notamment l'industrie du contre-plaqué) est avant tout une crise de consommation et tient à l'affaiblissement continu de la demande. A part la période 1928-29, l'activité dans ces industries n'a plus jamais atteint celle d'avant la guerre, et se trouve actuellement à un niveau inquiétant (dans l'ensemble 50 % de l'activité constatée dans la période 1929-31) » (1). Les causes sont les suivantes :

a) Législation actuelle des loyers qui décourage les capitaux de s'investir dans les constructions neuves et incite les propriétaires à réduire au strict minimum les réparations d'entretien.

b) Taux élevé du loyer de l'argent qui alourdit les charges des propriétaires désireux d'emprunter.

D'autre part, « l'industrie du bâtiment doit normalement trouver une pleine activité du seul fait de l'ini-

(1) J. O., 18 décembre 1937, Annexe p. 1216-1217.

tiative privée et sans aide financière de la collectivité publique, celle-ci ne devant intervenir que dans les périodes les plus difficiles » (2). Aussi faut-il s'attaquer aux causes du marasme actuel.

A. — En ce qui concerne la législation des loyers. Accorder aux propriétaires un certain droit de majoration des loyers pour permettre la modernisation des immeubles ; accélérer les possibilités de démolition (préavis et indemnité préalable aux locataires, retour progressif à la liberté de fixation des loyers).

B. — En ce qui concerne les charges de financement des immeubles, le comité préconise la construction d'habitations individuelles et rurales.

C. — Fonctionnement des entreprises et charges en résultant. Le comité estime nécessaire un effort de rationalisation et de coordination ainsi qu'un programme sérieux de mécanisation dans ces groupes d'industrie.

Il recommande également une certaine refonte du régime fiscal de ces entreprises, le règlement direct des créances des entreprises sur l'Etat et la révision générale des marchés forfaitaires devenus ruineux à cause des lois sociales. Enfin il signale deux sortes d'activité qui pourraient être à très bref délai des sources importantes de travaux pour les industries considérées :

1°) Construction de logements ouvriers pour les industries où l'accroissement de la production est subordonné à celui de la main-d'œuvre employée (mines de charbon, 10.000 logements nécessaires), mines de fer, décentralisation industrielle.

2°) Réalisation des programmes d'assainissement

(2) J. O.

des îlots et immeubles insalubres dans les villes (invitation aux municipalités d'établir un plan des travaux urgents à accomplir ; facilités financières accordées ; limitation de l'indemnité d'expropriation à la valeur du terrain nu).

Au point de vue de la main d'œuvre aucun compromis n'a pu être établi, les membres ouvriers se refusant à toute modification du régime résultant des décrets d'application des 40 heures. Fâcheuse attitude !

Voilà donc un ensemble de mesures parfaitement raisonnables et assez facilement réalisables.

Il faut noter avec satisfaction que ces diverses conclusions ont enfin décidé le gouvernement à prendre des mesures spéciales en faveur du bâtiment et dans les derniers trains de décrets-lois, il y a un réel souci de la part du gouvernement de favoriser la reprise des affaires. Avant d'examiner sommairement le contenu de ces divers décrets-lois, il faut constater avec tristesse que depuis la loi Loucheur, en France on n'avait rien fait pour l'initiative individuelle en matière de construction. Or, la loi Loucheur est en veilleuse (un nombre important de demandes de prêts, formulés en application de cette loi, sont encore en instance devant la Caisse des Dépôts et Consignations).

Les différents décrets-lois relatifs au bâtiment peuvent se répartir en diverses catégories :

I. — BONIFICATIONS D'INTÉRÊTS.

Le gouvernement a établi toute une série de mesures accordant des bonifications d'intérêts et qui peuvent s'obtenir dans les conditions ci-après :

1) Pour celui qui emprunte de l'argent pour faire construire, une bonification pouvant aller jusqu'à 4 % pendant 15 ans.

2) Pour celui qui utilise ses propres capitaux, soit pour des constructions nouvelles, soit pour des travaux d'assainissement et de remise en état, une bonification d'intérêts qui sera basée sur la valeur vénale des constructions ou des travaux et pourra atteindre dans des conditions normales 3,15 % pendant 15 ans.

En outre, des dégrèvements fiscaux importants ont été accordés sur les droits de mutation, impôts fonciers et impôts cédulaires sur les sommes empruntées.

II. — LUTTE CONTRE LE TAUDIS.

Des mesures extrêmement sérieuses ont été prises, notamment par le décret du 25 mai, à partir de maintenant l'exploitation d'une maison insalubre est assimilée à un commerce de marchandises avariées. Grâce à cette interprétation, toutes les indemnités d'expropriation seront réduites à néant, le propriétaire n'ayant un droit que sur le terrain nu.

III. — HABITATIONS A BON MARCHÉ.

De nombreux décrets ont prévu des facilités pour le règlement de toutes les difficultés qui se présentent actuellement (défaut de paiement, difficulté de reprise, etc.) dans les habitations à bon marché.

IV. — LOGEMENT RURAL.

Des mesures particulières ont été envisagées pour améliorer le logement rural.

Les mesures prises par ces décrets-lois ont été généralement bien accueillies par le public. Il importe donc de diffuser ces mesures si l'on veut ranimer l'industrie du bâtiment.

Ces dispositions font preuve d'un effort louable du gouvernement pour redonner un peu de vie au corps du bâtiment, mais seront-elles suffisantes pour terrasser la terrible crise qui le ravage ?

Nous allons maintenant étudier les réalisations anglaises en matière de logement et nous nous rendrons compte du gigantesque effort de l'Angleterre dans ce domaine.

SECTION III

Les réalisations anglaises en matière de logement (3)

Les efforts anglais dans ce domaine sont la conséquence directe de la crise économique qui bouleversait l'Angleterre et du nombre inquiétant de chômeurs qui l'accompagnait. De là naquit l'idée de l'exécution d'un vaste programme de construction de maisons ouvrières. Ce programme, certes, avait des origines lointaines, et le principe fut posé à une époque où il n'y avait ni chômeurs, ni crise. Sans se préoccuper de résorber la main-d'œuvre inemployée ou de favoriser l'industrie du bâti-

(3) Voir Raoul Dautry, *Les Nouveaux Cahiers*, 15 décembre 1937, N° 16, et Charles La Mache.

ment ou l'emploi de tel matériau, il n'avait d'autre but que de mettre à la disposition des ouvriers des logements décents et salubres. Mais la crise a accéléré la mise en œuvre de programme qui n'a pas peu contribué à la reprise des affaires car le vieil adage sur le bâtiment est toujours vrai.

Le gouvernement anglais, dans ce but, s'est imposé des sacrifices exceptionnels. Mais les résultats sont frappants : chaque année à partir de 1921, 120.000 maisons nouvelles s'élevèrent, 210.000 à partir de 1932, 330.000 à partir de 1935. Dans l'immédiate après-guerre, pour éviter à l'industrie du bâtiment un fléchissement dangereux (prix de construction trop élevé, niveau de loyers trop faible), le gouvernement se mit à l'œuvre et par de très nombreuses lois réussit à monter un programme de reconstruction des maisons ouvrières, programme mis en œuvre de diverses façons (construction par les municipalités, les conseils de comité, les sociétés d'utilité publique ou de philanthropie, constructions nouvelles ou reconstitution d'anciennes maisons, location ou vente, logement en ville, en banlieue ou dans la campagne). Il y a eu plusieurs plans (Addison, Chamberlain, Wheatley), mais certaines règles générales ont toujours été suivies. Les différents points du plan comportent :

I. — CONSTRUCTIONS NEUVES SUR DES EMPLACEMENTS NOUVEAUX.

Le gouvernement s'est adressé à des sociétés philanthropiques et surtout aux municipalités, les mettant en demeure d'acquérir des terrains même par expropria-

tion et d'y bâtir des maisons dont le loyer ne devait pas excéder celui d'avant-guerre.

C'était un gros sacrifice, car les matières premières étaient en hausse marquée depuis 1913, ainsi que le taux d'intérêt des emprunts. L'Etat décida d'accorder une aide financière par l'octroi de bonifications d'intérêts (l'Etat déboursa jusqu'à 7 millions de livres par an, parfois fut attribué par maison une allocation forfaitaire unique atteignant 260 livres). Mais comme des abus s'étaient produits (les bénéficiaires ne limitaient pas les prix), et comme la main-d'œuvre et les matières premières allaient diminuant, le gouvernement voulant éviter des charges excessives décida de limiter sa subvention à 6 livres par maison et par an, au maximum pendant 20 ans ; le parti travailliste l'éleva à 12 livres et 40 ans (à condition que la maison ne fut jamais vendue). En 1930, le gouvernement décida que l'initiative privée serait seule chargée de construire des maisons nouvelles et il abandonna toute participation financière (mais il accorda aux sociétés qui construisaient pour les ouvriers la garantie de l'Etat pendant 30 ans pour les emprunts contractés en vue de ces constructions).

II. — RÉFECTION SUR PLACE DES LOGEMENTS INSALUBRES.

C'est la préoccupation suivante de l'Etat : les municipalités sont mises en demeure de choisir un quartier malpropre et malsain et sous le contrôle de l'Etat de l'assainir et de le reconstruire soit en obligeant les propriétaires à détruire leurs maisons contre indemnité, soit en achetant les immeubles pour les détruire. Pour

assurer pendant la reconstruction le logement des habitants, l'aide financière de l'Etat intervient par l'octroi de 40 à 50 shillings par personne et par an suivant la région.

III. — APPLICATION DU PROGRAMME AUX CAMPAGNES.

En 1926, une loi a chargé les conseils de comité de s'occuper des ouvriers agricoles ; elle leur a prescrit d'inviter les propriétaires à remettre en état les habitations défectueuses et en leur allouant une subvention dans certains cas. Une autre loi de 1930 prescrit aux conseils de comité de favoriser la construction de logements agricoles nouveaux.

IV. — RÉFECTION POUR LEUR DONNER PLUS D'ESPACE DES IMMEUBLES.

Une loi de 1935 vise les quartiers surpeuplés des grandes cités. Cette loi prescrit aux municipalités le rachat aux propriétaires à leur valeur normale des maisons qui doivent disparaître et leur démolition. Afin de permettre à la même population de continuer à vivre sur le même emplacement, elle autorise et organise la construction d'immeubles à appartements capables de la loger sainement et possédant tout le confort moderne.

Tout cela représente un effort considérable et qui a été couronné de succès. De 1918 au 30 septembre 1934, il a été construit :

198.317 maisons ayant bénéficié de subventions,
1.150.522 maisons n'ayant reçu aucune subvention. Au

total 2.348.839 maisons. Les subventions ont atteint des sommes très élevées et grèveront longtemps encore les budgets de l'Etat. En 1928, les charges annuelles s'élevaient à :

Plan Addison	7.000.000 £
» Chamberlain	2.500.000 £
» Wheatley	3.750.000 £
» Complément	1.000.000 £
	14.250.000 £

La grande majorité des logements se présente sous forme de petites maisons avec jardin, destinées à une seule famille et leur prix varie suivant les régions, selon une moyenne, semble-t-il, de 350 livres pour un corps de logis. Les architectes ont fait appel aux matériaux les moins chers et le bois, notamment, a surtout été employé lorsque russes et canadiens ont fait assaut de bas prix pour conquérir le marché anglais. A prix égal, le bois a été préféré et a été utilisé très largement depuis 1932 ; il est entré dans la proportion d'environ 9 mètres cubes par maison individuelle et durant cette période l'Angleterre a consommé environ 2.500.000 à 2.700.000 mètres cubes de résineux par an.

Cette politique, bien que n'ayant pas été prévue à cet effet, a stimulé le commerce du bois et lui a donné une activité exceptionnelle, inconnue dans tous les autres pays, surtout en France où il est dans le plus complet marasme. Aussi doit-on examiner maintenant les plans français pour ranimer le bâtiment.

SECTION IV

Les plans français en matière de logement

Les résultats grandioses de l'effort anglais dans ce domaine, le marasme de l'industrie du bâtiment en France et la carence gouvernementale devant ces problèmes ont amené des esprits éminents à prévoir une politique française du logement. Le plan le plus récent et le plus complet est celui présenté par M. Raoul Dautry. Nous allons l'étudier en détail et nous dirons quelques mots ensuite d'un autre plan visant le même objectif, le plan de la C.G.T.

Le plan proposé par M. Dautry ne concerne que le logement ouvrier. Il débute par un exposé des motifs et comprend cinq chapitres (ressources, organisation territoriale, fonctionnement et action des sociétés immobilières, financement, mesures susceptibles de hâter l'exécution des travaux).

Après avoir posé que le problème du logement est un problème permanent dont une solution rationnelle n'a jamais été proposée en France, après avoir cité les divers remèdes fragmentaires et très insuffisants, proposés ou réalisés, l'auteur pose la nécessité d'une habitation convenable où l'ouvrier puisse vivre dignement et dégage les idées suivantes :

a) L'industrie doit reconnaître le logement de son personnel comme une charge d'entreprise dont elle ne peut se désintéresser. « En quelque sorte, les habitations constituent une part de l'outillage national, au même titre que les usines ou les machines » (4). Mais les entre-

(4) Raoul Dautry : Une politique française du logement, in *Les Nouveaux Cahiers*, 1^{er} février 1938.

prises ne doivent pas elles-mêmes loger : danger psychologique, charge excessive dans les industries ayant une main-d'œuvre nombreuse, entreprise en difficulté. Il ne peut donc s'agir que de participation de l'industrie sur des bases à déterminer, à un actif immobilier collectif et régional d'un rendement modéré mais régulier.

b) Les intéressés doivent participer à l'effort (utilisation d'une partie des fonds des caisses de retraites et d'assurances — celles des chemins de fer à 10 milliards) : un placement par partie serait une affaire financière saine.

c) Contrairement au système anglais, l'État et les municipalités n'interviendraient que pour régulariser ces ressources et subvenir au cas où elles seraient insuffisantes.

A côté de ce motif permanent, un certain nombre de circonstances justifie l'adoption de mesures urgentes (chômage dans le bâtiment, développement des loisirs...).

CHAPITRE I. - *Ressources*. — Le plan prévoit une participation de l'industrie et une participation des caisses de retraite.

Partant de l'impôt de 2 % établi sur les réserves des sociétés en 1933, impôt qui, payable en quatre versements, doit rapporter 800 millions, l'auteur propose que la moitié de cet impôt (soit 1 % des réserves), soit abandonné aux sociétés, lesquelles ajouteraient 1 % supplémentaire et constitueraient un fonds de 800 millions pour la construction. Payant 3 % de leurs réserves, les sociétés conserveraient 3 % pour se constituer un actif immobilier. De plus, dans les bilans, serait constituée pour la construction de logements, une réserve spéciale permanente.

Enfin, toute caisse de retraites, assurances, vieillesse, privée ou publique, serait tenue de consacrer 10 % de ses réserves à la construction d'habitations à bon marché, ce qui produirait des sommes considérables.

CHAPITRE II. - *Organisation territoriale.* — La construction, l'entretien, la gestion des habitations populaires seraient effectués par des sociétés immobilières, dont la compétence correspondrait à une ou plusieurs subdivisions territoriales, plus ou moins étendues, selon les besoins locaux et les convenances privées. Les sociétés recevraient en contrepartie de leurs versements, des actions leur donnant droit à la gestion de celles-ci. L'autorité administrative prendrait part aux délibérations.

CHAPITRE III. - *Le fonctionnement.* — Il faut voir grand et large : le bien-être matériel et moral ne sera acquis que si les emplacements sont aérés, les constructions vastes, saines, les accès agréables.

Il faudra soumettre les travaux aux nécessités du plan d'urbanisme et à un organe central de coordination.

Le capital net investi devra être fixé à 4 % et les salaires déterminés à cet égard et priorité serait donnée pour la location des habitations, au personnel travaillant dans les entreprises ou adhérant aux caisses de retraites actionnaires.

CHAPITRE IV. - *Financement des travaux.* — Le capital serait souscrit intégralement et libérable d'un quart : en quatre années, tout le capital serait versé. Les différentes recettes seraient ensuite versées trimestriellement ou annuellement et les sociétés immobilières seraient autorisées à engager immédiatement des travaux correspondant au total de leur capital souscrit.

CHAPITRE V. - *Mesures susceptibles de hâter l'exécution de travaux.* — Immédiatement la S.N.C.F. et les autres caisses de retraite analogues pourraient commencer à passer immédiatement des commandes de construction sur des terrains leur appartenant déjà.

En face de ce projet précis et clair, le plan de la C.G.T. ne mérite guère d'être tiré de l'ombre. La C.G.T. suggère que le capital soit fourni par les syndicats professionnels, les départements, les communes et une contribution de 0,50 à 2 % des salaires payés par les patrons dont les ouvriers n'habiteraient pas des logements salubres. Ces sociétés pourraient emprunter par voie d'émission publique, bénéficieraient de contributions... C'est très compliqué et d'un mécanisme financier peu sûr. On se dispensera d'insister.

Tous ces plans de construction de logements ouvriers que nous venons de décrire n'ont pas pour but de ranimer directement le marché du bois. Le résultat ne pourrait être qu'indirect à raison de la connexité entre les industries du bâtiment et le commerce du bois. D'autres mesures ont été proposées qui ont pour objectif immédiat le développement de la consommation du bois. On en a déjà quelque peu parlé. On va les reprendre, les systématiser et indiquer leur valeur probable.

SECTION V

Mesures propres à ranimer le marché du bois

Le vrai problème consiste dans l'accroissement de la consommation du bois. Il y a d'abord, comme mesu-

res propres à retourner la situation, l'adoption de solutions d'ordre général (amélioration de la situation politique, agricole et financière du pays) et des solutions d'ordre financier (Lois Ribot, Loucheur, facilités de crédit). D'autre part, pour accroître le rendement du commerce du bois, il faut que la production française s'organise aussi bien pour le sciage des dimensions et qualités réellement utilisables, que pour la vente du bois et la constitution de bois secs en stock.

Comme mesures particulières à adopter d'urgence, on peut citer :

1° L'organisation des marchés d'exportation et le développement de l'exportation. Tâche difficile pour les négociateurs de traités de commerce, vu la faible qualité générale des bois français et nos prix de revient élevés, tâche à entreprendre cependant.

2° Formation d'architectes en vue d'une plus grande utilisation du bois pour la construction. Création de bureaux techniques chargés de fournir toutes données, en vue d'une utilisation plus scientifique du bois, organisation d'une publicité collective (les sommes nécessaires seraient versées par les forestiers et les importateurs lors de la vente des coupes ou de la distribution des licences). L'effort collectif à l'exposition des Arts et Techniques de 1937, les magnifiques chefs-d'œuvre réalisés à l'aide du bois sont une idée de ce type. Les portes de l'Alma font plus pour l'utilisation et le marché du bois que tous les contingentements destructeurs.

3° Lutte contre les matériaux de remplacement et réponse aux attaques injustifiées de certains comités contre le bois (constructions navales...).

Voilà quelques mesures d'un type que l'on voudrait

voir adopter : elles supposent une entente collective solide et un accord total entre importateurs et producteurs qui ont intérêt pareillement au plus grand développement du marché du bois.

**

Revenons pour conclure à la question du taudis. « M. Chamberlain a, dans son message du Nouvel An, rappelé avec orgueil que la résorption du chômage avait été due, en majeure partie, à l'effort entrepris dans le domaine de la construction et qu'il en était résulté une amélioration considérable de la santé morale et physique du pays, et plus spécialement des classes laborieuses » (5). Cet effort contre le taudis s'est poursuivi en Allemagne, Italie, Angleterre, Russie, Belgique, Hollande, Danemark, Suède. La France est restée à l'écart de ce prodigieux effort. Il y a eu des tentatives très limitées et surtout les plans ont été défectueux : la Ville de Paris a édifié d'énormes immeubles à étages multiples, dont certains sur l'emplacement des fortifications comptent plus de 1.000 habitants, sans se préoccuper de savoir si au point de vue de l'hygiène et d'un bombardement, cette accumulation de vies humaines sur un même point était raisonnable. Ces immeubles, véritables casernes, où on n'a pas l'impression du chez soi, sont vite dégradés et inconfortables. Si l'effort doit se poursuivre, il est souhaitable que ce soit pour la construction de maisons individuelles, si possible avec jardin. Donc il faut préconiser une politique du logement tendant à assurer à chaque travailleur sa maison et à lui en faciliter l'acquisition. Ce n'est pas la caserne qui doit remplacer le taudis.

(5) Rapport de la Fédération nationale des Importateurs du Bois au groupe forestier parlementaire.

CHAPITRE V

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU MARCHÉ DU BOIS

Il serait normal que les organisateurs du marché du bois national étendent leur zone de recherche et la situent sur le plan international. L'internationalisme comporte certaines données efficaces et raisonnables, car le problème du bois est vaste et d'utilité générale. D'innombrables conférences et congrès régionaux se sont tenus depuis quelques dizaines d'années. Il est intéressant de décrire sommairement cet effort et de tracer le point d'aboutissement et les résultats obtenus.

SECTION I

Les Pays intéressés

On s'est occupé d'eux tout au long de cet ouvrage : on se contentera donc de les signaler. Les uns méritent de retenir l'attention parce qu'ils sont de gros fournis-

seurs de bois et que les marchandises offertes sont de premier ordre et reconnues comme telles sur tous les marchés : c'est essentiellement le groupe nordique : Suède, Finlande, Norvège, auquel on adjoindra le groupe balte (Lettonie, Lithuanie, Esthonie) et l'U.R.S.S., l'inconnue de demain. D'autres pays méritent à un degré moindre leur participation aux problèmes internationaux tant par la qualité que par la quantité ; ce sont les pays de l'Europe Centrale : Autriche, Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie, Yougoslavie. La France est plus importatrice qu'exportatrice et la Belgique et les Pays-Bas sont uniquement importateurs. L'Angleterre est un des principaux marchés du monde et l'Amérique, les Etats-Unis et le Canada ont une influence capitale.

Tels sont essentiellement les pays qui sont intéressés d'une manière directe au problème de l'organisation internationale du marché du bois. Il faut maintenant étudier les principaux congrès.

SECTION II

Les principaux Congrès internationaux du Bois (6)

Les congrès forestiers sont issus des congrès d'agriculture, car l'habitude avait été prise de réserver dans les assemblées rassemblant les ruraux une place au problème touchant le bois. « Le premier Congrès international consacré spécialement en 1900 à la sylviculture apparaît comme une manifestation d'émancipation d'une

(6) Pour plus de détails, voir Crespel, op. cit., et les publications de la S.D.N. de l'Institut International d'Agriculture.

branche de l'activité économique arrivée à sa pleine maturité ». Organisé à l'occasion de l'Exposition Universelle, il fut placé sous la présidence du Directeur des Eaux et Forêts et comporta un programme riche et varié. Les rapports qui furent présentés constituent un travail de documentation considérable ; trois sections furent créées : l'une consacrée à l'économie forestière, l'autre à l'influence des forêts et au reboisement, la dernière à l'application des sciences à la sylviculture.

Un autre congrès forestier international fut tenu à Paris du 16 au 20 juin 1913 sous l'organisation du Touring-Club de France, et il se proposait, contre la réunion qu'intéresse la forêt, d'étudier les réformes législatives et administratives pour la conservation et l'amélioration des forêts et de rechercher les améliorations susceptibles d'intervenir dans la gestion des forêts par les particuliers.

De nombreux points furent envisagés : création d'une commission permanente qui prolongerait le Congrès dans le temps et dans l'action ; nécessité de séparer nettement le Congrès d'agriculture des Congrès forestiers. Les principaux résultats des études présentées furent la condamnation de l'impôt forestier dans sa forme de 1913 ; union réalisée entre tous les amis de la forêt ; constitution d'importantes réserves forestières ; défense des sites et des paysages. Un vœu fut émis concernant la création d'un office forestier international destiné à coordonner les renseignements et à faire connaître les possibilités de production du bois dans le monde.

La guerre empêcha la réalisation de tout effort et il fallut attendre 1923 pour trouver à Bratislava une

Conférence internationale du Bois sous les auspices de la Bourse du Bois de cette cité. Les questions mises au programme étaient les suivantes : statistique internationale du bois et question commerciale : unification des usages (dimensions), tarifs de transport de douane ; crédit, changes, constitution d'une union internationale des Syndicats du Bois. Cette conférence ne réunissait que des industriels et commerçants et les problèmes de la sylviculture proprement dite ne furent pas posés. Il faut signaler que ce congrès s'est occupé particulièrement des intérêts particuliers des producteurs de l'Europe Occidentale et a laissé à l'écart les confrères de l'Europe du Nord, jugés comme concurrents dangereux. On mit particulièrement en relief le fait que la consommation du bois dépasse toujours la production et qu'il fallait des ententes internationales pour unifier les dimensions et les usages généraux de vente. Aucune réalisation pratique du reste ne s'en est suivie.

En 1924, la Chambre Syndicale du Commerce des Bois de Lyon organisa un Congrès International du Bois à l'occasion de l'Exposition Internationale du Bois à la Foire de Lyon. Le sujet des discussions devait porter sur la standardisation, la mise en exploitation rationnelle de la forêt coloniale, les questions de transport et de reboisement. Un cri d'alarme fut poussé à la vue de l'exploitation intensive et de la destruction de nombreuses forêts.

Le Congrès Forestier International qui se tint en 1925 à Grenoble fut organisé par l'Administration des Eaux et Forêts et par le Touring-Club de France et s'efforça d'examiner sous tous les angles le problème du bois à l'aide de nombreux techniciens qu'il réunissait.

On y effectua de nombreuses études techniques : aménagement, exploitation, reboisement, travail du bois, législation ouvrière, transport, douanes, documentation... Une importance considérable fut donnée aux bois coloniaux. Mais une âpre concurrence entre les nations empêcha tout projet d'Union Internationale d'aboutir.

En 1826, à Rome, sous la présidence d'honneur de M. Mussolini, se tint un Congrès International de Sylviculture dont les buts principaux étaient : l'étude des moyens propres à assurer le maintien d'un certain équilibre entre la production et la consommation du bois, grâce à la collaboration et aux efforts des divers Etats ; l'amélioration du commerce international des produits forestiers par une connaissance plus complète de ces produits et des besoins des divers pays ; la propagande en vue d'inculquer au public une idée exacte du rôle primordial des forêts dans le bien général. Le succès couronna les efforts des organisateurs, car 256 rapports furent présentés à l'examen des congressistes au nombre de 900. De nombreux travaux furent effectués concernant les travaux de statistique, les relations internationales, l'unification des mesures, l'amélioration de la technique du gemmage, la prévention des incendies de forêts, les insectes nuisibles ; l'influence de l'intervention de l'Etat dans la gestion des forêts particulières, le reboisement et la question des pâturages en montagne, l'utilisation des bois coloniaux.

Le gouvernement italien épaula tout cet effort, afin de permettre la création à Rome d'un Institut International de Sylviculture avant que les projets français prissent corps.

En 1929, pour la seconde fois, s'est tenu un Congrès

International du Bois à Bratislava organisé par la section du Bois de la Bourse de Bratislava. Le plan envisagé était uniquement commercial et les principales questions mises à l'étude se référaient aux usages matériels et juridiques, à des questions de procédure et d'arbitrage, à la concentration des entreprises, à la statistique générale du bois. La conclusion devant l'anarchie régnante fut la rationalisation matérielle et juridique du bois. Une innovation intéressante fut l'étude du courtage et de la représentation dans le commerce du bois (définition juridique du courtage, étendue des pouvoirs du courtier, taux et assiette de la commission). Une des grosses préoccupations fut de faciliter l'arbitrage des litiges et l'exécution des sentences : le Congrès recommanda aux Chambres Syndicales de développer leurs efforts pour concilier ou juger les différends entre membres de la corporation. Dans tous ces domaines, le Congrès de Bratislava, une fois encore, ne dépassa pas le stade de la théorie pour entrer dans celui de l'application pratique.

Enfin, il faut signaler les Congrès tenus à Paris en 1937 à l'occasion de l'Exposition des Arts et Techniques : la science, la technique et le commerce y firent l'objet de nombreuses études, mais la crise toujours menaçante et la concurrence intégrale entre les nations empêchèrent la réalisation de tout effort pratique.

En somme si l'on veut dresser la philosophie de ces Congrès, on constate que tout en mettant en contact des spécialistes de valeur, tout en conduisant à l'étude sérieuse des problèmes importants, ils n'ont jamais abouti à un résultat de l'ordre pratique. L'éloquence et la science n'ont pas amené la plus petite réalisation d'Union

Internationale : après de nombreux Congrès forestiers internationaux, le problème demeure entier.

Les principales idées que l'on peut retirer de ces Congrès sont, dans l'ordre : 1°) La séparation de l'étude des forêts de celle de l'agriculture ; 2°) Tentative d'entente internationale sur l'unification des mesures de cubage ; 3°) Technologie forestière de plus en plus poussée et étude comparée des diverses législations forestières et du rôle de l'Etat ; 4°) Unification des usages forestiers et commerciaux ; 5°) Nécessité de l'arbitrage ; 6°) Développement de la consommation des bois coloniaux ; 7°) Propagande en vue du reboisement ; 8°) Différents modes de culture et de protection des forêts ; 9° Tentative d'organisation d'offices internationaux du bois ; 10° Nécessité et utilité d'une entente entre les divers groupements internationaux.

Enfin, en marge de l'étude des principaux Congrès, il faut indiquer l'existence de l'Institut International d'Agriculture en tant qu'il touche aux problèmes forestiers. Il a publié notamment un volume de 425 pages sur les forêts dans lequel sont résumées et exposées sous une forme synthétique pour plus de vingt pays toutes les données relatives : 1°) Service de statistique ; 2°) Superficie forestière et répartition ; 3°) Conditions de la propriété ; 4°) Forêts exploitables ou non ; 5°) Utilisation des forêts ; 6°) Capital ligneux ; 7°) Coupes annuelles ; 8°) Essences forestières ; 9°) Dégâts ; 10°) Mouvement commercial d'importation et d'exportation.

Le 15 décembre 1938, un rapport questionnaire sur la standardisation métrique de la mesure du bois et les différents modes de vente de ce dernier fut envoyé à 3.108 gouvernements, associations et personnalités fo-

restières ; on obtint 130 réponses dont 86 simples accusés de réception. Ainsi donc, il semble que dans ce domaine, la confiance qu'inspirait l'Institut était bien limitée et ses méthodes d'investigations douteuses. Son effort s'est du reste arrêté là.

On va aborder maintenant l'étude technique des principaux problèmes étudiés dans les Congrès et des résultats obtenus.

SECTION III

Les principaux problèmes étudiés et les résultats obtenus

On peut grouper l'ensemble de ces problèmes sous deux rubriques :

- Problèmes techniques ;
- Problèmes économiques.

I. — PROBLÈMES TECHNIQUES.

Les principaux problèmes étudiés sont : la statistique, l'aménagement des forêts, les ennemis du bois, la conservation et l'amélioration des forêts existantes et les grands travaux, les bois tropicaux, l'utilisation des produits dérivés, les stations d'études et l'enseignement.

1° *Statistique.* — C'est la base de tout développement industriel et commercial. L'orientation du producteur, le choix du transformateur en dépendait. La centralisation des renseignements doit du reste s'effectuer sur le plan international. Aussi, dès 1900, la création

d'une entente internationale pour dresser les statistiques faisant connaître la richesse forestière et la consommation de bois est-elle réclamée. En 1913, en 1923, en 1924, le problème est à l'ordre du jour. A la suite du Congrès de 1926 et comme aboutissement d'une enquête, l'institut de Rome a publié un travail sur la question. Enfin, dans le domaine purement statistique, les publications de la S.D.N. possèdent une certaine valeur.

2° *Aménagement et reboisement des forêts.* — Dans la présentation du projet de code forestier, M. de Montignac disait en 1826 : « La conservation des forêts est l'un des premiers intérêts des sociétés et par conséquent l'un des premiers devoirs des gouvernements. Leur destruction est souvent devenue une véritable calamité et une cause prochaine de décadence et de ruine ». Dans les différents congrès, les techniciens ont été d'accord pour affirmer que l'on coupe plus que l'accroissement annuel normal et que l'on vit sur la substance, le capital-bois, et qu'il faut pour conjurer la crise ou une exploitation rationnelle, ou un reboisement intensif. Or, la question est angoissante, car si la puissance publique aménage ses forêts, le particulier ne reboise que s'il y a intérêts et coupe lorsqu'on paie cher ses bois. La mission de l'Etat est de canaliser et d'encourager l'initiative privée, mais sur ces questions les vœux des congrès demeurent platoniques.

3° *Grands travaux.* — Cette question est liée à celle du reboisement (correction des torrents, régularisation des cours d'eau, lutte contre les inondations, mise en valeur d'étendues incultes, accroissement de la surface

boisée, aménagement des prairies, etc.). Si les travaux des congrès furent importants (le congrès de 1913 consacra toute sa quatrième section aux grands travaux forestiers, celui de 1925 sa sixième section aux torrents, glaciers, avalanches, pâturages en montagne...), les résultats pratiques sont très modestes : le législateur guidé par ses tendances plus ou moins interventionnistes, s'est ému du rôle important joué par les forêts de protection et a imposé à leurs propriétaires des obligations spéciales concernant les coupes, mais le plus souvent les exposés des congrès demeurent théoriques.

4° *Bois tropicaux.* — L'importance des bois tropicaux est devenue considérable. Depuis la guerre on a assisté à une active mise en valeur des colonies et des massifs forestiers très denses de certaines d'entre elles. Du reste, le plus souvent, on a coupé sans méthode les bois précieux : les marchés européens ont été encombrés et les prix ont subi une baisse retentissante.

Les bois coloniaux sont dignes d'attention, ils permettent de ménager les réserves métropolitaines, de développer la fabrication du meuble en série et du contre-plaqué... Aussi le Congrès de 1913 émettait-il le vœu que « la connaissance de toutes les essences utilisables de nos immenses réserves coloniales soit vulgarisée par tous les moyens ». La question fut reprise à diverses époques et au Congrès de Lyon une véritable étude fut entreprise, continuée au Congrès de Grenoble. Le Congrès de Rome attira l'attention sur la nécessité de régler très sérieusement la mise en valeur et l'exploitation des forêts coloniales, sous peine de les voir disparaître et remplacées par le désert. La place occupée par

les bois coloniaux s'affirme à chaque congrès, mais des résultats pratiques dans l'amélioration de l'exploitation et l'utilisation rationnelle des diverses essences n'ont pas encore été atteint.

L'exposition coloniale de 1931 a mis en vedette certaines essences, mais la crise règne toujours.

II. — PROBLÈMES ÉCONOMIQUES.

Les principaux problèmes économiques étudiés sont les suivants : législation forestière comparée ; forêts surveillées par l'Etat et forêts privées ; méthode de gestion et rôle de l'Etat ; douanes, transports, questions fiscales, assurances ; syndicats forestiers ; le commerce du bois, unification des usages et des dimensions, rôle des intermédiaires ; les litiges, tribunaux d'arbitrage, procédure, exécution internationale des sentences ; création d'office forestier international pour l'étude des questions techniques et d'une Fédération internationale des syndicats du bois pour celle des questions économiques.

1° *Douanes, transports, crédits et changes.* — Il faut arriver à l'après-guerre pour constater l'intérêt que soulèvent ces questions notamment au Congrès de 1923, à Bratislava. Les Etats de l'Europe Centrale étaient en pleine période de croissance et naturellement désiraient des tarifs de douane et de transports internationaux réduits, des facilités de droit à l'exportation et une protection contre les fluctuations désordonnées des changes. Depuis, l'intérêt suscité par ces problèmes n'a cessé de croître, mais étant donné l'état économique actuel de l'Europe, rien de sérieux ne peut être entrepris.

2° *Unification des usages des classements et des mesures.* — Les dimensions types, les usages commerciaux varient d'une région à l'autre et, a fortiori, d'un pays à l'autre. Il y a eu une manifestation de l'esprit de routine et de chauvinisme étroit : aussi l'enquête sur la standardisation de la mesure du bois menée en 1930 par l'Institut International de l'Agriculture, fut un échec total. Peut-être le désir d'une réglementation uniforme est-il trop élevé ? Il faut dans ces matières un certain sens de l'opportunisme. La question n'est pas au point, il s'agit de ménager des intérêts et même des goûts. Malgré un désir de standardiser, d'unifier, pratiquement on n'avance pas. Peut-être arrivera-t-on si les gouvernants s'y prêtent, à grouper des solutions fragmentaires pour édifier un ensemble solide.

3° *Rôle des intermédiaires dans les transactions.* — L'agent de liaison entre le producteur et le consommateur est un rouage indispensable et seul l'abus en est pernicieux. C'est le Congrès international de Bratislava qui a étudié, en 1929, les questions du courtage au point de vue international.

4° *Litiges et arbitrages.* — La fréquence des litiges, la longueur et les frais de la procédure empoisonnent le commerce international. D'autant plus qu'il y a la redoutable question de l'exequatur parfois refusée. Aussi l'arbitrage est la meilleure solution. Les divers congrès ont toujours réclamé : 1° d'éviter les contestations par l'établissement de conditions de vente précises ; 2° d'instituer des tribunaux d'arbitrage permanent ; 3° de régler arbitralement les différends relatifs aux mesures, à la qualité ; 4° d'intervenir auprès des gouvernements

pour hâter la ratification des protocoles de Genève. Mais actuellement, l'arbitrage du litige international est bien aléatoire.

5° *Création d'un office forestier international.* — Le commerce du bois a besoin depuis longtemps d'un organisme de liaison entre acheteurs et vendeurs : la principale difficulté du problème, dans la corporation du bois groupant un chiffre énorme de producteurs, d'intermédiaires et de consommateurs, consiste à discerner où se trouve l'intérêt général et à se dépouiller de tout chauvinisme intempestif. Chaque pays voudrait voir sa capitale désignée comme siège de l'office et si, pour les Congrès tenus à Paris, les vœux désignaient comme siège Paris, dès 1923, les tchèques affirmèrent qu'ils accueilleraient avec sympathie cette institution à Bratislava. Cependant le problème de la « nécessité d'une entente entre les divers organismes nationaux et l'utilité de la création d'un organisme international » est pressant. Les difficultés à vaincre seront nombreuses (routines commerciales, coupes inconsidérées, inexploitation des forêts surabondantes, lois sociales différentes...) mais un premier stade pourrait être atteint en groupant les syndicats divers en une Fédération.

Mais on aura bien du mal à sortir du chaos car le particularisme ne s'incline pas volontiers devant l'intérêt général. La tendance à suivre semble devoir être la suivante : « organiser dans chaque Etat le marché du bois en fédérant les syndicats de producteurs, de commerçants et de transformateurs ». Il faut ensuite procéder par agrégations successives, se grouper en zones : Pays du Nord, Europe Centrale, Régions Equatoriales

pour les producteurs ; pays de l'Ouest de l'Europe, pays méditerranéens pour les consommateurs. Il faut enfin tendre vers l'entente générale en liaison avec l'Institut de Rome. « Malgré des affirmations rejetées, aucune mentalité collective ne se dégage encore, seules quelques solutions fragmentaires apparaissent, notoirement insuffisantes pour laisser espérer un aboutissement à brève échéance » (7).

*
**

Ainsi donc les problèmes à étudier deviennent de plus en plus nombreux et de plus en plus complexes : cependant les questions fondamentales restent toujours en l'état et les divers Congrès ne font que voter des résolutions successives, « on ajoute quelque question, on n'en retranche aucune parce qu'elle a été résolue » (8). Cependant, outre l'importance de mettre en contact les divers professionnels, ces congrès fournissent des renseignements (procédés nouveaux de reboisement et de lutte contre les ennemis du bois) L'idée d'une collaboration naît et se développe si elle n'est pas réalisée. Seulement en face de la dépression économique générale, le marché du bois garde son inorganisation totale.

Des oppositions inouïes se révèlent : surproduction et sous-consommation voisinent. Le chaos et l'anarchie imposent cependant à tous les usagers du bois la nécessité de ne pas se laisser aller au désespoir mais de s'organiser et de penser internationalement. Mais une telle organisation est-elle possible ?

(7) Crespel, op. cit., p. 136.

(8) Crespel, op. cit., p. 137.

SECTION IV

Les possibilités d'organisation internationale du marché du bois

Convaincus que les précédents congrès dont nous avons brièvement relaté l'histoire étaient pour une trop grande part « de vaines parolotes » et surtout la menace d'une crise économique sans précédent et l'afflux des bois soviétiques, les organisateurs du Congrès international de 1931 adressèrent un pressant appel aux pays producteurs pour réaliser une organisation du marché. Ce Congrès tenu à Paris, se répartit en plusieurs sections et examina les questions suivantes : résultats acquis à la suite des congrès antérieurs ; examen de la situation actuelle ; organisation générale du commerce et de l'industrie ; buts à poursuivre et perspectives d'avenir ; améliorations à envisager soit au point de vue technique, soit au point de vue général. Si ce congrès suscita de nombreuses espérances, si les symptômes de la maladie furent décrits et l'ordonnance dressée, les remèdes ne furent pas appliqués, car les rivalités firent avorter le projet d'un office international.

Cependant se réunissait à Genève, en 1932, un comité d'experts chargés d'étudier par l'examen de la production et du commerce du bois les moyens à mettre en œuvre sur le plan international pour améliorer leur situation ainsi que les possibilités et conditions d'une coopération internationale pour l'exploitation forestière et les échanges commerciaux. Le problème de l'organisation rationnelle du marché du bois se trouvait posé

dans son ensemble et les experts des différents pays (Allemagne, Autriche, Canada, Finlande, France, Grande-Bretagne, Italie, Lettonie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie, U.R.S.S., Yougoslavie) étudièrent la question.

On envisagea des limitations de coupes, des ententes générales sur les exportations de bois (réserves de l'U.R.S.S.), des accords distincts entre les pays du Nord et de l'Europe Centrale, etc.

La proposition française de l'organisation d'un office fut rejetée par l'U.R.S.S., accueillie plus favorablement par les pays de l'Europe Centrale, mais suscita peu d'enthousiasme de la part des pays de l'Europe du Nord. Enfin les experts, à la suite de multiples travaux, ne purent apporter autre chose que des recommandations concernant la réduction des coupes et la réduction de l'offre d'exportation. Pareillement, la conférence internationale du bois, à Vienne 1932, ayant pour but d'établir quels étaient les pays disposés à se soumettre volontairement à une diminution de la production et des exportations pour établir un équilibre entre l'offre et la demande et rendre possible des prix rémunérateurs n'eut aucun résultat, principalement en raison de l'obstruction de l'U.R.S.S., la Finlande et l'Italie.

Ainsi donc, malgré une crise économique durable, les rivalités n'ont pas pu s'apaiser pour donner naissance à la solidarité et le problème de l'organisation du marché du bois demeure entier : quelles sont donc les possibilités d'une réussite ? A l'image de certains marchés qui ont été organisés internationalement (zinc, acier, laine), ne pourrait-on créer une organisation internationale du marché du bois ?

A la conférence de Bratislava de 1929, le Dr. Unger, secrétaire de la Fédération nationale hongroise des producteurs, négociants et industriels du bois s'occupa des cartels industriels et de leurs chances d'établissement dans la corporation du Bois. Il montra leur développement lié à l'accroissement de la production et leur tendance au monopole, leur évolution vers des fins défensives pour résister à la crise, leur utilité. Il recommanda une organisation cartellaire de la production du bois, sans se faire d'illusions sur les difficultés de la réussite dans une profession caractérisée par un émiettement des producteurs. Il indiqua comme seuls réalisables la normalisation des prix et le contingentement des ventes.

Pour renflouer la profession du bois, il faudrait limiter la production et stabiliser les prix au moyen d'ententes internationales préparées dans chaque Etat par une Fédération des syndicats intéressés. La nécessité d'un accord obtenu par paliers successifs en partant du syndicat régional pour aboutir à l'Europe entière et même au monde, a été reconnue par les praticiens de diverses nations. Mais vu la divergence des intérêts et des opinions, il est difficile d'aboutir à un accord rapprochant les pays dont la situation permet une coopération plus intime, a fortiori une entente générale semble devoir être exclue des possibilités. Beaucoup d'Etats du reste n'ont pas encore d'organisation syndicale digne de ce nom. Dans certains pays, l'esprit d'union est parvenu à de beaux résultats. Tantôt c'est l'Etat qui a un rôle de premier ordre à jouer comme animateur. Mais si l'on creuse ce problème à base d'assainissement (arrêt de la surproduction et de la chute des cours), on peut se demander quel type d'accord, de cartel, les pro-

ducteurs devraient adopter. Les cartels semblent plus réalisables dans le bois : que ce soient des cartels de conditions ou cartels de prix, ou cartels de vente, s'instituant marchand unique. Du reste, la concentration dans les affaires de bois doit être envisagée d'une manière particulière et modérée. Il faut d'abord bâtir une Fédération internationale pourvue d'un institut de documentation qui s'efforcerait par voie d'ententes à régulariser la production tout en mettant au point des questions accessoires importantes comme les usagers, les classements, l'arbitrage. Les étapes qui mènent à ces fins peuvent être envisagées de façon précise (9) :

1° Perfectionnement de l'organisation syndicale dans chaque pays et fondation d'une Fédération nationale ;

2° Agrégation des fédérations nationales en des ententes plus vastes : zone des pays du Nord, zone de l'Europe Centrale, zone des territoires tropicaux ; ces ententes partielles habituent les intéressés à des zones plus vastes ;

3° But suprême : l'entente générale aboutissait à la création d'un office international, précédée de la création d'un comité dont les frais de constitution seraient modérés. L'impossibilité de se mettre d'accord sur la ville qui devrait accueillir l'office n'a d'importance que pour de petits esprits. Il faudra rechercher un pays à la fois producteur, transformateur, importateur et exportateur, un pays dont l'organisation coopérative soit déjà ancienne et solide, une ville placée au centre du commerce international du bois. Paris semble être la ville idéale pour devenir le siège du Bureau International du Bois.

(9) Crespel, *op. cit.*, p. 190-192.



Tel est le programme que l'on peut tracer pour aboutir à une organisation internationale du bois. Une question préalable se pose : le bois se relèvera-t-il de la crise intense qu'il traverse et peut-on lui maintenir une place honorable dans l'économie contemporaine ? Certains répondent que le bois appartient au passé. Il avait sa place dans un monde d'artisans et de petits producteurs. On peut se demander s'il y a encore la même place dans l'avenir et pour poser le problème, il faut véritablement traiter dans son ensemble la question actuelle du bois : ce sera l'objet de notre conclusion générale.

CONCLUSION

Ce qui frappe l'esprit le moins averti, c'est la situation vraiment tragique dans laquelle se débat le bois en France. Non seulement la crise dont souffre son marché tient à des causes générales dues à la crise mondiale, mais encore à une maladie propre, à un défaut dans sa structure particulière : tous les experts qualifiés l'ont admis. Dans un passé tout proche des besoins importants et passagers lui ont insufflé une vitalité extraordinaire (reconstitution des régions dévastées par la guerre), mais au prix d'une dévastation sans précédent de certaines forêts. Si les scieries ont considérablement accru leur puissance, l'ère des difficultés graves n'a pas tardé à sonner par suite de cette activité inconsidérée. La demande s'est faite plus exigeante, les stock se sont accumulés, les prix ont subi une chute catastrophique : les consommateurs ne cessaient de chercher des produits de remplacement à des prix avantageux.

L'intervention de la Russie dont les prix de revient sont incomparables à ceux des pays capitalistes, a apporté un élément de trouble supplémentaire, et en France, les lois sociales et la semaine des quarante heures ont porté le coup de grâce à une organisation défaillante.

Or, l'intérêt général commande d'accorder une attention toute particulière aux forêts et d'accroître leur étendue : il faut donc que le propriétaire soit intéressé pécuniairement au bon entretien de son patrimoine et que tous les échelons de la production et du commerce trouvent dans leurs efforts un gain normal. Mais en contre-partie, les bénéficiaires doivent faire preuve d'exigences modérées car les produits de remplacement trouvent leur emploi dans les bois trop chers.

L'équilibre du marché du bois est gravement atteint : il faut le rétablir.

Des mesures d'ordre législatif et fiscal peuvent dans un temps relativement bref améliorer la situation des propriétaires fonciers. L'assiette de la contribution foncière devrait porter sur la superficie qui croît effectivement. Les droits de succession et de mutation devraient être rationnellement aménagés et très réduits pour les forêts. Les conditions de transport absolument anarchiques sont à réviser car des droits prohibitifs arrêtent souvent toute circulation. Quant à l'obligation de consommer des bois indigènes, elle n'est pas à recommander pour des raisons que nous avons déterminées. D'autre part, il faut reprendre intégralement la propagande en faveur du bois sur des bases nouvelles.

D'autres améliorations doivent venir des propriétaires eux mêmes et des mesures doivent leur être imposées par de sages lois ; ces mesures peuvent conserver la protection de la régénération naturelle des coupes, l'allongement des révolutions, la limitation des exploitations, le bon entretien du sol et soins culturaux (éclaircies et émondages, normalisation des procédés d'exploitation et des produits). Le but général étant d'atteindre

le rendement le plus grand possible en produit de valeur avec le minimum de frais et dans le temps le plus court.

Mais le problème capital, celui que l'on n'a cessé d'aborder tout au long de cet ouvrage, c'est la protection apportée à notre commerce et à notre industrie du bois. Il y a en France des propriétaires, des exploitants forestiers, des scieurs, des importateurs, des négociants, des courtiers ; on a vu l'opposition intéressante des intérêts en France et on a dit assez justement que c'est « de la somme des mécontentements individuels que naît la satisfaction de tous ». Mais encore faut-il que les mécontentements individuels soient en quelque sorte raisonnablement imposés.

Nous produisons beaucoup de bois, mais nos malheurs sont très grands et pour éviter le malheur des exploitations abusives, il importe de laisser pénétrer les bois étrangers dans la mesure où, soit en quantité, soit en qualité, nous ne pouvons donner satisfaction aux besoins. Il y a eu à un moment donné rupture de l'équilibre du marché : la Russie, pourvue de ressources forestières incalculables, a achevé d'embouteiller un marché pléthorique à des prix de dumping. Aussi, pendant un certain temps, alors qu'importateurs et consommateurs se félicitaient de l'importance des lots et des bas prix proposés, les producteurs voyaient les prix s'amoindrir chaque jour davantage et les stocks s'accumuler. Le remède appliqué dépassa dans sa brutalité le but à atteindre et les contingentements et les restrictions sont à l'heure actuelle responsables pour une bonne part de l'atonie du marché français. D'autre part, elles créent une atmosphère démoralisante : il y a les Etats favori-

sés, les Etats fraudeurs. On constate des passe-droits et des tractations louches. Telle nation fera entrer des bois par le canal d'un autre pays non producteur qui jouit malgré tout d'un contingentement élevé. Et le président du Conseil qui, dès 1931, disait : « La politique du contingentement a fait faillite, elle pèse lourdement sur notre balance commerciale, elle limite nos exportations, elle rend impossible la tâche des gouvernements », semble avoir eu une vue prophétique de la situation. Quelle que soit la valeur morale des intérêts en présence, il faut dire que la méthode de protection à outrance du marché français a fait faillite et qu'en se prolongeant et s'aggravant au moment où les bois étrangers coûtent deux ou trois fois plus chers que les bois français, elle prend l'allure d'un véritable non-sens : avant tout, il faut supprimer les contingentements.

Du reste, on pouvait lire dans un rapport du Conseil National Economique, en 1932, que le contingentement, « procédé de défense dont l'efficacité dans une période critique doit être reconnue, doit être considéré comme une mesure transitoire rendue actuellement indispensable par la lutte économique... ». Or, le contingentement est devenu une mesure normale et permanente de la politique économique et les intéressés au vrai sens du mot en réclament sans cesse l'aggravation.

Comme l'a écrit une des personnalités marquantes du marché du bois : « C'est en faisant abstraction de nos petites rivalités en les immolant sur l'autel du sacrifice pour ne considérer que le bien général et l'harmonieux équilibre des intérêts contradictoires que nous permettrons à la grande famille du bois de vivre et à la forêt française de faire à jamais célébrer par tous

le culte de la Beauté et de la Poésie dans ses vertes frondaisons ».

**

Le problème du bois, on l'a répété à presque toutes les pages, est un problème de consommation : il faut développer le marché du bois, de tous les bois. Dans un effort commun de compréhension, tous ceux qui vivent de l'arbre doivent s'unir ; le marché du bois est menacé, il faut le défendre et pour cela l'organiser. Toute organisation sérieuse suppose l'union préalable de tous les intérêts en présence. On a déjà perdu beaucoup de temps ; il s'agit de faire vite. Action et organisation dans l'union : c'est à ce prix que l'on sauvera le marché du bois en France.

Vu, le Président :

William OUALID.

Vu,

Pour l'assesseur, le Professeur délégué :

Gilbert GIDEL.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris :

ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

(On n'indiquera que les ouvrages ou publications dont on a fait un usage constant) (1).

Egon GLESINGER. — *Le bois en Europe*, Paris 1932.

CRESPEL. — *Le marché du bois et son organisation internationale*, Paris 1933.

Ch. LA MACHE. — *Le commerce des bois du Nord en France*.

— *Une grande industrie dans la tourmente*.

— *L'effort de l'Angleterre en matière d'habitation*.

RAZOUS. — *Aide-mémoire du commerce et des industries du bois*.

DAUTRY. — *Une politique française du logement*, Paris, Les Nouveaux Cahiers.

Les Bois coloniaux. *Le Figaro Illustré*, n° spécial, Paris 1932.

La France forestière et industrielle.

Le Revue internationale du Bois.

Le Journal « Le Bois ».

Le Moniteur des Scieries.

Rivista « Commerciale ».

Publications de la S.D.N. Le problème du bois, 1932.

(1) Plus naturellement les ouvrages généraux de droit civil, de droit administratif, de législation forestière, d'économie politique, de statistique et de géographie économique.

Documents de la Fédération des Importateurs.

Actes et Travaux des Congrès.

« *Les Forêts* », publication de l'Institut International d'Agriculture de Rome.

Les documents de l'enquête sur la production (J. O.).

Tableau Général du Commerce et de la Navigation.

Conseil National Economique : Diverses enquêtes.

Divers articles dans *La Journée Industrielle* et *Le Temps*.

HITIER. — *Les problèmes agricoles* (Cours de l'Ecole des Sciences Politiques).

Conseil National Economique : Diverses enquêtes.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Etude descriptive du marché

CHAPITRE I. — <i>La Forêt française</i>	31
Section I. — Le problème de la forêt	32
Section II. — Le régime juridique de la forêt française.	35
Section III. — Les principales essences de la forêt française	39
Section IV. — L'exploitation	43
Section V. — Les principaux marchés des bois en France	47
Section VI. — Rôle des bois sur le marché	48
Section VII. — Les forêts de la Région landaise	49
Conclusion	55
CHAPITRE II. — <i>Les Bois du Nord</i>	57
Section I. — Le problème de l'importation	58
Section II. — Considérations générales sur les bois du Nord	61
Section III. — D'où arrivent en France les bois du Nord	63
Section IV. — La réalisation des importations	70
Section V. — Les ports et les maisons d'importation...	72
Section VI. — Le rôle des bois du Nord sur le marché français	74

CHAPITRE III. — <i>Les Bois coloniaux</i>	77
Section I. — Les ressources coloniales françaises	77
Section II. — Les ports français recevant les bois coloniaux	83
Section III. — Le rôle des bois coloniaux sur le marché.	87
Section IV. — L'avenir des bois coloniaux	90
CHAPITRE IV. — <i>Les Pays de faible importation en France</i> ..	97
Section I. — Les pays de l'Europe Centrale	97
Section II. — Les pays méditerranéens	105
Section III. — Les autres pays	106
CHAPITRE V. — <i>Les Exportations françaises</i>	111

DEUXIÈME PARTIE

L'organisation du marché du bois en France

CHAPITRE I. — <i>L'organisation professionnelle du marché du bois</i>	125
Section I. — L'organisation professionnelle en France.	126
Section II. — Modalités diverses de l'action collective à l'étranger	131
Section III. — Perspectives d'organisation du marché français	135
CHAPITRE II. — <i>Les prix</i>	139
Section I. — Le marché du bois dans sa généralité....	140
Section II. — Les prix dans les principaux pays (évolution générale de 1913 à 1930)	144
Section III. — Les prix des bois sur le marché français (évolution générale de 1913 à 1930)	158
Section IV. — Evolution générale (Résumé et aperçus actuels)	163
CHAPITRE III. — <i>L'Etat et le marché du bois</i>	169
Section I. — L'Etat et le marché international	170
Section II. — L'Etat et le marché national	177

CHAPITRE IV. — <i>Possibilités du développement du marché du bois en France</i>	181
Section I. — L'industrie du bâtiment et le commerce du bois	181
Section II. — L'enquête sur la production (conclusions relatives au bâtiment)	182
Section III. — Les réalisations anglaises en matière de logement	187
Section IV. — Les plans français en matière de logement	192
Section V. — Mesures propres à ranimer le marché du bois	195
CHAPITRE V. — <i>L'Organisation internationale du marché du bois</i>	199
Section I. — Les pays intéressés	199
Section II. — Les principaux Congrès internationaux du bois	200
Section III. — Les principaux problèmes étudiés et les résultats obtenus	206
Section IV. — Les possibilités d'organisation internationale du marché du bois	213
CONCLUSION	219
